

Rapport sur les objectifs de développement durable

2022



Table des matières

	Avant-propos	2
	Une feuille de route pour sortir de la crise	3
	Penser au-delà de la crise	4
	Présentation générale	8
Objectif 1	Pas de pauvreté	26
Objectif 2	Faim « zéro »	28
Objectif 3	Bonne santé et bien-être	30
Objectif 4	Éducation de qualité	34
Objectif 5	Égalité entre les sexes	36
Objectif 6	Eau propre et assainissement	38
Objectif 7	Énergie propre et d'un coût abordable	40
Objectif 8	Travail décent et croissance économique	42
Objectif 9	Industrie, innovation et infrastructure	44
Objectif 10	Inégalités réduites	46
Objectif 11	Villes et communautés durables	48
Objectif 12	Consommation et production responsables	50
Objectif 13	Mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques	52
Objectif 14	Vie aquatique	54
Objectif 15	Vie terrestre	56
Objectif 16	Paix, justice et institutions efficaces	58
Objectif 17	Partenariats pour la réalisation des objectifs	60
	Note au lecteur	62
	Groupements régionaux	63



Rapport sur les objectifs de développement durable **2022**

Avant-propos

Le monde est confronté à des crises et conflits mondiaux en cascade et interdépendants qui mettent en péril les aspirations énoncées dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030. Alors que la pandémie de COVID-19 entre dans sa troisième année, la guerre en Ukraine exacerbe les crises alimentaire, énergétique, humanitaire et migratoire — sur fond d'urgence climatique critique. S'appuyant sur les données actuelles, le *Rapport sur les objectifs de développement durable 2022* montre les effets dévastateurs de ces crises sur la réalisation des objectifs de développement durable (ODD).

Jusqu'à présent, la pandémie de COVID-19 a coûté la vie, directement ou indirectement, à près de 15 millions de personnes. Les systèmes de santé mondiaux ont été submergés et de nombreux services de santé essentiels ont été perturbés, faisant peser une menace majeure sur les progrès accomplis dans la lutte contre d'autres maladies mortelles. Des millions de personnes de plus ont sombré dans l'extrême pauvreté et la faim depuis le début de la pandémie. On estime que 147 millions d'enfants ont manqué plus de la moitié de leur scolarité en présentiel ces deux dernières années, ce qui nuit fortement à leur apprentissage et à leur bien-être. Les femmes ont été touchées de façon disproportionnée par les retombées socioéconomiques de la pandémie, en proie à la perte de leur emploi, la hausse de la charge de travail domestique non rémunéré et l'intensification de l'épidémie silencieuse de violence domestique.

La reprise économique mondiale actuelle est fragile et inégale, entachée de préoccupations liées aux nouveaux variants de la COVID-19, à la hausse de l'inflation, aux perturbations majeures dans les chaînes d'approvisionnement, aux pressions croissantes sur le marché du travail et à la dette insoutenable dans les pays en développement. La distribution des vaccins étant très inégale au niveau mondial, les signes d'un relèvement de la COVID-19 à deux vitesses sont manifestes, aiguissant le sentiment d'injustice dans les populations du monde entier et rendant d'autant plus urgente la nécessité de s'attaquer aux inégalités profondes et persistantes.

Dans ce contexte, le monde connaît aujourd'hui le plus grand nombre de conflits depuis la création de l'Organisation des Nations Unies. Environ 2 milliards de personnes vivent dans des pays touchés par des conflits. Le nombre de réfugiés a atteint un niveau record en 2021 et les déplacements forcés continuent de se multiplier, exacerbés par la guerre en Ukraine. À la fin de mai 2022, quelque 6,5 millions de réfugiés avaient fui le pays, principalement des femmes et des enfants.

Le conflit en Ukraine a par ailleurs fait monter en flèche les prix des aliments, du carburant et des engrais. Il a en outre perturbé les chaînes d'approvisionnement et le commerce mondial et a fortement déstabilisé les marchés financiers. Selon les estimations actuelles, la guerre pourrait faire reculer la croissance économique mondiale de 0,9 point de pourcentage en 2022 et compromettre l'aide au développement destinée aux personnes pauvres du monde entier.

Ces situations ne feront que s'aggraver avec les changements climatiques, qui agissent comme un « multiplicateur de crise » et dont les impacts se ressentent déjà aux quatre coins de la planète. L'augmentation des vagues de chaleur, des sécheresses et des inondations touche des milliards de personnes dans le monde, contribuant aussi à la pauvreté, à la faim et à l'instabilité. La pandémie de COVID-19 et la guerre en Ukraine viennent en outre retarder la transition urgente vers des économies plus vertes. Suivant les engagements nationaux actuels, les émissions mondiales de gaz à effet de serre devraient augmenter de près de 14 % au cours de cette décennie.

Pour nous remettre de la pandémie de COVID-19 et assurer la durabilité à l'échelle mondiale, nous devons de toute urgence sauvegarder les ODD. Nous devons honorer les engagements que nous avons pris à l'appui des personnes, des communautés et des nations les plus vulnérables du monde. Instaurer une économie mondiale qui profite à tous exigera des mesures audacieuses. Il faut investir davantage dans les infrastructures de données pour cibler efficacement les investissements dès aujourd'hui, anticiper les demandes futures, empêcher que les crises ne se transforment en véritables conflits, et planifier les mesures à prendre d'urgence pour réaliser le Programme 2030.



António GUTERRES
Secrétaire général
de l'Organisation des Nations Unies

Les objectifs de développement durable : une feuille de route pour sortir de la crise

Le monde fait face à une convergence de crises qui menacent la survie même de l'humanité. Toutes ces crises — et les voies pour les prévenir ou y faire face — sont traitées de manière holistique dans les ODD. Nous les ignorons à nos risques et périls.

Le *Rapport sur les objectifs de développement durable 2022* présente les progrès accomplis dans la réalisation des 17 objectifs fixés. Il est le fruit d'une collaboration entre le Département des affaires économiques et sociales et plus de 50 organismes internationaux et régionaux, fondée sur des millions de points de mesure fournis par plus de 200 pays et régions. Le rapport de cette année brosse un tableau particulièrement sombre. S'appuyant sur les dernières données et estimations disponibles, il révèle que le Programme de développement durable à l'horizon 2030 est gravement menacé par des crises multiples, en cascade et croisées, où prédominent la COVID-19, les changements climatiques et les conflits. Toutes ces crises, et leurs interactions complexes, ont un impact sur l'ensemble des objectifs de développement durable, et entraînent dans leur sillage d'autres crises dans les domaines de l'alimentation et de la nutrition, de la santé, de l'éducation, de l'environnement, de la paix et de la sécurité. Pour mettre le monde sur la voie de la durabilité, il faudra une action concertée à l'échelle mondiale.

Crises en cascade et croisées

Ces deux dernières années, la pandémie de COVID-19 a fait des ravages dans presque tous les aspects de notre vie, et elle est encore loin d'être terminée. Elle a réduit à néant plus de quatre années de progrès dans l'éradication de la pauvreté et fait sombrer jusqu'à 93 millions de personnes de plus dans l'extrême pauvreté en 2020. Elle a perturbé les services de santé essentiels, entraînant une baisse de la couverture vaccinale pour la première fois en dix ans et une hausse des décès dus à la tuberculose et au paludisme, entre autres répercussions. Les fermetures prolongées d'écoles exposent 24 millions d'apprenants — du niveau préprimaire au niveau universitaire — au risque de ne plus retourner à l'école.

L'urgence de la crise de la COVID-19 est maintenant éclipsée par la menace que font peser les changements climatiques sur notre existence. La multiplication des vagues de chaleur, sécheresses, feux de forêt apocalyptiques et inondations frappe déjà des milliards de personnes dans le monde et cause des dommages potentiellement irréversibles aux écosystèmes de la Terre. Par exemple, l'acidification continue des océans et la hausse des températures de l'eau menacent les espèces marines, y compris les récifs coralliens, considérés comme les « forêts tropicales de la mer » en raison de la biodiversité qu'ils abritent. Pour éviter les pires effets des changements climatiques, comme le prévoit l'Accord de Paris, les émissions mondiales de gaz à effet de serre devront atteindre un pic avant 2025, puis diminuer de 43 % d'ici à 2030, pour atteindre la neutralité carbone en 2050. Au lieu de cela, selon les engagements nationaux volontaires actuels en matière de lutte contre les changements climatiques, les émissions de gaz à effet de serre augmenteront de près de 14 % d'ici à 2030.

Parallèlement, le monde connaît le plus grand nombre de conflits violents depuis 1946, un quart de la population mondiale vivant aujourd'hui dans des pays touchés par des conflits. En mai 2022, un nombre record de 100 millions de personnes avaient été déplacées de force de leur foyer. Le déclenchement de la guerre en Ukraine a fait monter en flèche les prix des aliments, des carburants et des engrais, perturbé les chaînes d'approvisionnement et le commerce mondial, et ébranlé les marchés financiers, aggravant la menace d'une crise alimentaire mondiale.

Protéger les personnes vulnérables

Dans le même temps, les pays en développement sont en proie à une inflation record, à la montée des taux d'intérêt et à l'aggravation du fardeau de la dette. Avec des priorités concurrentes et une marge de manœuvre budgétaire limitée, bon nombre d'entre eux ont du mal à

se remettre de la pandémie. Dans les pays les moins avancés, la croissance économique reste atone et le taux de chômage s'aggrave.

Comme toujours, les femmes, les enfants et les autres groupes vulnérables sont le plus durement touchés par les crises. Le travail des enfants et les mariages précoces sont en hausse. L'anxiété et la dépression chez les adolescents et les jeunes ont considérablement augmenté. Environ 40 % des personnes déplacées de force dans le monde sont des enfants, dont la vie et le développement ont pour beaucoup d'entre eux subi des dommages et perturbations immenses en raison des conflits. Les femmes sont en proie à des difficultés liées à la perte de leur emploi et de leurs moyens de subsistance, à la déstabilisation de leur parcours éducatif et à la hausse des travaux domestiques non rémunérés. Dans le même temps, les données actuelles indiquent que la violence domestique a été exacerbée par la pandémie.

Avoir une longueur d'avance

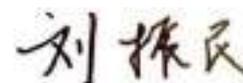
Pour avoir une longueur d'avance sur ces crises, nous devons comprendre où nous en sommes et où nous allons, et il faudra pour cela des investissements importants dans notre infrastructure de données et d'informations. Les politiques, les programmes et les ressources visant à protéger les personnes en cette période difficile viendront inéluctablement à manquer sans les données probantes nécessaires pour cibler les interventions. Des données actualisées, de grande qualité et ventilées peuvent aider à apporter des réponses plus ciblées, à anticiper les besoins futurs et à affiner la conception des actions urgentes. Pour sortir plus forts de la crise et nous préparer aux défis inconnus à venir, le financement du développement statistique doit être une priorité pour les gouvernements nationaux et la communauté internationale.

Une feuille de route pour survivre

La gravité et l'ampleur des défis qui nous attendent exigent des changements radicaux à une échelle jamais observée dans l'histoire de l'humanité. Nous devons d'abord mettre fin aux conflits armés et nous engager sur la voie de la diplomatie et de la paix — condition préalable au développement durable. Nous ne pouvons tout simplement pas tolérer la guerre et la perte insensée de vies et de ressources précieuses qu'elle entraîne.

Deuxièmement, nous devons adopter des modes de développement à faible émission de carbone, résilients et ouverts à tous qui permettront de réduire les émissions de carbone, conserver les ressources naturelles, transformer nos systèmes alimentaires, créer de meilleurs emplois et faire avancer la transition vers une économie plus verte, plus inclusive et plus juste. La feuille de route tracée dans les ODD est claire. Les crises ont des répercussions de plus grande ampleur lorsqu'elles sont reliées les unes aux autres, mais il en va de même des solutions. En prenant des mesures pour renforcer les systèmes de protection sociale, améliorer les services publics et investir dans l'énergie propre, par exemple, nous nous attaquons aux causes profondes de la hausse des inégalités, de la dégradation de l'environnement et des changements climatiques.

Troisièmement, il ne faudra rien de moins qu'une transformation complète de l'architecture de la dette et du système financier international pour atteindre ces objectifs et éviter une reprise à deux vitesses, où les pays en développement sont laissés de côté. Les enjeux sont plus importants que jamais. Pour que l'humanité puisse survivre, nous devons survivre tous ensemble, en n'abandonnant personne.



Liu Zhenmin

Secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales

Penser au-delà de la crise : utiliser la pandémie pour promouvoir des données de grande qualité, actualisées et inclusives

La pandémie de COVID-19 a bouleversé la vie telle que nous la connaissons. Dans le même temps, elle fait naître de nouvelles façons de penser et offre des occasions nouvelles. La communauté statistique mondiale explore les façons de saisir ces occasions et de tirer les enseignements de la pandémie. Elle cherche à faire progresser ces connaissances afin de fournir de meilleures données pour une vie meilleure — aujourd'hui et dans les années à venir, qui pourraient être tumultueuses.

Les répercussions de la COVID-19 sur les bureaux nationaux de statistique dans le monde ont été dramatiques. Au début de la pandémie, la collecte de données en personne a été brusquement interrompue dans presque tous les pays. Dans le même temps, la demande de données pour l'élaboration des politiques et l'information du grand public a atteint un nouveau sommet. Pour tenter de comprendre l'impact du virus, par exemple, les autorités de santé publique avaient besoin de statistiques actualisées et ventilées sur les décès. Mais les données mensuelles sur la mortalité ne sont toujours pas disponibles dans la majorité des pays. De plus, de nombreux bureaux nationaux de statistique ne disposent pas de l'infrastructure des technologies de l'information et de la communication (TIC) indispensable pour effectuer leur travail quotidien à distance. Ces problèmes ont été aggravés par le fait que le financement national et extérieur des activités statistiques a été réduit dans de nombreux pays, en particulier dans ceux qui en ont le plus besoin.

Malgré les défis, de nombreux bureaux nationaux de statistique ont trouvé de nouvelles façons d'accomplir leur travail. Certains ont par exemple eu recours à des sources de données non traditionnelles, comme les données de téléphones mobiles, l'imagerie satellitaire et les données produites par les citoyens, ainsi qu'à de nouveaux modes de collecte de données, comme les entrevues en ligne, par téléphone ou en mode mixte. Les bureaux ont encouragé les efforts de collaboration et joué un rôle de coordination plus important au sein des écosystèmes

de données nationaux. Ces initiatives ont permis d'obtenir les données nécessaires pour mieux comprendre l'évolution et les effets de la crise sur la santé, l'emploi, la migration, la violence à l'égard des femmes et toute une série d'autres questions. Cependant, le niveau de réponses variait grandement d'un système statistique national à l'autre. Ceux qui avaient déjà un système de données solide et bien établi étaient mieux équipés pour répondre à la crise de manière créative.

De plus, la voie vers le succès n'a pas toujours été simple. Les innovations et nouvelles approches, si elles ne tiennent pas compte de la conception et de l'évaluation comme il se doit, peuvent malencontreusement renforcer les inégalités et l'exclusion. De plus, les bureaux nationaux de statistique ont dû élaborer des stratégies de communication efficaces pour contrer la « pandémie » de mésinformation et de désinformation au sujet de la COVID-19.

Alors que le monde émerge lentement de la crise, des données actualisées, ventilées et de grande qualité sont plus importantes que jamais. Il faut maintenant investir davantage dans l'infrastructure des données et de l'information, en s'inspirant des leçons tirées pendant la pandémie. L'objectif est d'aller au-devant de la crise afin de pouvoir apporter des réponses plus rapides, anticiper les besoins futurs et concevoir les actions urgentes nécessaires à la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030.

L'analyse ci-après se fonde sur quatre séries d'enquêtes mondiales de suivi des effets de la pandémie sur les opérations statistiques nationales entre mai 2020 et mai 2021, menées conjointement par la Division de statistique du Secrétariat de l'ONU et la Banque mondiale. Elle s'appuie également sur une enquête portant sur la mise en œuvre du Plan d'action mondial du Cap concernant les données du développement durable, conduite en août et septembre 2021.

Malgré des progrès, de graves lacunes statistiques persistent dans le suivi des ODD

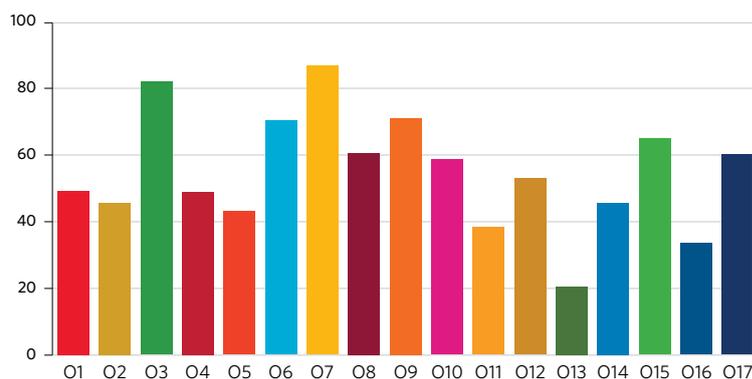
Des progrès considérables ont été réalisés dans la disponibilité de données comparables au niveau international pour le suivi des ODD : le nombre d'indicateurs inclus dans la base de données mondiale des ODD est passé de 115 en 2016 à 217 en 2022. Cependant, il existe encore d'importantes lacunes statistiques concernant la couverture géographique, l'actualité et le niveau de ventilation, et il est donc difficile de connaître tout à fait le rythme des progrès vers la réalisation du Programme 2030 et les différences entre les régions, ainsi que de déterminer quelles sont les personnes qui ont été laissées de côté.

Pour 8 des 17 ODD, moins de la moitié des 193 pays ou régions disposent de données comparables à l'échelle internationale depuis 2015. Bien que les objectifs 3 (santé) et 7 (énergie) aient le plus grand nombre de données disponibles (plus de 80 % des pays disposent au moins d'un point de mesure depuis 2015), seuls 20 % environ des pays ont des données pour l'objectif 13 (mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques).

Les données ventilées sont également insuffisantes pour suivre les progrès des groupes de population vulnérables. Parmi les 32 indicateurs des ODD nécessitant une ventilation par sexe, seuls 21 ont les dernières données ventilées disponibles dans la plupart des pays (plus de 80 % des pays ont au moins un point de mesure depuis 2015); pour 8 indicateurs, aucune donnée ventilée par sexe n'est disponible. Des données

ne sont disponibles que pour 7 des 21 indicateurs qui nécessitent une ventilation par sexe et par âge. Lorsque l'on considère d'autres niveaux de ventilation, comme la situation au regard du handicap, le tableau est encore plus sombre. Sur 10 indicateurs des ODD qui nécessitent une ventilation par situation de handicap, des données ne sont disponibles que pour 2 d'entre eux.

Proportion de pays ou régions ayant des données disponibles depuis 2015, par objectif (en pourcentage)

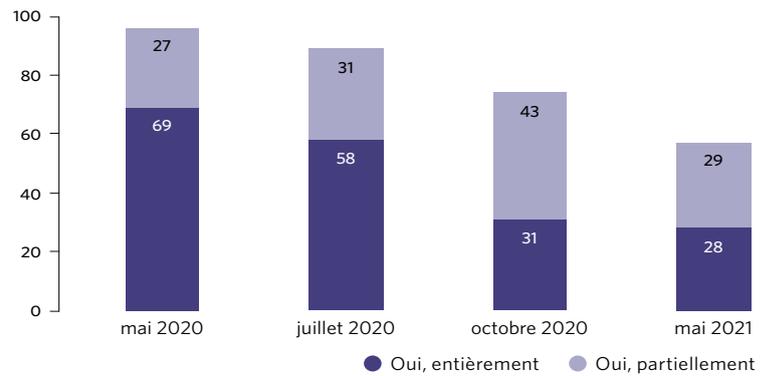


La COVID-19 a mis en lumière la nécessité d'une base statistique solide

La COVID-19 a constitué une grave menace pour les systèmes statistiques nationaux, déjà en difficulté, et un signal d'alarme sur la nécessité de bases statistiques et informatiques plus solides. En mai 2020, 96 % des pays avaient cessé entièrement ou partiellement de collecter des données en personne en raison des mesures de confinement nationales. Un an plus tard, en mai 2021, la collecte de données en personne connaissait toujours des perturbations dans 57 % des pays. Les pays qui ne comptaient que sur ce type de collecte avant la pandémie ont été fortement touchés, tandis que ceux qui avaient une expérience de la collecte de données à distance, ou qui y avaient procédé à titre expérimental, étaient fortement avantagés. Par exemple, au Royaume-Uni, une enquête sur les budgets-temps pendant la pandémie a pu être conduite immédiatement grâce des expériences antérieures de collecte de données à distance. L'enquête, réalisée sur Internet, a permis aux décideurs de comprendre comment la pandémie changeait la façon dont les individus faisaient usage de leur temps.

L'une des failles de la structure statistique révélée pendant la pandémie a été le manque de données nationales sur la mortalité chez les adultes, qui est nécessaire pour comprendre le véritable bilan des décès dus à la COVID-19. Lorsqu'un groupe technique consultatif des Nations Unies a été chargé d'estimer la surmortalité liée à la COVID-19 à l'échelle nationale et mondiale, il a constaté que seuls 38 % des pays avaient les données mensuelles requises sur la mortalité entre janvier 2020 et décembre 2021. Ce manque de données sous-jacentes montre une grave lacune dans les systèmes nationaux de statistiques de l'état civil, qui couvrent l'enregistrement des décès, les enquêtes auprès des ménages et les recensements de la population. L'enregistrement des décès dans de nombreux pays est incomplet et retardé; la collecte de données au moyen de recensements et d'enquêtes fournit des données avec un

Proportion de pays ayant cessé de collecter des données en personne, mai 2020 à mai 2021 (en pourcentage)



décalage de 5 à 10 ans; et les données sur la mortalité des personnes âgées ne sont souvent pas collectées.

L'infrastructure informatique a été cruciale pendant la pandémie pour aider les pays à effectuer la collecte de données et la formation à distance, ainsi que pour stocker les données et favoriser la collaboration. En juillet 2020, seuls 62 % des pays ayant communiqué des données déclaraient disposer de capacités informatiques suffisantes pour la formation à distance, et seulement 55 % avaient suffisamment de services d'informatique en nuage pour le stockage et l'échange de données à distance. Il existe une fracture entre les pays à différents niveaux de revenu. Les pays à revenu élevé étaient mieux équipés en termes de TIC, tandis que les pays à revenu faible ou intermédiaire étaient bien moins préparés.

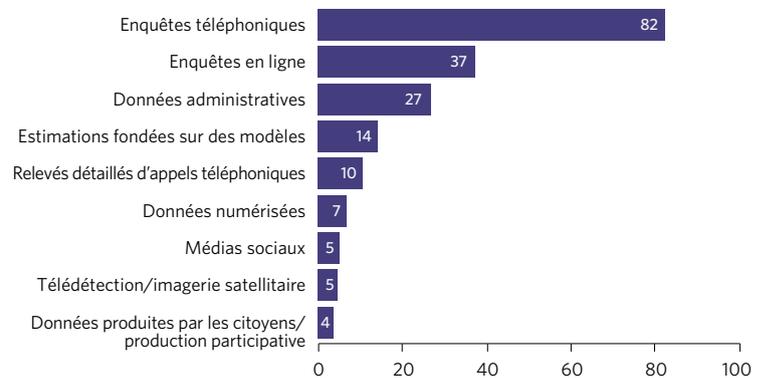
La crise contribue à façonner l'avenir de l'innovation

La crise de la COVID-19 a représenté un défi extraordinaire pour les systèmes statistiques nationaux. Elle a également été l'occasion d'expérimenter des méthodes innovantes de collecte de données, d'explorer de nouvelles sources de données et de moderniser les infrastructures informatiques pour répondre aux demandes de données pour l'élaboration de politiques. Tout au long de ce processus, l'importance de données entièrement inclusives a été mise en évidence. Les expériences vécues pendant la pandémie pourront servir à éclairer l'avenir de l'innovation dans les statistiques officielles.

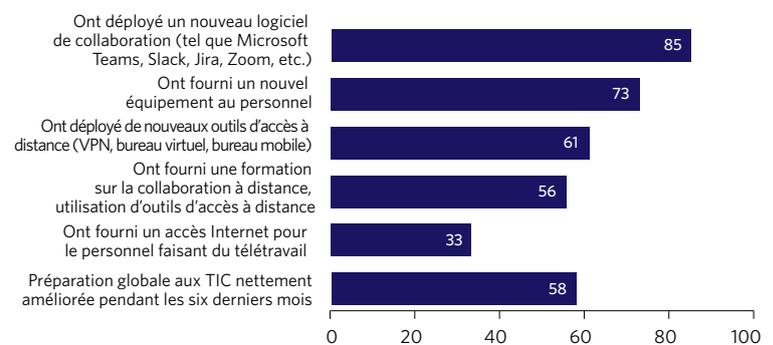
Au début de la crise, plus de 80 % des pays ont indiqué qu'ils utilisaient des enquêtes téléphoniques pour recueillir des données afin de mesurer l'impact de la COVID-19, et 37 % qu'ils avaient recours à des sondages en ligne, ce qui représente une forte hausse par rapport à ce qui était observé avant la pandémie. Les pays ont pris en considération des données administratives, des estimations fondées sur des modèles et des sources de données non traditionnelles, y compris les relevés détaillés d'appels téléphoniques, les données numérisées, les médias sociaux, la télédétection et les données produites par les citoyens.

De plus, de nombreux bureaux nationaux de statistique ont accéléré la modernisation de leurs systèmes informatiques. En mai 2021, 58 % d'entre eux ont signalé une amélioration de leur préparation globale aux TIC lors des six mois précédents. Les principales mesures prises ont consisté à déployer un nouveau logiciel de collaboration (85%) et à fournir un nouvel équipement au personnel (73%). Une autre mesure importante pour améliorer l'état de préparation aux TIC soulignée par les bureaux nationaux de statistique a été le déploiement de nouveaux outils d'accès à distance tels que le réseau privé virtuel (VPN), le bureau virtuel et le bureau mobile (61%).

Proportion de pays ayant déclaré utiliser des approches novatrices pour mesurer l'impact de la COVID-19, mai 2020 (en pourcentage)



Proportion de pays ayant nettement amélioré leur préparation aux TIC au cours des six derniers mois, mai 2021 (en pourcentage)



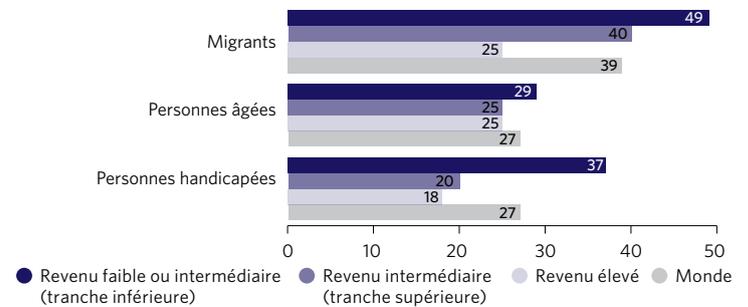
La pandémie nous a rappelé qu'il ne fallait laisser personne de côté

La collecte de données sur les groupes de population vulnérables, tels que les migrants et les personnes handicapées, est cruciale pour identifier les défis auxquels ils sont confrontés et comprendre qui sont les personnes laissées pour compte. L'utilisation d'approches novatrices, comme les enquêtes par téléphone mobile et l'intelligence artificielle, devrait s'accompagner d'une évaluation permettant de s'assurer que les innovations n'excluent ou ne désavantagent pas par erreur les groupes les plus vulnérables.

Par exemple, la fracture numérique en ce qui concerne la possession d'un téléphone mobile et l'accès à Internet a été citée comme principale raison de ne pas avoir atteint certains groupes de population pendant la pandémie. Parmi les pays interrogés, 39 % avaient des difficultés à recueillir comme il se doit des données sur les migrants, 27 % des données sur les personnes âgées et 27 % des données sur les personnes handicapées. De plus, les enquêtes traditionnelles qui se concentrent uniquement sur les ménages ne tiennent pas compte des personnes vi-

vant en établissement, comme les maisons de retraite et autres centres d'hébergement et de soins, les foyers pour sans-abri et les prisons, qui ont tous été durement touchés par la pandémie.

Proportion de pays ayant des difficultés à recueillir des données sur certains groupes de population, par groupe de revenu, mai 2021 (en pourcentage)



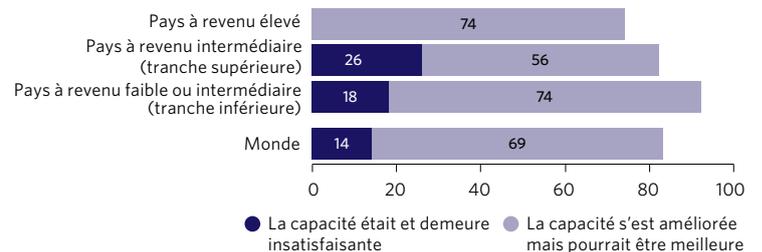
Les bureaux nationaux de statistique doivent renforcer la coordination au sein des écosystèmes de données nationaux

Pendant la pandémie, des partenariats ont été établis entre des organismes gouvernementaux, des établissements universitaires, des administrations locales, des entreprises privées et des organisations de la société civile afin d'obtenir de toute urgence des données pour l'élaboration de politiques. Cette collaboration a favorisé de nouvelles idées et ressources; elle a également accru l'inclusivité, l'actualité et l'utilisation des données qui en ont découlé. Les bureaux nationaux de statistique ont joué un rôle de coordination plus important dans de nombreux pays. L'Institut de statistique de la Jamaïque, par exemple, s'est associé au Ministère de la santé et à des experts pour diriger un comité chargé de mettre en adéquation la demande de données et les données disponibles indispensables pour orienter la politique pendant la crise. Pour aider à combler les lacunes en matière de données sur les ODD, le Bureau national des statistiques du Kenya a lancé des partenariats avec des organisations de la société civile et intégré un ensemble de critères de qualité pour les données générées par les citoyens dans son nouveau cadre national d'assurance de la qualité statistique.

Malgré tous leurs efforts, les bureaux nationaux de statistique de nombreux pays ont estimé qu'ils pourraient mieux coordonner les activités

au sein de l'écosystème national de données. À l'échelle mondiale, seuls 17 % des pays sondés ont estimé que leur coordination au sein de l'écosystème de données était satisfaisante. Le niveau de satisfaction variait selon le niveau de revenu : il était en moyenne de 25 % dans les pays à revenu élevé, mais de 8 % seulement dans les pays à revenu faible ou intermédiaire (tranche inférieure).

Proportion des bureaux nationaux de statistique estimant que leur capacité de coordination au sein de l'écosystème global de données pourrait être améliorée, par groupe de revenu, août et septembre 2021 (en pourcentage)



Des stratégies de communication efficaces ont contribué à lutter contre la désinformation et la désinformation

La pandémie a exercé une pression sans précédent sur les bureaux nationaux de statistique du monde entier. En plus de servir de modèles pour la qualité des données au sein d'un pays, on attendait de ces bureaux qu'ils se chargent de corriger le flot de désinformation et de désinformation circulant au sujet des répercussions de la COVID-19. Pour cela, les bureaux nationaux de statistique ont dû transmettre leurs constatations à différents utilisateurs de données en faisant appel à des approches nouvelles ou plus traditionnelles de sensibilisation. Cependant, les enquêtes ont révélé des lacunes importantes dans les approches utilisées en fonction du niveau de revenu des pays. Le recours à des approches nouvelles et novatrices, comme les médias sociaux, les programmes de publication ciblant certains groupes d'utilisateurs, les séminaires, les plateformes d'apprentissage en ligne, les discussions en ligne en direct et les podcasts, a été favorisé dans les pays à revenu élevé, tandis que les pays à revenu faible ou intermédiaire (tranche inférieure) ont privilégié des approches plus traditionnelles d'implication des utilisateurs. Il s'agissait notamment de conférences de presse, d'apparitions dans les médias traditionnels, de campagnes de sensibilisation générale, de présentations, de conférences et d'événements de lancement. Ces résultats indiquent un domaine d'action collective pour la communauté statistique. Le moment est venu de tirer parti des moyens de communication modernes et de proposer des produits de soutien et de données adaptés pour atteindre différents groupes d'utilisateurs.

Il est urgent d'investir davantage dans les données et les statistiques

Pendant la pandémie, les coûts de collecte des données ont augmenté pour 40 % des bureaux nationaux de statistique, tandis que le financement public a été réduit pour 48 % des bureaux. En Afrique subsaharienne, 61 % des pays ont vu ces coûts augmenter, tandis que 71 % ont connu une baisse du financement public et 59 % une baisse du financement de la part des donateurs pour les bureaux nationaux de statistique. Cette tendance a été corroborée par une analyse de l'aide publique au développement pour les données et les statistiques, qui a montré que le financement de nombreuses activités liées aux données de base a rapidement été relégué au second plan au début de la pandémie. Les bureaux nationaux de statistique des deux tiers des pays admissibles à un emprunt auprès de l'Association internationale de développement (IDA) ont également connu des retards modérés ou importants dans les décaissements budgétaires au début de l'exercice fiscal 2021.

Au cours des trois prochaines années, les bureaux nationaux de statistique de la plupart des pays de l'IDA devraient faire face à d'importants manques de financement pour les programmes ciblés des fournisseurs d'aide au développement. Plus des deux tiers (69 %) des pays sondés ont indiqué que les recensements des entreprises et des exploitations agricoles feront face aux manques de financement les plus importants, suivis des recensements de la population et des logements (56 %) et des enquêtes auprès des ménages (52 %). En ce qui concerne les secteurs politiques qui nécessiteront un soutien supplémentaire au cours de cette période, les statistiques sur la santé ont été identifiées comme une priorité absolue par 76 % des pays de l'IDA.

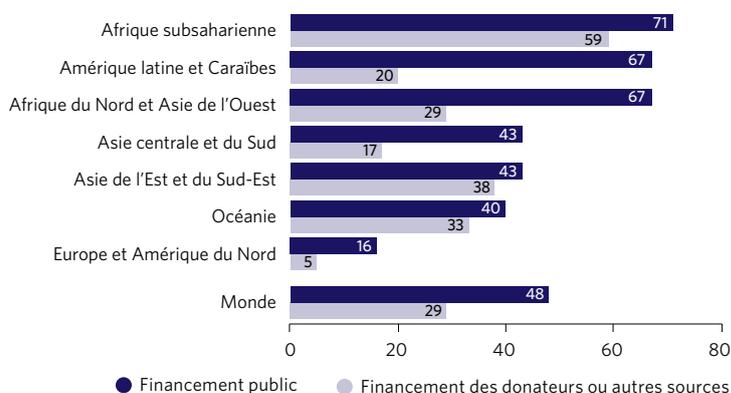
Ces deux dernières années, un coup dur a été porté à l'économie et à la population mondiales, et les pays à faible revenu ont été particulièrement touchés. Investir dans les capacités et les partenariats en matière de données pour ne laisser personne de côté, établir la confiance et combler les lacunes en matière de données pour atteindre les ODD doit être une priorité pour les gouvernements nationaux et la communauté internationale afin que les pays puissent invoquer des réponses politiques fondées sur des données probantes pour sortir plus forts de la crise et faire face aux défis inconnus à venir.

Proportion des bureaux nationaux de statistique ayant mené des activités de sensibilisation et de communication avec les utilisateurs de données au cours des trois dernières années, par groupe de revenu, août et septembre 2021 (en pourcentage)



Cela réaffirme l'urgence de mettre en œuvre des cadres importants tels que le Plan d'action mondial du Cap concernant les données sur le développement durable, la Déclaration de Doubaï et le Pacte de Berne sur les données pour la décennie d'action en faveur des objectifs de développement durable, tous convenus par la communauté statistique au cours des Forums mondiaux des Nations Unies sur les données, afin de renforcer les capacités en matière de données et d'adopter un mécanisme de financement novateur axé sur la demande qui peut répondre rapidement et efficacement aux priorités des systèmes statistiques nationaux, dans le but de mobiliser des fonds nationaux et internationaux.

Proportion des bureaux nationaux de statistique ayant subi une réduction du financement public et du financement de la part des donateurs ou autres sources depuis le début de la pandémie, mai 2021 (en pourcentage)



1 PAS DE PAUVRETÉ



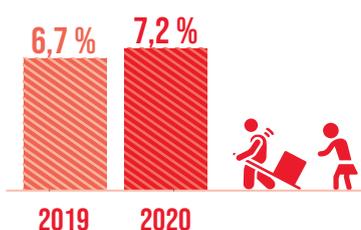
ÉLIMINER LA PAUVRETÉ SOUS TOUTES SES FORMES ET PARTOUT DANS LE MONDE

PLUS DE
4 ANNÉES DE PROGRÈS
DANS LA LUTTE
CONTRE LA PAUVRETÉ
ONT ÉTÉ RÉDUITES À NÉANT

PAR LA COVID-19



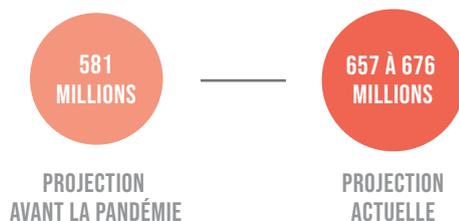
LE TAUX DE PAUVRETÉ DES TRAVAILLEURS
A AUGMENTÉ POUR LA PREMIÈRE
FOIS EN DEUX DÉCENNIES



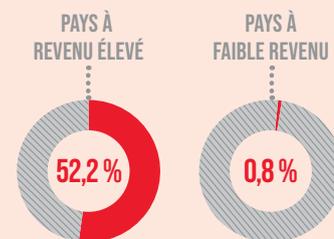
FAISANT BASCULER
8 MILLIONS DE
TRAVAILLEURS DE PLUS
DANS LA PAUVRETÉ

LA HAUSSE DE L'INFLATION ET L'IMPACT DE LA GUERRE
EN UKRAINE **RALENTISSENT ENCORE LES PROGRÈS**

NOMBRE DE PERSONNES VIVANT DANS L'EXTRÊME PAUVRETÉ EN 2022



PRESTATIONS DE
CHÔMAGE EN ESPÈCES
DURANT LA PANDÉMIE (2020)



LES DÉCÈS DUS AUX CATASTROPHES ONT ÉTÉ MULTIPLIÉS PAR SIX EN 2020



PRINCIPALEMENT EN RAISON DE LA PANDÉMIE





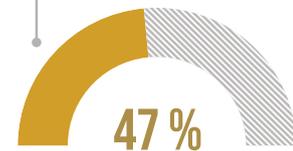
ÉLIMINER LA FAIM, ASSURER LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE, AMÉLIORER LA NUTRITION ET PROMOUVOIR L'AGRICULTURE DURABLE

LES CONFLITS, LA COVID-19, LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES ET LA HAUSSE DES INÉGALITÉS

CONVERGENT POUR METTRE EN PÉRIL LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE MONDIALE



LA FLAMBÉE DES PRIX ALIMENTAIRES A TOUCHÉ



DES PAYS EN 2020 (CONTRE 16 % EN 2019)



149,2 MILLIONS D'ENFANTS DE MOINS DE 5 ANS

SOUFFRENT DE RETARD DE CROISSANCE (2020)

POUR RÉDUIRE LES RETARDS DE CROISSANCE CHEZ LES ENFANTS

DE 50 % AVANT 2030,

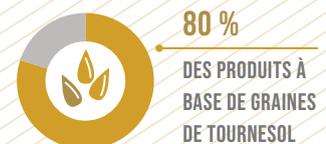
LE TAUX DE BAISSE ANNUEL

DOIT DOUBLER

(DE 2,1 % À 3,9 % PAR AN)

LA CRISE EN UKRAINE A ENTRAÎNÉ DES PÉNURIES ALIMENTAIRES POUR LES PLUS PAUVRES DE LA PLANÈTE

L'UKRAINE ET LA FÉDÉRATION DE RUSSIE EXPORTENT AU NIVEAU MONDIAL :





PERMETTRE À TOUS DE VIVRE EN BONNE SANTÉ ET PROMOUVOIR LE BIEN-ÊTRE DE TOUS À TOUT ÂGE

LA COVID-19

MENACE DES DÉCENNIES DE PROGRÈS EN MATIÈRE DE SANTÉ MONDIALE

A INFECTÉ PLUS DE
500 MILLIONS
DE PERSONNES
DANS LE MONDE
(MI-2022)



A CAUSÉ
15 MILLIONS
DE DÉCÈS
(2020-2021)



A PERTURBÉ LES SERVICES
DE SANTÉ ESSENTIELS DE
92 %
DES PAYS
(FIN 2021)



A MIS UN COUP D'ARRÊT AUX
PROGRÈS EN MATIÈRE DE
**COUVERTURE
SANITAIRE
UNIVERSELLE**



ESPÉRANCE
DE VIE
MONDIALE



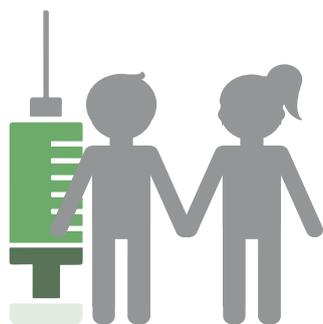
COUVERTURE
VACCINALE



PRÉVALENCE DE
L'ANXIÉTÉ/LA
DÉPRESSION



DÉCÈS DUS À LA
TUBERCULOSE
& AU PALUDISME

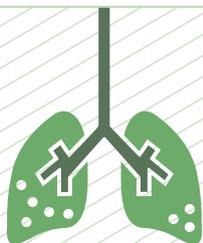


22,7 MILLIONS
D'ENFANTS N'ONT PAS
REÇU LES VACCINS
DE BASE EN 2020

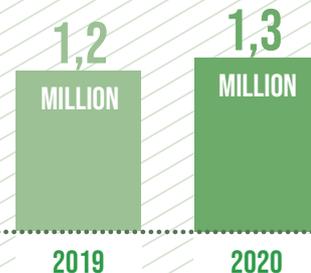
3,7 MILLIONS
DE PLUS QU'EN 2019



LA PANDÉMIE A COÛTÉ LA VIE À
115 500 SOIGNANTS
DE PREMIÈRE LIGNE



**LES DÉCÈS DUS À LA TUBERCULOSE
ONT AUGMENTÉ POUR LA PREMIÈRE FOIS
DEPUIS 2005**





ASSURER L'ACCÈS DE TOUS À UNE ÉDUCATION DE QUALITÉ, SUR UN PIED D'ÉGALITÉ, ET PROMOUVOIR LES POSSIBILITÉS D'APPRENTISSAGE TOUT AU LONG DE LA VIE

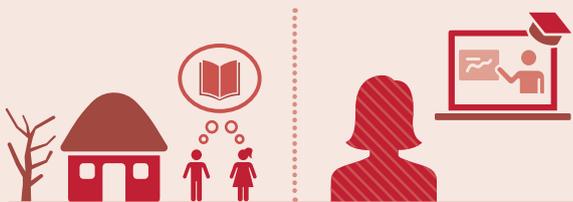
LA PANDÉMIE DE COVID-19 A AGGRAVÉ LA

CRISE MONDIALE DE L'ÉDUCATION

147 MILLIONS D'ENFANTS ONT MANQUÉ PLUS DE LA MOITIÉ DE LEUR SCOLARITÉ EN PRÉSENTIEL EN 2020-2021



LES PROFONDES INÉGALITÉS DANS L'ÉDUCATION N'ONT FAIT QUE S'AGGRAVER PENDANT LA PANDÉMIE

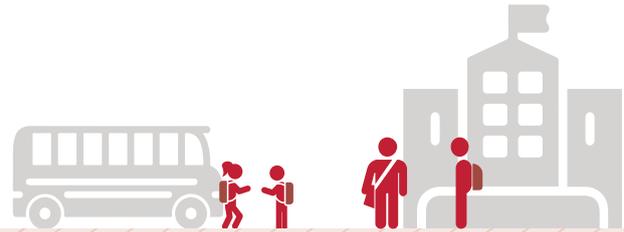


24 MILLIONS D'APPRENANTS

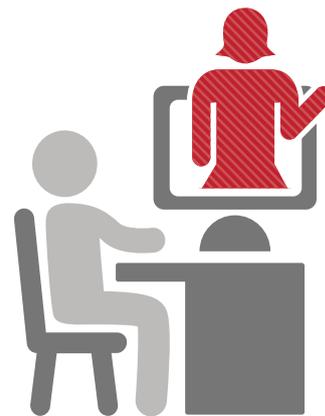
(DU PRÉPRIMAIRE À L'UNIVERSITÉ)

POURRAIENT NE JAMAIS

RETOURNER À L'ÉCOLE



L'ÉDUCATION EST UNE VOIE DE SECOURS POUR LES ENFANTS TOUCHÉS PAR UNE SITUATION DE CRISE



UN ENSEIGNEMENT À DISTANCE

EST OFFERT À

3 MILLIONS

D'ENFANTS UKRAINIENS

DANS LE CHAOS DE LA GUERRE

(AVRIL 2022)

DE NOMBREUX PAYS AMÉLIORENT LES INFRASTRUCTURES SCOLAIRES À MESURE QUE LES ÉCOLES ROUVRENT LEURS PORTES

ÉCOLES PRIMAIRES AU NIVEAU MONDIAL (2019-2020)



D'ÉLECTRICITÉ



D'EAU POTABLE



DE SERVICES D'ASSAINISSEMENT DE BASE



D'ORDINATEURS

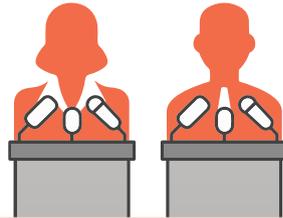


D'ACCÈS À INTERNET



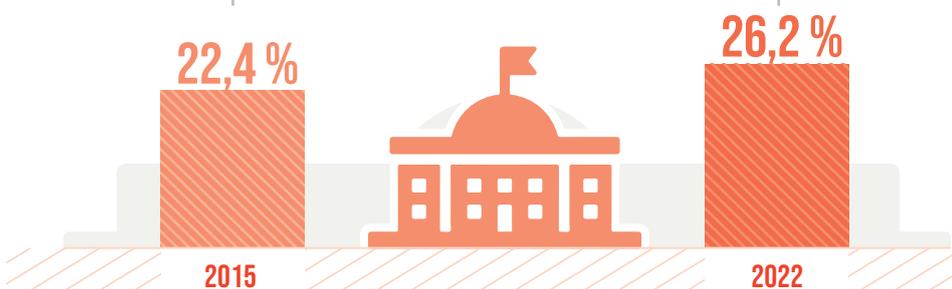
PARVENIR À L'ÉGALITÉ DES SEXES ET AUTONOMISER TOUTES LES FEMMES ET LES FILLES

IL FAUDRAIT ENCORE
40 ANS



POUR QUE LES FEMMES ET LES HOMMES SOIENT REPRÉSENTÉS SUR UN PIED D'ÉGALITÉ PARMIS LES DIRIGEANTS POLITIQUES NATIONAUX AU RYTHME ACTUEL

PART DES FEMMES DANS LES PARLEMENTS NATIONAUX



LA BUDGÉTISATION TENANT COMPTE DES QUESTIONS DE GENRE DOIT ÊTRE RENFORCÉE



PROPORTION DE PAYS DOTÉS DE SYSTÈMES DE SUIVI DES ALLOCATIONS BUDGÉTAIRES LIÉES AU GENRE (2018-2021)



26 % | SYSTÈME COMPLET
59 % | CERTAINES CARACTÉRISTIQUES D'UN SYSTÈME
15 % | ABSENCE D'ÉLÉMENTS CONSTITUTIFS MINIMAUX D'UN SYSTÈME



LES FEMMES REPRÉSENTAIENT

39 %
DE L'EMPLOI TOTAL EN 2019,

MAIS **45 %**

DES PERTES D'EMPLOI À L'ÉCHELLE MONDIALE EN 2020

PLUS D'1 FEMME SUR 4 (ÂGÉE DE 15 ANS OU PLUS)



A SUBI DES VIOLENCES DE LA PART D'UN PARTENAIRE INTIME (641 MILLIONS) AU MOINS UNE FOIS DANS SA VIE

SEULEMENT **57 %** DES FEMMES (DE 15 À 49 ANS)

PRENNENT, EN CONNAISSANCE DE CAUSE, LEURS PROPRES DÉCISIONS CONCERNANT LEURS RELATIONS SEXUELLES ET SOINS DE SANTÉ PROCRÉATIVE

(64 PAYS, 2007-2021)



GARANTIR L'ACCÈS DE TOUS À L'EAU ET À L'ASSAINISSEMENT ET ASSURER UNE GESTION DURABLE DES RESSOURCES EN EAU

LES **ÉCOSYSTÈMES**

LIÉS À L'EAU AU NIVEAU MONDIAL

SE DÉGRADENT À UN RYTHME ALARMANT



CES 300 DERNIÈRES ANNÉES,

PLUS DE 85 %

DES ZONES HUMIDES DE LA PLANÈTE

ONT **DISPARU**



POUR AU MOINS

3 MILLIARDS DE PERSONNES,

LA QUALITÉ DE L'EAU DONT ELLES DÉPENDENT N'EST PAS CONNUE FAUTE DE SURVEILLANCE

PLUS DE 733
MILLIONS DE PERSONNES



VIVENT DANS UN PAYS AYANT UN NIVEAU DE **STRESS HYDRIQUE** ÉLEVÉ OU CRITIQUE

[2019]

POUR ATTEINDRE LES CIBLES EN MATIÈRE D'EAU POTABLE, D'ASSAINISSEMENT ET D'HYGIÈNE D'ICI À 2030 LE RYTHME DES PROGRÈS DEVRA **QUADRUPLER**

AU RYTHME ACTUEL, EN 2030



1,6 MILLIARD DE PERSONNES

N'AURONT PAS D'EAU POTABLE GÉRÉE EN TOUTE SÉCURITÉ



2,8 MILLIARDS DE PERSONNES

N'AURONT PAS DE SERVICES D'ASSAINISSEMENT GÉRÉS DE MANIÈRE SÛRE



1,9 MILLIARD DE PERSONNES

N'AURONT PAS D'INSTALLATIONS DE BASE POUR L'HYGIÈNE DES MAINS



SEULEMENT UN QUART

DES PAYS AYANT COMMUNIQUÉ DES DONNÉES ONT DES **ACCORDS OPÉRATIONNELS POUR PLUS DE 90 % DE LEURS EAUX TRANSFRONTALIÈRES**

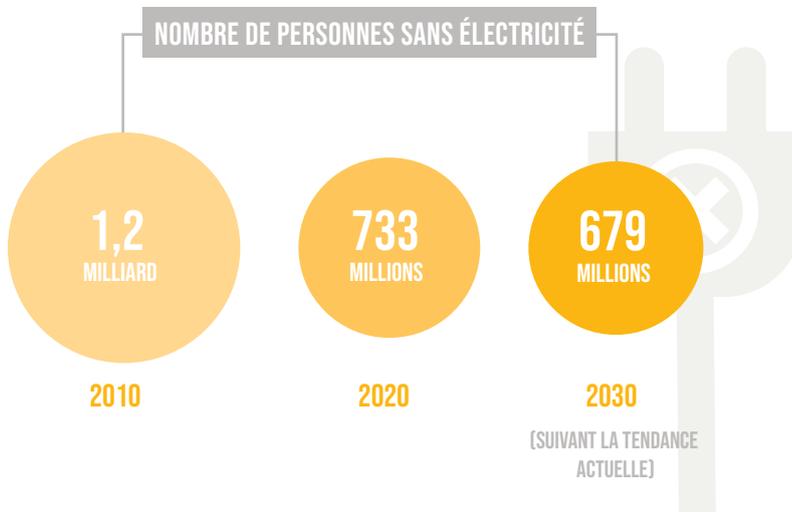
[2020]

GARANTIR L'ACCÈS DE TOUS À DES SERVICES ÉNERGÉTIQUES FIABLES, DURABLES ET MODERNES À UN COÛT ABORDABLE

LES PROGRÈS IMPRESSIONNANTS DE L'ÉLECTRIFICATION

ONT RALENTI

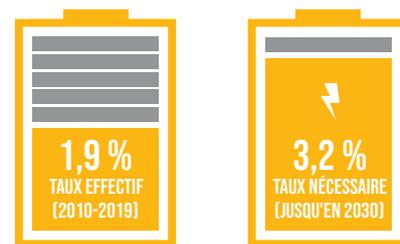
EN RAISON DES DIFFICULTÉS À PARVENIR JUSQU'ÀUX PERSONNES LES PLUS DIFFICILES À ATTEINDRE



LES PROGRÈS DE L'EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE

DOIVENT S'ACCÉLÉRER POUR ATTEINDRE LES OBJECTIFS CLIMATIQUES MONDIAUX

TAUX ANNUEL D'AMÉLIORATION DE L'INTENSITÉ ÉNERGÉTIQUE



2,4 MILLIARDS DE PERSONNES

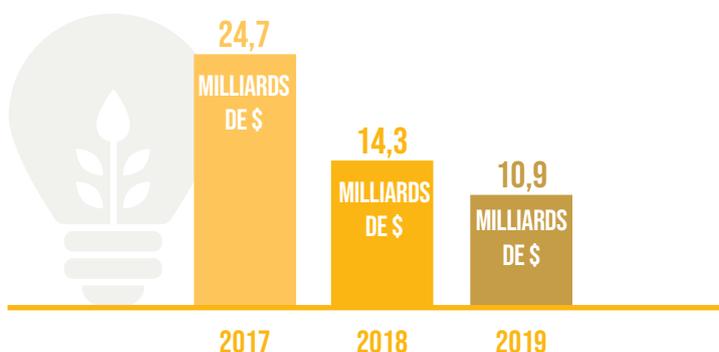


UTILISENT ENCORE DES SYSTÈMES DE GUISSON INEFFICACES ET POLLUANTS

(2020)

LES FLUX FINANCIERS INTERNATIONAUX VERS LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT EN FAVEUR DES ÉNERGIES RENOUVELABLES

ONT CHUTÉ POUR LA DEUXIÈME ANNÉE CONSÉCUTIVE

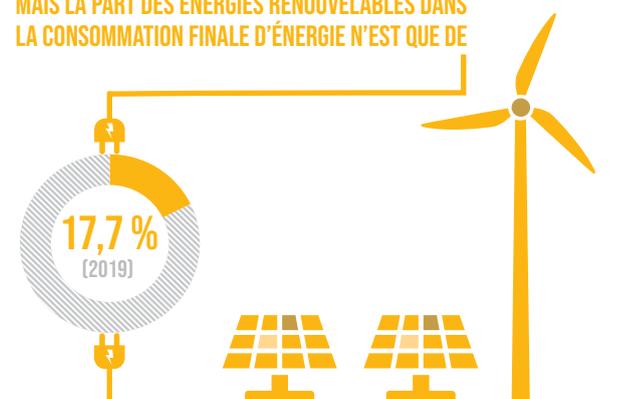


LA CONSOMMATION TOTALE

D'ÉNERGIE RENOUVELABLE A AUGMENTÉ D'UN QUART ENTRE 2010 ET 2019,



MAIS LA PART DES ÉNERGIES RENOUVELABLES DANS LA CONSOMMATION FINALE D'ÉNERGIE N'EST QUE DE





PROMOUVOIR UNE CROISSANCE ÉCONOMIQUE SOUTENUE, PARTAGÉE ET DURABLE, LE PLEIN EMPLOI PRODUCTIF ET UN TRAVAIL DÉCENT POUR TOUS

LA REPRISE ÉCONOMIQUE MONDIALE EST ENTRAVÉE PAR



DE NOUVELLES VAGUES DE COVID-19



LA HAUSSE DE L'INFLATION



DES PERTURBATIONS DANS LES CHAÎNES D'APPROVISIONNEMENT



LES INCERTITUDES EN MATIÈRE DE POLITIQUES

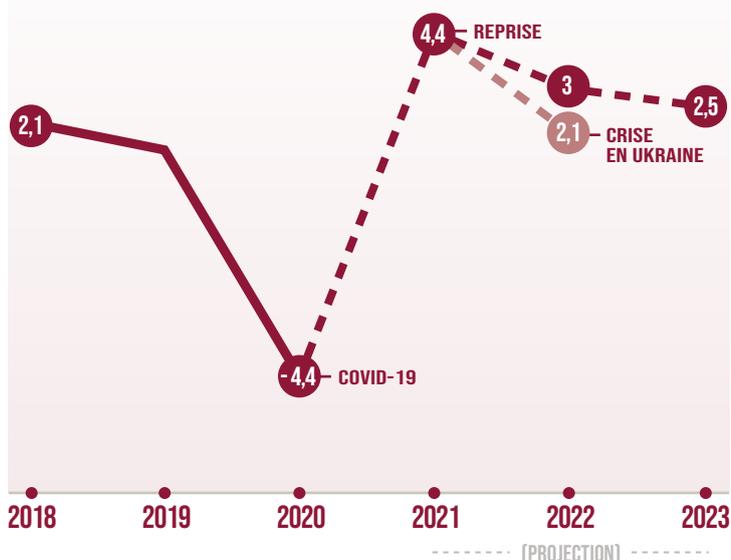


LES DIFFICULTÉS SUR LE MARCHÉ DU TRAVAIL

LA REPRISE ÉCONOMIQUE MONDIALE EST ENCORE RALENTIE PAR LA CRISE EN UKRAINE

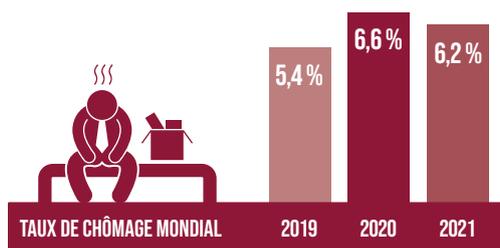
TAUX DE CROISSANCE ANNUEL DU PIB RÉEL MONDIAL PAR HABITANT (%)

(2018-2023)



LE CHÔMAGE MONDIAL

RESTERA À UN NIVEAU SUPÉRIEUR À CELUI RELEVÉ AVANT LA PANDÉMIE JUSQU'À AU MOINS 2023



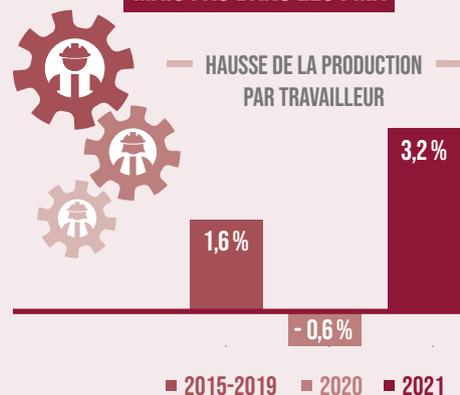
1 ENFANT SUR 10 EST ASTREINT

AU TRAVAIL DANS LE MONDE



160 MILLIONS D'ENFANTS AU TOTAL (2020)

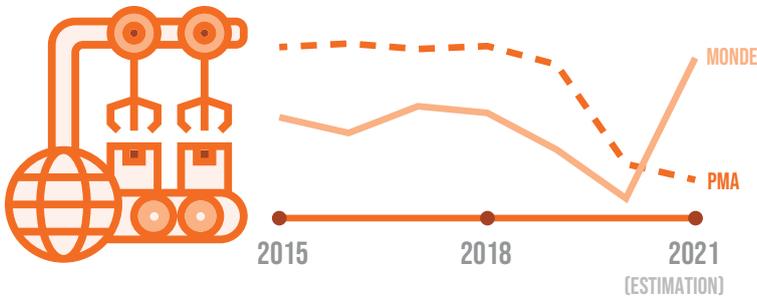
LA PRODUCTIVITÉ DES TRAVAILLEURS A REBONDI, MAIS PAS DANS LES PMA



BÂTIR UNE INFRASTRUCTURE RÉSILIENTE, PROMOUVOIR UNE INDUSTRIALISATION DURABLE QUI PROFITE À TOUS ET ENCOURAGER L'INNOVATION

LE SECTEUR MANUFACTURIER MONDIAL A REBONDI APRÈS LA PANDÉMIE MAIS LES PMA SONT LAISSÉS DE CÔTÉ

..... CROISSANCE DU SECTEUR MANUFACTURIER



LES PETITES ENTREPRISES



N'ONT PAS DE SOUTIEN FINANCIER POUR SE RELEVER

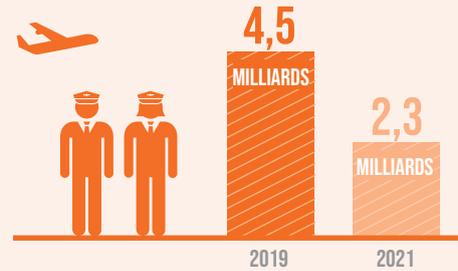


SEUL 1 PETIT FABRICANT SUR 3 BÉNÉFICIE D'UN PRÊT OU D'UNE LIGNE DE CRÉDIT (2020-2021)

LE SECTEUR AÉRIEN COMMERCIAL

== PEINE ENCORE À SE REMETTRE ==

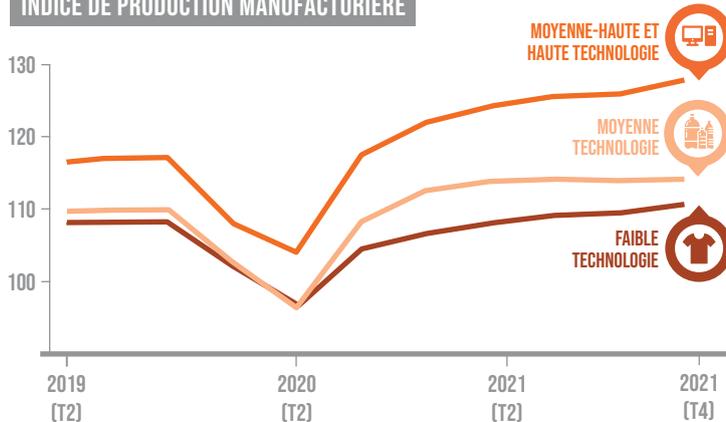
DE PERTES CATASTROPHIQUES



2,3 MILLIARDS DE PASSAGERS EN 2021, CONTRE 4,5 MILLIARDS EN 2019

LES INDUSTRIES DE HAUTE TECHNOLOGIE SONT BIEN PLUS RÉSILIENTES EN CAS DE CRISE QUE LES INDUSTRIES DE FAIBLE TECHNOLOGIE

INDICE DE PRODUCTION MANUFACTURIÈRE



1 EMPLOI MANUFACTURIER SUR 3 SUBIT **LES EFFETS NÉGATIFS** DE LA CRISE



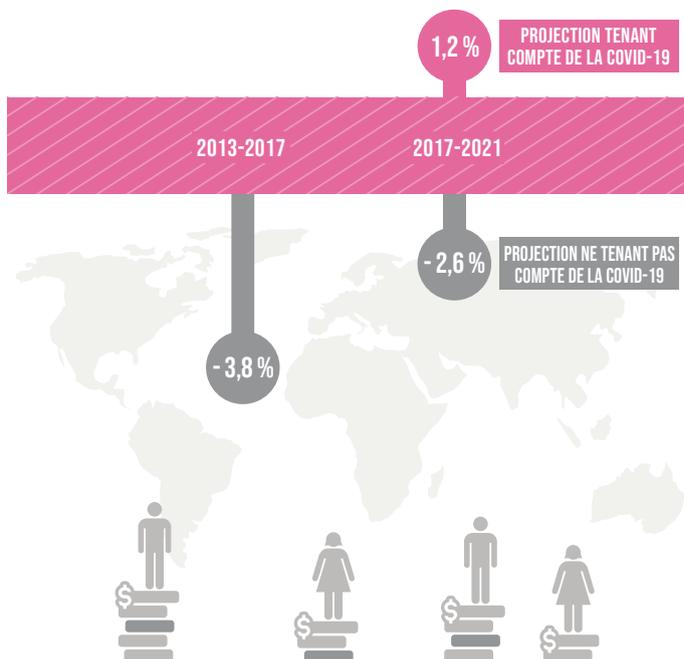


RÉDUIRE LES INÉGALITÉS DANS LES PAYS ET D'UN PAYS À L'AUTRE

LA PANDÉMIE EST À L'ORIGINE DE LA PREMIÈRE HAUSSE DE L'INÉGALITÉ DES REVENUS ENTRE LES PAYS EN UNE GÉNÉRATION



ÉVOLUTION DE L'INÉGALITÉ DES REVENUS ENTRE LES PAYS (2013-2021)



5 895 MIGRANTS



ONT PERDU LA VIE EN 2021



L'ANNÉE LA PLUS MORTELLE DEPUIS 2017 POUR LES MIGRANTS

1 SUR 5

NOMBRE DE PERSONNES AYANT SUBI UNE DISCRIMINATION POUR AU MOINS UN MOTIF INTERDIT PAR LE DROIT INTERNATIONAL DES DROITS DE L'HOMME

LE NOMBRE DE RÉFUGIÉS DANS LE MONDE ATTEINT UN NIVEAU RECORD

LA GUERRE EN UKRAINE POUSSE LE TOTAL MONDIAL ENCORE PLUS HAUT

LE NOMBRE DE RÉFUGIÉS HORS DE LEUR PAYS D'ORIGINE A AUGMENTÉ DE 44 % ENTRE 2015 ET 2021





FAIRE EN SORTE QUE LES VILLES ET LES ÉTABLISSEMENTS HUMAINS SOIENT OUVERTS À TOUS, SÛRS, RÉSILIENTS ET DURABLES



LE NOMBRE DE PAYS AYANT DES STRATÉGIES DE RÉDUCTION DES RISQUES AU NIVEAU LOCAL

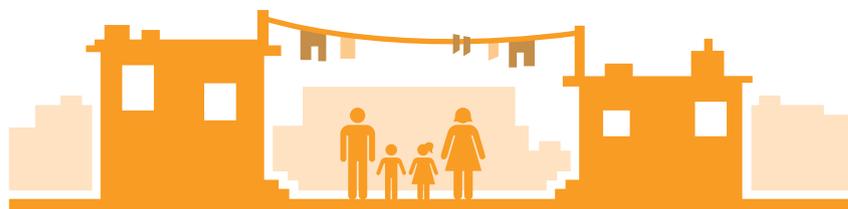
A PRESQUE DOUBLÉ

ENTRE 2015 ET 2021 (PASSANT DE 51 À 98 PAYS)

POUR NE LAISSER PERSONNE DE CÔTÉ

IL FAUDRA ACCORDER UNE **ATTENTION ACCRUE** AU

MILLIARD D'HABITANTS DE TAUDIS

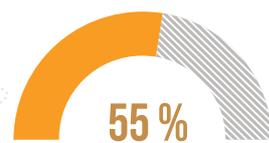


À MESURE QUE LES VILLES GRANDISSENT, LES PROBLÈMES DUS AUX **DÉCHETS URBAINS SOLIDES S'ACCUMULENT**

AU NIVEAU MONDIAL, LES DÉCHETS URBAINS SOLIDES



SONT COLLECTÉS



SONT GÉRÉS EN INSTALLATION CONTRÔLÉE (2022)



99 %

DE LA POPULATION URBAINE MONDIALE RESPIRE

DE L'AIR POLLUÉ

D'APRÈS LES NOUVELLES LIGNES DIRECTRICES DE L'ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTÉ SUR LA QUALITÉ DE L'AIR (PM_{2.5} < 5 UG/M³)

EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE, MOINS DU 1/3 DES CITADINS ONT AISÉMENT ACCÈS AUX **TRANSPORTS PUBLICS**





ÉTABLIR DES MODES DE CONSOMMATION ET DE PRODUCTION DURABLES

LES MODES NON DURABLES

DE **CONSOMMATION ET DE PRODUCTION** SONT À L'ORIGINE D'UNE

TRIPLE CRISE PLANÉTAIRE



CHANGEMENTS CLIMATIQUES



PERTE DE BIODIVERSITÉ



POLLUTION

NOTRE DÉPENDANCE VIS-À-VIS DES RESSOURCES NATURELLES

S'ACCROÎT

HAUSSE DE PLUS DE **65 %** AU NIVEAU MONDIAL ENTRE 2000 ET 2019



TROP D'ALIMENTS SONT PERDUS OU GASPILLÉS

DANS TOUS LES PAYS CHAQUE JOUR



RÉCOLTE



TRANSPORT



ENTREPOSAGE



TRANSFORMATION



13,3 %

DES ALIMENTS DANS LE MONDE SONT PERDUS APRÈS RÉCOLTE ET AVANT DE PARVENIR AUX MARCHÉS DE DÉTAIL



MAISON



ÉPICERIE



LOGEMENT



RESTAURANT



17 %

DU TOTAL DES ALIMENTS SONT GASPILLÉS AU NIVEAU DES CONSOMMATEURS

LA GRANDE MAJORITÉ DES DÉCHETS ÉLECTRONIQUES DANS LE MONDE NE SONT PAS GÉRÉS EN TOUTE SÉCURITÉ

— TAUX DE COLLECTE DES DÉCHETS ÉLECTRONIQUES (2019) —



AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES



AFRIQUE SUBSAHARIENNE



EUROPE ET AMÉRIQUE DU NORD



MOYENNE MONDIALE



PRENDRE D'URGENCE DES MESURES POUR LUTTER CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES ET LEURS RÉPERCUSSIONS



LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

SONT UNE « ALERTE ROUGE » POUR L'HUMANITÉ

NOS CHANCES D'ÉVITER UNE CATASTROPHE CLIMATIQUE S'ÉLOIGNENT RAPIDEMENT

LES RÉCIFS CORALLIENS SUIVANT
DEUX SCÉNARIOS DE HAUSSE
DES TEMPÉRATURES

DISPARITION DE
70 % À 90 %

HAUSSE DE 1,5 °C



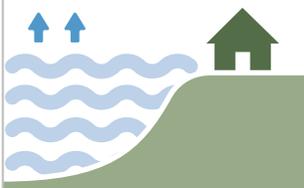
RÉCIFS CORALLIENS

DISPARITION
TOTALE

HAUSSE DE 2 °C

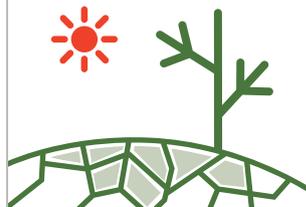


LE NIVEAU DE LA MER S'ÉLÈVERA
DE 30 À 60 CM D'ICI À 2100



MONTÉE DU NIVEAU DE LA MER

LA SÉCHERESSE DEVRAIT
DÉPLACER 700 MILLIONS
DE PERSONNES D'ICI À 2030



SÉCHERESSES

LES CATASTROPHES DE MOYENNE
À GRANDE ÉCHELLE AUGMENTERONT
DE 40 % EN 2030 PAR RAPPORT À 2015

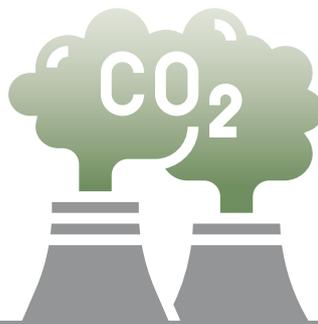


CATASTROPHES

LES ÉMISSIONS DE CO₂
LIÉES À L'ÉNERGIE
ONT AUGMENTÉ DE

6 % EN 2021

ATTEIGNANT LE PLUS
HAUT NIVEAU JAMAIS
ENREGISTRÉ



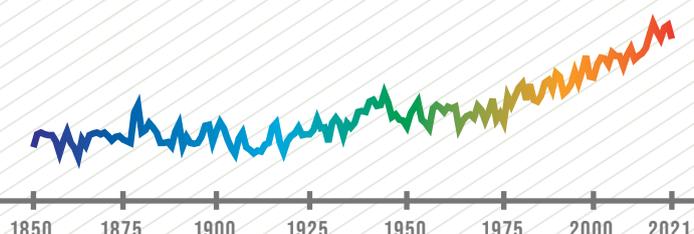
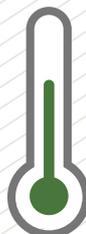
LE FINANCEMENT DE L'ACTION CLIMATIQUE



EST INFÉRIEUR À
L'ENGAGEMENT ANNUEL
DE 100 MILLIARDS DE \$

LES PAYS DÉVELOPPÉS
ONT VERSÉ EN 2019
79,6 MILLIARDS DE \$

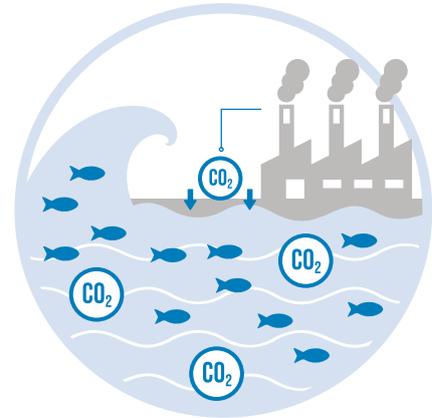
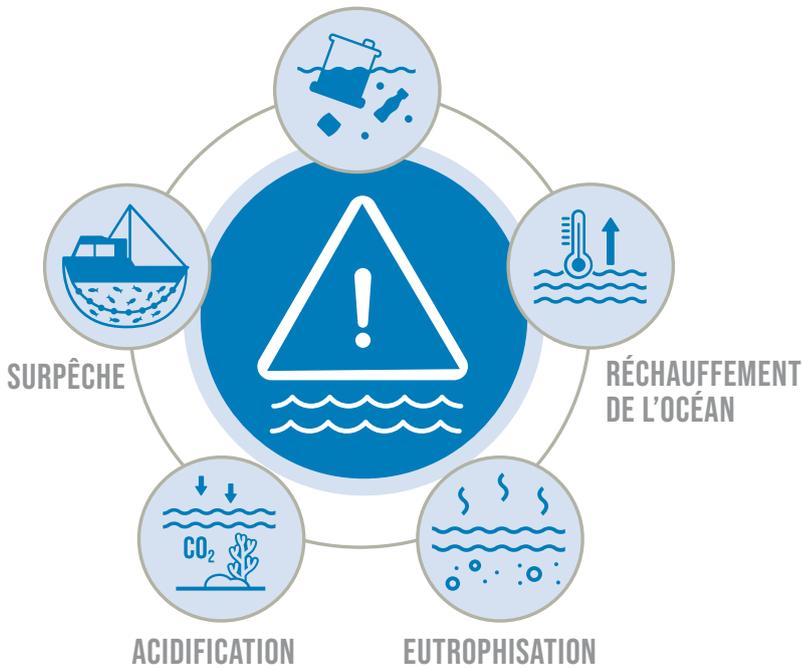
LA HAUSSE DES TEMPÉRATURES MONDIALES
SE POURSUIT SANS RELÂCHE, ENTRAÎNANT DES
CONDITIONS MÉTÉOROLOGIQUES PLUS EXTRÊMES



NOTRE OCÉAN

PLUS GRAND ÉCOSYSTÈME DE LA PLANÈTE EST MENACÉ

POLLUTION PLASTIQUE/MARINE



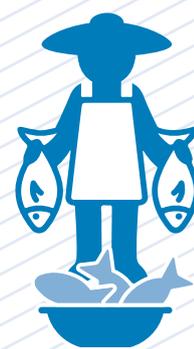
L'ACIDIFICATION CROISSANTE MENACE LA VIE MARINE ET LIMITE LA CAPACITÉ DE L'OCÉAN À MODÉRER LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

L'OCÉAN ABSORBE ENVIRON 1/4 DES ÉMISSIONS ANNUELLES MONDIALES DE CO₂

LA POLLUTION PLASTIQUE ÉTOUFFE L'OCÉAN

+ DE 17 MILLIONS DE TONNES MÉTRIQUES DE PLASTIQUE SONT ENTRÉES DANS L'OCÉAN EN 2021

CE CHIFFRE DEVRAIT DOUBLER OU TRIPLER D'ICI À 2040



90 % DES PÊCHEURS DU MONDE ENTIER SONT DES PÊCHEURS ARTISANAUX

AYANT BESOIN D'UN SOUTIEN ACCÉLÉRÉ EN RAISON DE LA PANDÉMIE



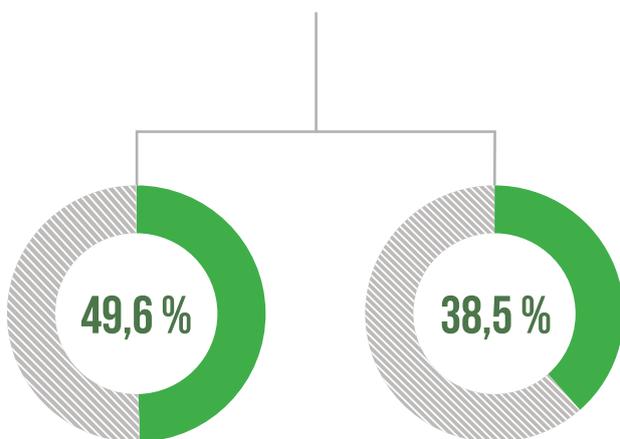
PRÉSERVER ET RESTAURER LES ÉCOSYSTÈMES TERRESTRES, EN VEILLANT À LES EXPLOITER DE FAÇON DURABLE, GÉRER DURABLEMENT LES FORÊTS, LUTTER CONTRE LA DÉSERTIFICATION, ENRAYER ET INVERSER LE PROCESSUS DE DÉGRADATION DES TERRES ET METTRE FIN À L'APPAUVRISSMENT DE LA BIODIVERSITÉ

10 MILLIONS



D'HECTARES DE FORÊTS SONT DÉTRUITS CHAQUE ANNÉE

PRÈS DE 90 % DE LA DÉFORESTATION MONDIALE EST DUE À L'EXPANSION AGRICOLE



EXPANSION DES TERRES CULTIVÉES

PÂTURAGE DU BÉTAIL



133 PARTIES ONT RATIFIÉ LE PROTOCOLE DE NAGOYA, QUI TRAITE DE L'ACCÈS AUX RESSOURCES GÉNÉTIQUES ET DE LEUR UTILISATION JUSTE ET ÉQUITABLE

LA BIODIVERSITÉ

EST LARGEMENT NÉGLIGÉE

DANS LES DÉPENSES DE RELANCE LIÉES À LA COVID-19



IL EST ÉTABLI QUE

40 000 ESPÈCES

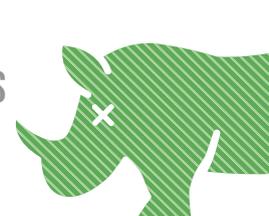
SONT MENACÉES

D'EXTINCTION

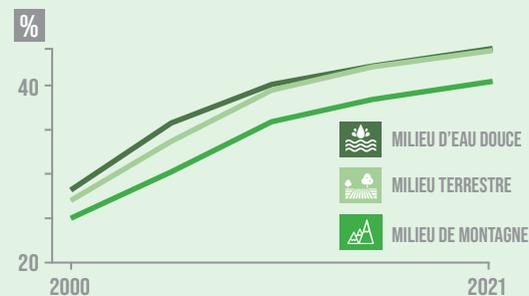
AU COURS DES

PROCHAINES

DÉCENNIES



PRÈS DE LA MOITIÉ DES ZONES ESSENTIELLES POUR LA BIODIVERSITÉ EN MILIEU D'EAU DOUCE, TERRESTRE ET DE MONTAGNE SONT PROTÉGÉES





PROMOUVOIR L'AVÈNEMENT DE SOCIÉTÉS PACIFIQUES ET OUVERTES À TOUS AUX FINS DU DÉVELOPPEMENT DURABLE, ASSURER L'ACCÈS DE TOUS À LA JUSTICE ET METTRE EN PLACE, À TOUS LES NIVEAUX, DES INSTITUTIONS EFFICACES, RESPONSABLES ET OUVERTES À TOUS

LES APPELS À LA PAIX MONDIALE

SE FONT PLUS PRESSANTS

LE MONDE CONNAÎT LE PLUS GRAND
NOMBRE DE CONFLITS VIOLENTS

DEPUIS 1946

ET

UN QUART DE LA
POPULATION MONDIALE

VIT DANS DES PAYS TOUCHÉS PAR

DES CONFLITS (FIN 2020)



1/3 DES PERSONNES AU NIVEAU MONDIAL

PRINCIPALEMENT DES FEMMES

ONT PEUR DE SORTIR SEULES

DANS LEUR QUARTIER LA NUIT



100 MILLIONS DE PERSONNES
NOMBRE RECORD

ONT ÉTÉ DÉPLACÉES DE FORCE DANS LE MONDE

(MAI 2022)



LE TAUX MONDIAL D'HOMICIDES A BAISSÉ DE

5,2%

ENTRE 2015
ET 2020

SOIT BIEN MOINS QUE
LA « RÉDUCTION NETTE »

D'ICI À 2030 PRÉVUE DANS LES ODD



LA CORRUPTION TOUCHE TOUTES LES RÉGIONS

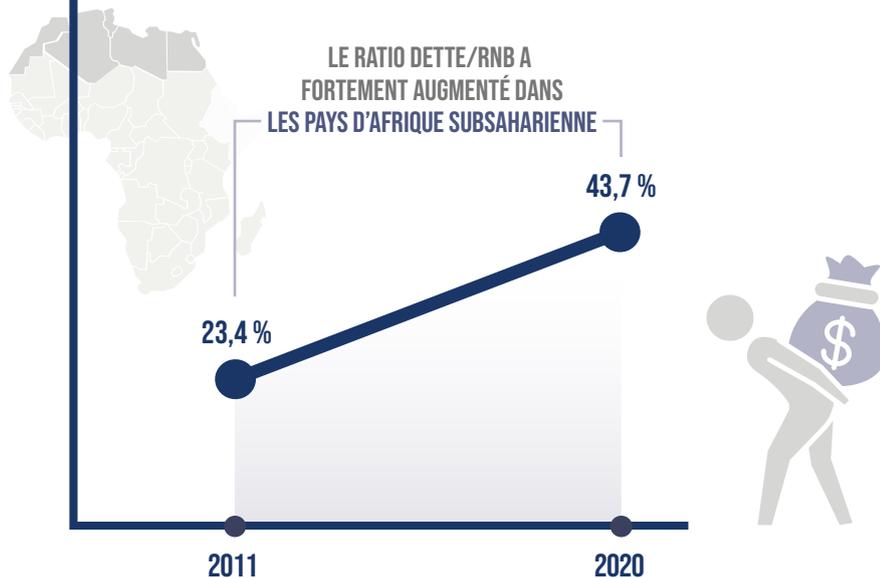
PRÈS D'1 ENTREPRISE SUR 6 A FAIT L'OBJET D'UNE DEMANDE
DE VERSEMENT DE POT-DE-VIN DE LA PART DE FONCTIONNAIRES



RENFORCER LES MOYENS DE METTRE EN ŒUVRE LE PARTENARIAT MONDIAL POUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE ET LE REVITALISER



LA HAUSSE DE LA DETTE MENACE LA REPRISE DES PAYS EN DÉVELOPPEMENT APRÈS LA PANDÉMIE



L'UTILISATION

D'INTERNET

S'EST ACCÉLÉRÉE
PENDANT LA PANDÉMIE

% DE PERSONNES UTILISANT
INTERNET



54 %
2019



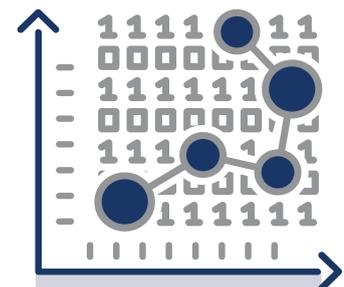
63 %
2021

EN 2021

➤ **L'APD NETTE** A ATTEINT UN NOUVEAU SOMMET DE 177,6 MILLIARDS DE \$, PRINCIPALEMENT EN RAISON DE L'AIDE LIÉE À LA COVID-19

➤ **L'INVESTISSEMENT ÉTRANGER DIRECT** A REBONDI À 1 580 MILLIARDS DE \$, SOIT 64 % DE PLUS QU'EN 2020

➤ **LES ENVOIS DE FOND** ONT ATTEINT 605 MILLIARDS DE \$, SOIT 8,6 % DE PLUS QU'EN 2020



L'APD POUR LES DONNÉES
RELATIVES AUX ODD
A BAISSÉ
DE PLUS DE
18 %
EN 2020

NE NÉGLIGER PERSONNE

DE NOMBREUX PAYS EN DÉVELOPPEMENT
PEINENT À RELANCER LEUR ÉCONOMIE
ET CONNAISSENT



UNE
INFLATION
RECORD



UNE HAUSSE
DES TAUX
D'INTÉRÊT



UNE HAUSSE
DE LA DETTE



DES PRIORITÉS
CONCURRENTES



UNE MARGE
DE MANŒUVRE
BUDGÉTAIRE LIMITÉE



DE FAIBLES
TAUX DE VACCINATION
CONTRE LA COVID-19

ON ESTIME QUE



41 %

DES PERSONNES DÉPLACÉES
DE FORCE DANS LE MONDE
ÉTAIENT DES ENFANTS (2021)



LES ENFANTS D'AUJOURD'HUI
CONNAÎTRONT DAVANTAGE DE
PHÉNOMÈNES CLIMATIQUES
EXTRÊMES

D'ICI À 2100,
SI LA HAUSSE DES TEMPÉRATURES
MONDIALES EST DE



LA PRÉVALENCE
MONDIALE



DE L'ANXIÉTÉ ET DE LA DÉPRESSION
A AUGMENTÉ DE 25 % EN 2020

EN PARTICULIER CHEZ LES
JEUNES ET LES FEMMES

D'ICI À 2030,



JUSQU'À 110 MILLIONS DE FILLES RISQUENT
DE DEVOIR SE MARIER, SOIT 10 MILLIONS DE PLUS
QU'ANTICIPÉ AVANT LA PANDÉMIE



Pas de pauvreté

La pandémie de maladie à coronavirus 2019 (COVID-19) a fait reculer les progrès constants de réduction de la pauvreté qui avaient été réalisés ces 25 dernières années, le nombre de personnes vivant dans l'extrême pauvreté augmentant pour la première fois en une génération. Aujourd'hui, la hausse de l'inflation et les répercussions de la guerre en Ukraine pourraient faire basculer 75 à 95 millions de personnes de plus dans l'extrême pauvreté en 2022 par rapport aux projections établies avant la pandémie. Bien que presque tous les pays aient adopté de nouvelles mesures de protection sociale en réponse à la crise, celles-ci étaient en grande partie des mesures de court terme et un grand nombre de personnes vulnérables n'en ont pas encore bénéficié. Dans l'état actuel des choses, le monde n'est pas sur la bonne voie pour éliminer la pauvreté d'ici à 2030, les pays les plus pauvres ayant désormais besoin de niveaux de croissance sans précédent en faveur des personnes pauvres pour y parvenir.



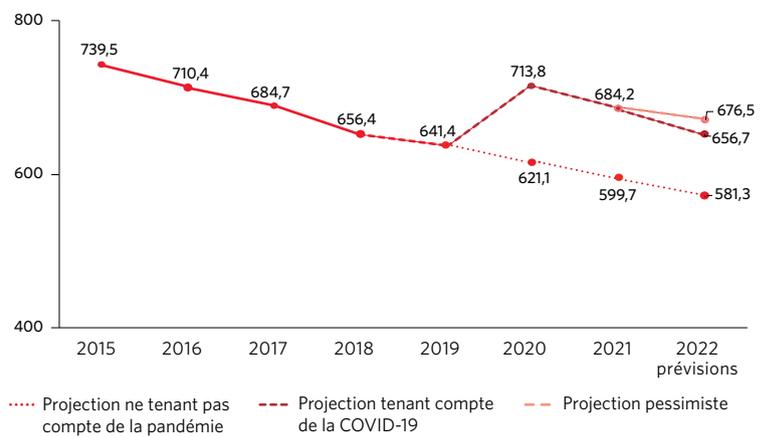
Rufina Gibson, agricultrice et veuve de 80 ans, dépend des arachides comme source de protéines et de revenus. Son village isolé, à Khulungira (Malawi), n'a ni électricité ni eau courante.

La COVID-19 et, désormais, la crise en Ukraine entravent les progrès visant à éliminer l'extrême pauvreté

Entre 2015 et 2018, la pauvreté mondiale a poursuivi son déclin historique, le taux d'extrême pauvreté passant de 10,1 % à 8,6 %. Ainsi, le nombre de personnes vivant avec moins de 1,90 dollar par jour est passé de 740 millions à 656 millions au cours de cette période. La COVID-19 a fortement ébranlé ces progrès. Selon les prévisions à très court terme, le taux de pauvreté dans le monde a fortement augmenté de 2019 à 2020, passant de 8,3 % à 9,2 %, soit la première hausse de l'extrême pauvreté depuis 1998 et la plus importante depuis 1990, réduisant à néant plus de quatre années d'avancées constantes. Cela signifie également que 93 millions de personnes de plus dans le monde ont basculé dans l'extrême pauvreté à cause de la pandémie.

Peu de progrès ont été réalisés depuis pour retrouver la tendance qui prévalait avant la COVID-19. Selon les prévisions pour 2022, 75 millions de personnes de plus qu'anticipé avant la pandémie vivront dans l'extrême pauvreté. La hausse des prix des denrées alimentaires et les répercussions globales de la guerre en Ukraine pourraient faire monter ce chiffre à 95 millions, éloignant davantage le monde de l'objectif d'élimination de l'extrême pauvreté d'ici à 2030.

Nombre de personnes vivant avec moins de 1,90 dollar par jour, 2015-2018, projection 2019-2022 avant et après la COVID-19 (en millions)

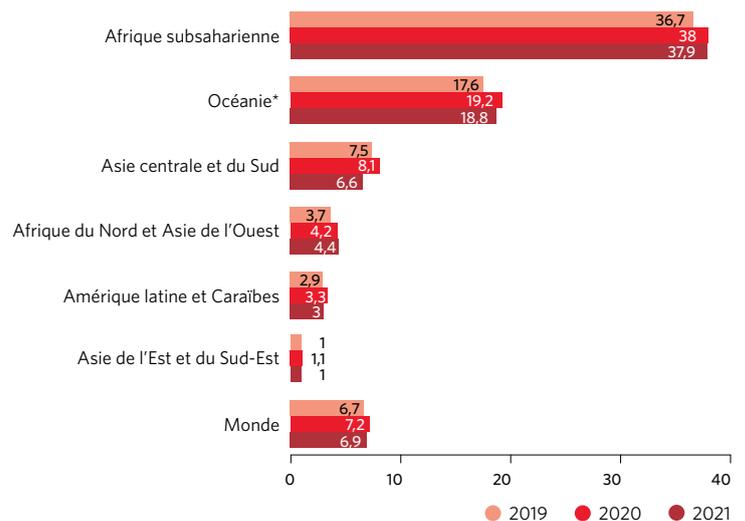


En 2020, la part des travailleurs vivant dans l'extrême pauvreté a augmenté pour la première fois en deux décennies

En 2020, pour la première fois en deux décennies, la part des travailleurs vivant dans l'extrême pauvreté dans le monde a augmenté, passant de 6,7 % en 2019 à 7,2 %, faisant basculer 8 millions de travailleurs de plus dans la pauvreté. Cela s'explique par la perte d'heures de travail et la baisse des revenus pour beaucoup pendant la crise de la COVID-19. Bien que le taux de pauvreté des travailleurs ait légèrement diminué en 2021 pour s'établir à 6,9 %, il demeure plus élevé qu'avant la pandémie. La plupart des régions n'ont pas encore retrouvé leur niveau de 2019. Les deux régions ayant les taux de pauvreté des travailleurs les plus élevés — l'Afrique subsaharienne et l'Océanie (à l'exclusion de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande) — ont également connu les plus fortes hausses ces deux dernières années.

La pandémie a probablement exacerbé les disparités existantes dans les taux de pauvreté relevés chez les jeunes et les femmes, qui étaient déjà plus susceptibles que les adultes et les hommes de faire partie des travailleurs pauvres. Les jeunes et les femmes ont été touchés de façon disproportionnée par les pertes d'heures de travail et les diminutions de salaire en 2020, ce qui signifie que ces écarts risquent de se creuser.

Proportion de travailleurs vivant avec moins de 1,90 dollar par jour, 2019-2021 (en pourcentage)



*À l'exclusion de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande.

Plus de la moitié des chômeurs dans les pays à revenu élevé reçoivent des prestations en espèces, contre 1 % dans les pays à faible revenu

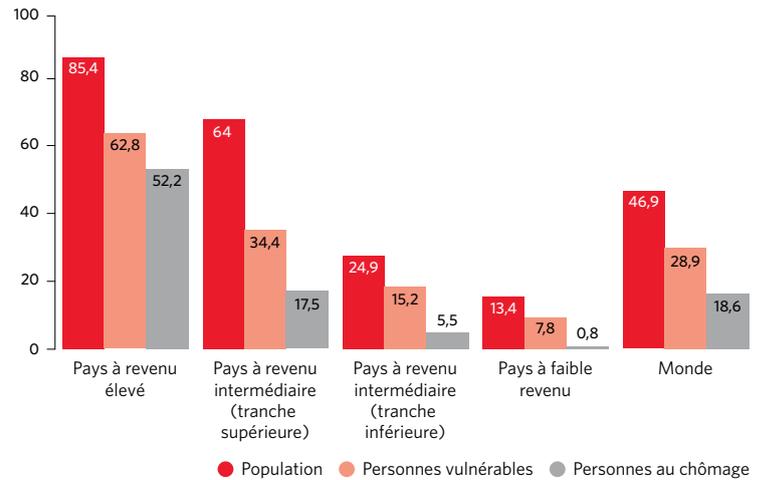
Des systèmes de protection sociale solides sont essentiels pour atténuer les conséquences immédiates et à long terme de la pandémie de COVID-19 et pour empêcher les individus de sombrer dans la pauvreté. Cependant, en 2020, seulement 46,9 % de la population mondiale était effectivement couverte par au moins une prestation de protection sociale en espèces, ce qui signifie que 4,1 milliards de personnes restaient sans protection. En réponse à la crise de la COVID-19, près de 1900 mesures de protection sociale ont été annoncées par 211 pays et territoires, bien qu'il s'agisse surtout de mesures à court terme (92 %).

Environ 39 % des mesures mises en œuvre visaient des groupes vulnérables, tandis que 26 % concernaient la sécurité des revenus et la protection contre le chômage, ce qui montre toute l'importance de l'aide sociale et des prestations de chômage pour faire face à la crise. Néanmoins, seuls 96 pays ont des régimes de protection en place contre le chômage et, même là où de tels régimes existent, la couverture effective est souvent limitée, en particulier dans les pays où le niveau d'emploi informel est élevé. À l'échelle mondiale, en 2020, seulement 43,1 % de la population active était légalement couverte par des régimes d'allocations de chômage, et seuls 18,6 % des chômeurs dans le monde percevaient effectivement des allocations de chômage.

De même, seulement 28,9 % des personnes considérées comme vulnérables — tous les enfants, ainsi que les personnes âgées et les personnes en âge de travailler non couvertes par un régime d'assurance sociale — ont eu accès à des prestations d'aide sociale en es-

pèces en 2020, la couverture variant considérablement d'une région à l'autre. Soixante-trois pour cent des personnes considérées comme vulnérables dans les pays à revenu élevé ont reçu des prestations en espèces, contre seulement 7,8 % dans les pays à faible revenu.

Proportion de la population couverte par au moins une prestation en espèces, de personnes vulnérables bénéficiant d'une aide sociale et de personnes au chômage percevant une allocation de chômage en espèces, par niveau de revenu du pays, 2020 (en pourcentage)



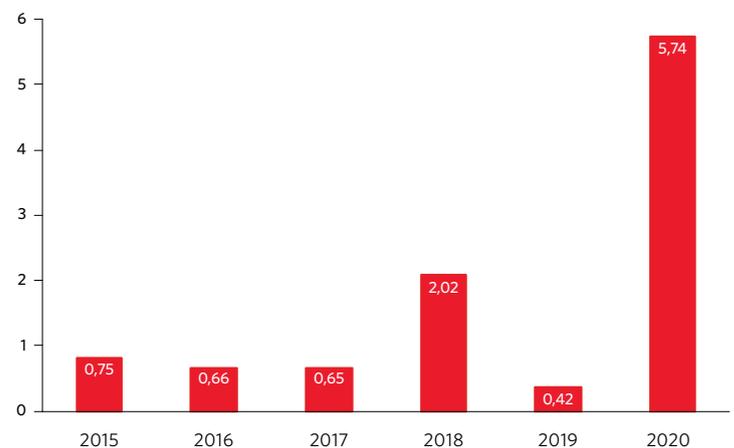
Les décès liés à des catastrophes ont été multipliés par six en 2020, principalement en raison de la pandémie

Les dangers biologiques comme la COVID-19, ainsi que d'autres catastrophes comme les cyclones tropicaux et les inondations, peuvent aggraver la pauvreté et freiner les mesures de lutte contre la faim. En 2020, selon les rapports de 80 pays dans le Cadre de Sendai, le taux de mortalité lié aux catastrophes était de 5,74 personnes pour 100 000 habitants. Cette estimation tient compte des décès résultant de catastrophes de toutes origines, y compris la COVID-19. Selon les estimations, au moins 80 % des décès liés aux catastrophes cette année-là étaient dus au coronavirus. Même sans tenir compte du fait que de nombreux cas n'ont pas été déclarés [l'Organisation mondiale de la santé (OMS) estime à 4,5 millions le nombre de décès supplémentaires au niveau mondial en 2020], ce chiffre contraste déjà nettement avec celui de 2015-2019, où le taux de mortalité lié aux catastrophes s'établissait en moyenne à 0,93 personne pour 100 000 habitants.

Alors que les pays faisaient face aux retombées économiques de la pandémie, 33 d'entre eux ont déclaré des pertes économiques directes d'un montant de 16,5 milliards de dollars en 2020 en raison d'autres catastrophes. Sur ce montant, 41 % (6,8 milliards de dollars) concernaient le secteur agricole et 38 % (6,2 milliards de dollars) étaient liés à des pertes résultant de dommages causés aux infrastructures essentielles ou de leur destruction.

Dans le même temps, des progrès importants ont été réalisés pour accroître le nombre de pays adoptant des stratégies nationales de réduction des risques de catastrophe. À la fin de 2021, 123 pays ont déclaré avoir de telles stratégies en place, contre seulement 55 en 2015.

Mortalité liée aux catastrophes (taux pour 100 000 habitants), 2015-2020





Faim « zéro »

Le monde est au bord d'une crise alimentaire mondiale, alors que le nombre de personnes souffrant de la faim et de l'insécurité alimentaire était en hausse avant même le début de la pandémie de COVID-19. Les systèmes mondiaux d'approvisionnement alimentaire ont été en partie affaiblis par l'accumulation des phénomènes de multiplication des conflits, de chocs climatiques et de creusement des inégalités. En conséquence, pas moins de 828 millions de personnes pourraient avoir souffert de la faim en 2021. Le déclenchement de la guerre en Ukraine fait peser une nouvelle menace sur la sécurité alimentaire, qui pourrait provoquer une hausse de la faim et de la malnutrition, en particulier chez les plus pauvres et les plus vulnérables. Avec cette crise mondiale qui s'annonce, il est plus que jamais urgent de s'attaquer à ses causes profondes. La communauté internationale doit agir maintenant pour éviter une crise alimentaire paralysante et les bouleversements sociaux, économiques et politiques qu'elle pourrait entraîner.



Après avoir quitté l'emploi qu'il exerçait à Nairobi dans les technologies de l'information, Alex a retrouvé ses racines rurales en se lançant dans l'exploitation d'une ferme. Il forme aujourd'hui d'autres jeunes aux bonnes pratiques agricoles.

Les conflits, la COVID-19, les changements climatiques et les inégalités croissantes convergent pour mettre en péril la sécurité alimentaire mondiale

La variabilité du climat et les phénomènes climatiques extrêmes, les conflits, les chocs économiques et le creusement des inégalités empêchent le monde d'atteindre l'objectif d'élimination de la faim d'ici à 2030. Depuis 2014, le nombre de personnes touchées par la faim et l'insécurité alimentaire augmente. La pandémie de COVID-19 a exacerbé une situation qui se détériorait déjà, avec environ 150 millions de personnes de plus en proie à la faim en 2021 par rapport à 2019. En d'autres termes, on estime qu'une personne sur dix dans le monde souffre de la faim. En outre, près d'une personne sur trois (soit un nombre colossal de 2,3 milliards de personnes) souffrait d'insécurité alimentaire modérée ou grave en 2021, c'est-à-dire qu'elle n'avait pas d'accès régulier à une alimentation adéquate. Ce taux représente une augmentation de près de 350 millions de personnes depuis le début de la pandémie. Les hausses les plus inquiétantes ont été observées en Afrique subsaharienne, suivie de l'Asie centrale et du Sud, et de l'Amérique latine et des Caraïbes.

La crise en cours en Ukraine constitue une autre menace à la sécurité alimentaire. L'Ukraine et la Fédération de Russie sont de grands

pays producteurs et exportateurs de produits alimentaires de base, d'engrais, de minéraux et d'énergie. Ensemble, elles sont considérées comme le grenier du monde, représentant 30 % et 20 % des exportations mondiales de blé et de maïs, respectivement, ainsi que 80 % des exportations mondiales de produits à base de graines de tournesol. Au moins 50 pays importent 30 % ou plus de leur blé depuis ces deux pays, et nombre de pays africains et de pays parmi les moins avancés en importent plus de 50 %. L'Ukraine et la Fédération de Russie sont également les principaux pays exportateurs d'engrais.

Le conflit a entraîné une réduction brutale et soudaine des exportations de céréales, de graines de tournesol et d'engrais. Par conséquent, les pays dépendant des importations sont vulnérables à la hausse du coût des denrées alimentaires et aux perturbations de la chaîne d'approvisionnement. Il est urgent de mener des activités conjointes et coordonnées ainsi que d'adopter des solutions politiques pour éviter des pénuries alimentaires pour les populations les plus pauvres du monde et réduire l'impact du conflit, ainsi que les conséquences persistantes de la pandémie, sur l'insécurité alimentaire mondiale.

La faible productivité du travail des petits producteurs alimentaires demeure préoccupante

Les petits agriculteurs sont l'épine dorsale de l'agriculture. Pourtant, malgré leur importance dans la lutte contre la faim, les petits producteurs alimentaires font souvent partie des groupes les plus vulnérables dans les zones rurales et au sein du système agroalimentaire.

Dans les pays à revenu faible ou intermédiaire, la productivité du travail des petits agriculteurs est inférieure à 15 dollars par jour (parité de pouvoir d'achat constante de 2011), selon les derniers chiffres disponibles pour 42 pays. Leur revenu reste inférieur à celui des plus grands producteurs, avec des différences plus marquées dans les pays

à revenu plus élevé. Dans la plupart des pays disposant de données, le revenu annuel moyen agricole des petits agriculteurs est inférieur à 2000 dollars (parité de pouvoir d'achat constante de 2011), soit moins de la moitié de celui des grands producteurs, dans les trois quarts des pays pour lesquels des données sont disponibles. Les femmes qui pratiquent l'agriculture à petite échelle sont encore plus désavantagées. Bien que la productivité des unités de production alimentaire dirigées par des hommes et des femmes soit similaire, le revenu annuel moyen des unités dirigées par des femmes représente entre 50 % et 70 % de celui des hommes dans la moitié des pays disposant de données.

Les progrès déjà lents dans la lutte contre la malnutrition infantile sont encore freinés par la pandémie et l'insécurité alimentaire croissante

Une bonne nutrition permet aux enfants de survivre et de s'épanouir. Il faudra peut-être des années pour que se manifestent tous les effets de la pandémie sur la nutrition des enfants. Toutefois, un scénario probable est que la COVID-19, conjuguée à la flambée des prix des aliments, exacerbe toutes les formes de malnutrition en raison de la perte de revenu des ménages, du manque d'aliments nutritifs disponibles et abordables, de la réduction de l'activité physique, et des perturbations des services essentiels de nutrition.

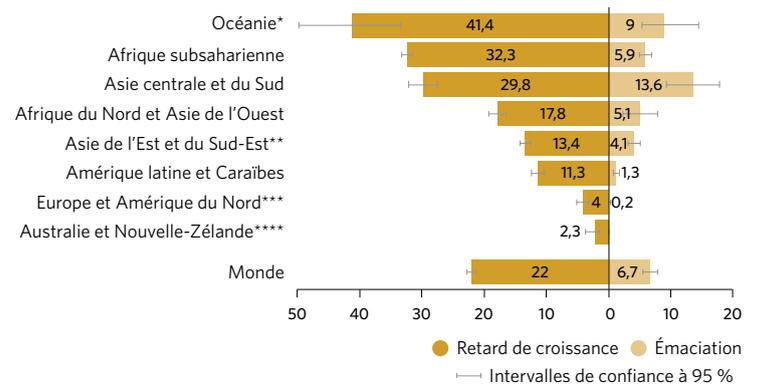
En 2020, dernière année pour laquelle des données sont disponibles, 22 % des enfants de moins de 5 ans dans le monde (149,2 millions) souffraient d'un retard de croissance (faible rapport taille/âge)¹, soit une baisse par rapport au taux de 24,4 % relevé en 2015. Les années suivantes ont été marquées par des contraintes constantes dans l'accès aux aliments nutritifs et aux services nutritionnels essentiels en raison de la pandémie. Pour atteindre l'objectif de réduction de 50 % du nombre d'enfants en retard de croissance d'ici à 2030, le taux annuel de diminution doit doubler (pour passer à 3,9 % par année) par rapport à son taux annuel actuel de 2,1 % par an.

L'émaciation et le surpoids chez les enfants sont deux formes de malnutrition qui peuvent coexister dans une population. En 2020, l'émaciation (faible rapport poids/taille) et le surpoids ont été observés chez 6,7 % des enfants de moins de 5 ans (45,4 millions) et 5,7 % des enfants de moins de 5 ans (38,9 millions), respectivement. L'émaciation peut survenir rapidement en raison de conflits, de pandémies et de phénomènes climatiques. Les chocs associés aux prix des aliments, carburants et engrais découlant de la guerre en Ukraine pourraient engendrer un déséquilibre plus grand encore, détruisant l'accès à des régimes alimentaires sains. Le surpoids chez les enfants pourrait aussi être en hausse dans certains pays où les aliments mauvais pour la

santé ont remplacé les aliments frais et nutritifs, et où les restrictions de déplacements ont réduit les possibilités d'activité physique sur de longues périodes.

Ces chocs, qui se produisent depuis 2020, feront reculer les progrès réalisés jusqu'à ce jour faute d'interventions supplémentaires. Il est urgent de redoubler d'efforts pour réduire la malnutrition et faire face aux menaces croissantes sur la sécurité nutritionnelle.

Proportion d'enfants de moins de 5 ans souffrant de retard de croissance et d'émaciation, 2020¹ (en pourcentage)



* À l'exclusion de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande.

** À l'exclusion du Japon pour l'estimation relative à l'émaciation.

*** Les estimations relatives à l'émaciation ne concernent que l'Amérique du Nord en raison d'une couverture insuffisante de la population (< 50 %) pour l'Europe.

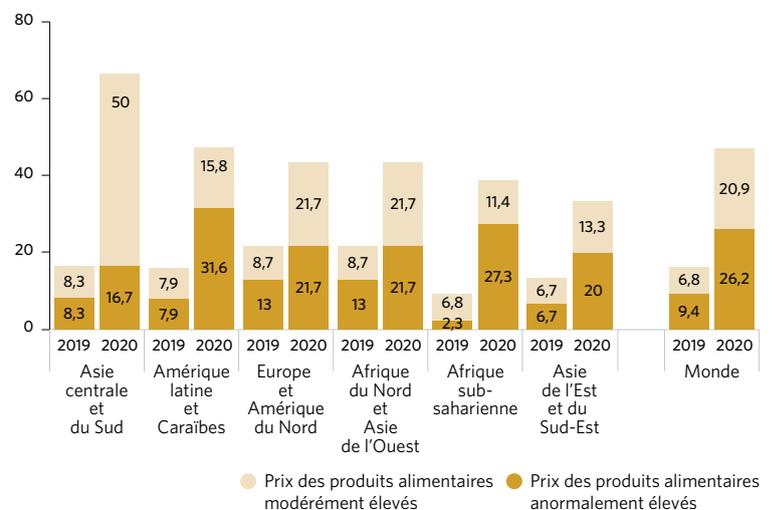
**** Les estimations relatives à l'émaciation ne sont pas disponibles en raison d'une couverture insuffisante de la population (< 50 %).

La proportion de pays touchés par la hausse des prix des denrées alimentaires a fortement augmenté en 2020

La part des pays touchés par la hausse des prix des denrées alimentaires, qui était relativement stable depuis 2016, a connu une forte augmentation, passant de 16 % en 2019 à 47 % en 2020. Ce changement illustre principalement les tendances des marchés internationaux. Les prix internationaux des produits alimentaires ont connu un pic au deuxième semestre de 2020, qui a plus que contrebalancé les baisses observées au cours des cinq premiers mois de l'année. La hausse des prix est en partie due à l'augmentation de la demande internationale de céréales, d'huiles végétales, de sucre et de produits laitiers, associée à l'allègement des mesures de restriction liées à la COVID-19. Sur les marchés intérieurs, l'augmentation du coût du transport de marchandises et des moyens de production agricoles, les goulets d'étranglement logistiques et l'incertitude régnant sur les marchés exercent une pression accrue sur les prix des aliments.

Avant la crise en Ukraine, les prix internationaux des produits alimentaires étaient déjà élevés en raison des conditions du marché, des prix élevés de l'énergie et des engrais, ainsi que d'autres facteurs. En mars 2022, les prix mondiaux des aliments étaient de près de 30 % plus élevés qu'à la même période l'année précédente, atteignant un niveau record, bien que les prix aient quelque peu baissé les deux mois suivants. La flambée des prix alimentaires menace d'exacerber l'insécurité alimentaire mondiale.

Proportion de pays touchés par des prix des produits alimentaires élevés ou modérément élevés, 2019 et 2020 (en pourcentage)



¹ Les estimations pour 2020 ne prennent pas en compte toutes les répercussions de la COVID-19, car la collecte de données sur la taille et le poids des enfants auprès des ménages a été limitée cette année-là par les mesures de distanciation physique prises en lien avec la pandémie.



Bonne santé et bien-être

La COVID-19 continue de poser des défis pour la santé et le bien-être des personnes à l'échelle mondiale et entrave les progrès vers les cibles de l'objectif 3. Avant la pandémie, des avancées étaient évidentes dans de nombreux domaines de la santé, y compris la santé procréative, maternelle et infantile, la couverture vaccinale et le traitement des maladies transmissibles, bien qu'entachées d'énormes disparités régionales. À la mi-2022, la COVID-19 avait infecté plus de 500 millions de personnes dans le monde. Selon les dernières estimations, le nombre de décès supplémentaires directement ou indirectement attribuables à la COVID-19 au niveau mondial pourrait avoir atteint 15 millions à la fin de 2021. La pandémie a gravement perturbé les services de santé essentiels, provoqué une hausse de la prévalence de l'anxiété et de la dépression, réduit l'espérance de vie mondiale, freiné les progrès vers l'élimination du VIH, de la tuberculose et du paludisme, et mis un coup d'arrêt à deux décennies d'efforts vers la couverture sanitaire universelle. En conséquence, la couverture vaccinale a chuté pour la première fois en 10 ans, et les décès dus à la tuberculose et au paludisme ont



Pendant la pandémie, les professionnels de santé, déjà en nombre insuffisant, se sont encore raréfiés. Dans le monde entier, le personnel infirmier et les sages-femmes travaillent dans les hôpitaux 24 heures sur 24, souvent avec des équipements de protection individuelle limités.

augmenté. Il faut une action urgente et concertée pour remettre le monde sur la voie de la réalisation de l'objectif 3.

La COVID-19 a directement ou indirectement causé la mort de près de 15 millions de personnes au cours des deux premières années de la pandémie

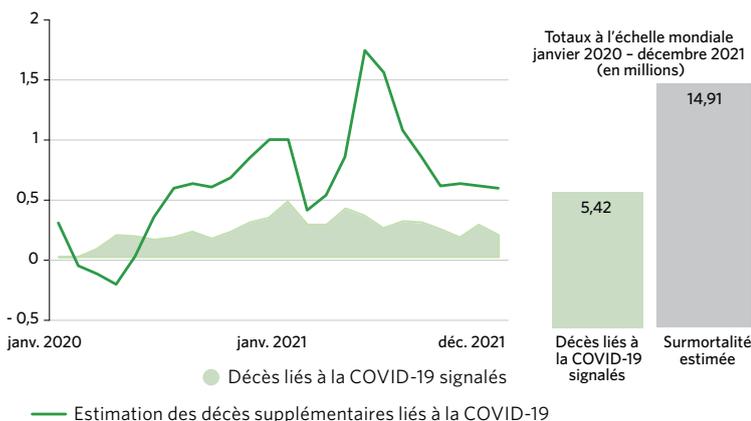
La COVID-19 est aujourd'hui l'une des principales causes de décès. Selon les dernières estimations, 14,9 millions de personnes sont mortes des suites directes de la maladie ou en raison des répercussions de la pandémie sur les systèmes de santé et la société en 2020 et 2021. Cette estimation est presque trois fois plus élevée que les 5,4 millions de décès liés à la COVID-19 officiellement signalés au cours de la même période. Environ 84 % de ces « décès supplémentaires » se concentrent en Asie du Sud-Est, en Europe et dans les Amériques [selon la définition de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS)], et 68 % se sont produits dans seulement 10 pays.

La pandémie a gravement perturbé les systèmes de santé et les services de santé essentiels. Des interruptions ont été signalées dans ces derniers dans 92 % des 129 pays étudiés à la fin de 2021. Elles ont été constatées dans tous les grands domaines de la santé, y compris la santé maternelle et infantile, la vaccination, les programmes de santé mentale, et le traitement de maladies comme le VIH, l'hépatite, la tu-

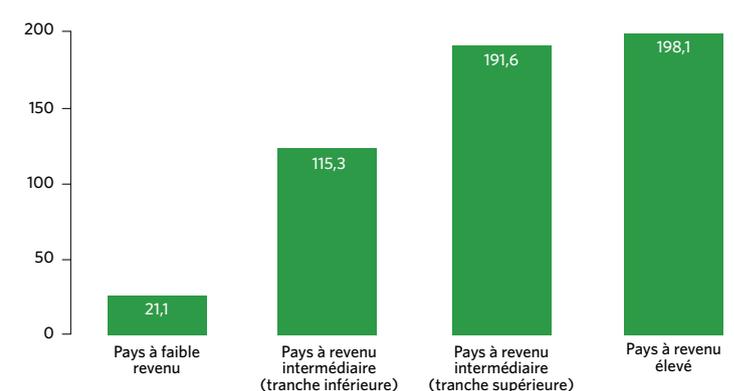
berculose et le paludisme. En conséquence, les progrès immenses de l'espérance de vie mondiale ont connu un brusque coup d'arrêt. Dans de nombreuses régions du monde, l'espérance de vie a reculé d'un à deux ans.

Pour freiner efficacement la propagation de la COVID-19 et empêcher des dizaines de milliers de décès supplémentaires, il est essentiel d'assurer un accès équitable à des vaccins sûrs et efficaces. L'OMS a demandé que 70 % de la population de tous les pays soit vaccinée d'ici à la mi-2022. Cela dit, la distribution mondiale des vaccins est loin d'être équitable. En mai 2022, seuls 17 % environ des habitants des pays à faible revenu avaient reçu au moins une dose de vaccin, contre plus de 80 % dans les pays à revenu élevé. Pour la santé de tous, il est impératif que tous les pays et les fabricants concernés suspendent les brevets, fournissent en priorité des vaccins au volet COVAX et instaurent les conditions nécessaires à la production locale de tests de dépistage, de vaccins et de traitements.

Décès liés à la COVID-19 signalés et estimations des décès supplémentaires à l'échelle mondiale, 2020-2021 (en millions)



Doses totales de vaccin administrées pour 100 personnes, selon le niveau de revenu du pays, 9 mai 2022 (en nombre)



La pandémie a provoqué une forte hausse de l'anxiété et de la dépression, en particulier chez les jeunes

Les données disponibles ne font pas apparaître d'augmentation des taux de décès par suicide au cours des premiers mois de la crise de la COVID-19. Toutefois, la pandémie a eu de graves répercussions sur la santé mentale et le bien-être des individus partout dans le monde. En 2020, à l'échelle mondiale, le nombre de personnes souffrant d'anxiété ou de dépression a augmenté d'environ 25 %, les jeunes et les femmes étant les plus touchés. Dans le même temps, les pays ont signalé que les services dédiés aux affections mentales, neurologiques et toxicologiques ont été les services de santé essentiels les plus perturbés, creusant les écarts dans les soins de santé mentale. À la fin de 2021, la situation s'était quelque peu améliorée, mais de nombreuses personnes ne sont toujours pas en mesure d'obtenir les soins et le soutien dont elles ont besoin pour répondre à des problèmes de santé mentale préexistants ou nouveaux.

Même avant la pandémie, la dépression, l'anxiété et d'autres problèmes de santé mentale touchaient de trop nombreux enfants. On estime

qu'en 2019, plus de 13 % des adolescents âgés de 10 à 19 ans avaient été diagnostiqués comme souffrant d'un trouble mental selon la définition de l'OMS, ce qui représente 86 millions d'adolescents âgés de 15 à 19 ans et 80 millions d'adolescents âgés de 10 à 14 ans. La pandémie a aggravé les problèmes de santé mentale que rencontrent les enfants et les jeunes, car bon nombre d'entre eux sont toujours touchés par les fermetures d'écoles, les perturbations de leurs activités quotidiennes, le stress causé par l'insécurité alimentaire et la perte de revenu familial, et l'incertitude quant à l'avenir. Pour les enfants les plus vulnérables, les répercussions de la COVID-19 peuvent également accroître leur exposition à de multiples formes de violence et d'exploitation.

Il est impératif que les plans d'intervention liés à la COVID-19 comprennent un soutien psychologique et psychosocial. Il faut en particulier consacrer plus d'attention et d'investissements à l'amélioration des soins de santé mentale aux enfants et aux jeunes ainsi qu'à la protection des enfants les plus vulnérables.

Des progrès ont été réalisés en matière de santé maternelle et infantile, mais il faut remédier aux disparités régionales flagrantes

La présence de personnel compétent et qualifié pendant l'accouchement est essentielle pour réduire la morbidité et la mortalité maternelles et néonatales. À l'échelle mondiale, entre 2015 et 2021, on estime que 84 % des naissances ont bénéficié de l'assistance de professionnels de santé qualifiés (médecins, infirmiers et sages-femmes), soit une augmentation de 77 % entre 2008 et 2014. Néanmoins, la couverture en Afrique subsaharienne a été inférieure de 20 points de pourcentage à la moyenne mondiale.

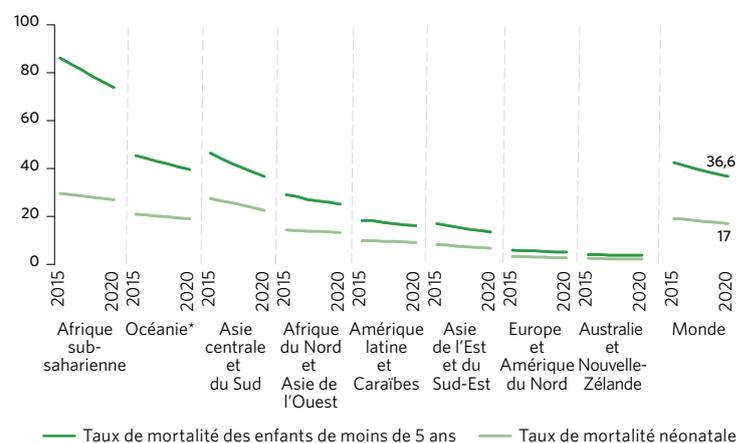
Des progrès ont également été réalisés en ce qui concerne la mortalité des enfants de moins de 5 ans et la mortalité néonatale, bien que trop d'enfants meurent encore. Le taux mondial de mortalité des enfants de moins de 5 ans a chuté de 14 % de 2015 à 2020, passant de 43 à 37 décès pour 1 000 naissances vivantes. De même, le taux de mortalité des enfants au cours des 28 premiers jours de leur vie (période néonatale) a diminué de 12 % au cours de la même période, passant de 19 à 17 décès pour 1 000 naissances vivantes. Malgré ces progrès, 5 millions d'enfants sont morts avant d'avoir atteint leur cinquième anniversaire en 2020 seulement, contre 5,9 millions en 2015. Près de la moitié de ces décès, soit 2,4 millions, sont survenus au cours du premier mois de vie. L'Afrique subsaharienne demeure la région où le taux de mortalité des moins de 5 ans est le plus élevé au monde, avec 74 décès pour 1 000 naissances vivantes en 2020, soit 14 fois plus qu'en Europe et en Amérique du Nord.

Le taux de natalité chez les adolescentes a également diminué dans le monde. De 2010 à 2020, il est passé de 47,9 à 41,2 naissances pour 1 000 adolescentes âgées de 15 à 19 ans. Les baisses les plus importantes ont été observées en Asie centrale et du Sud, le taux étant passé de 43,6 à 23,7 naissances au cours de la même période.

La grossesse chez les filles de 10 à 14 ans est beaucoup plus fréquente dans les pays d'Afrique subsaharienne, d'Amérique latine et des Caraïbes que dans d'autres parties du monde. La plupart des pays ayant des niveaux mesurables de grossesses précoces ont enregistré une baisse depuis 2000.

Bien que les données permettant d'évaluer l'incidence totale de la COVID-19 sur la santé maternelle et infantile et sur la fécondité des adolescentes ne soient pas encore disponibles, on s'inquiète de plus en plus de ce que la pandémie ait pu compromettre les acquis dans ces domaines.

Taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans et de mortalité néonatale par région, 2015-2020 (décès pour 1 000 naissances vivantes)



* À l'exclusion de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande.

Les répercussions de la COVID-19 sur la santé et l'économie ont probablement aggravé les progrès inégaux vers la couverture sanitaire universelle

La couverture sanitaire universelle est atteinte lorsque toutes les personnes peuvent bénéficier des services de santé de qualité dont elles ont besoin sans difficultés financières. Même avant la COVID-19, des tendances alarmantes en matière de couverture universelle étaient apparues. L'indice de couverture des services de couverture sanitaire universelle s'est amélioré, passant d'une moyenne mondiale de 45 sur 100 en 2000 à 64 sur 100 en 2015 et 67 sur 100 en 2019. Cependant, près d'un milliard de personnes ont consacré plus de 10 % de leur budget familial à des dépenses personnelles de santé en 2017, et plus d'un demi-milliard ont basculé dans l'extrême pauvreté en raison de ces paiements.

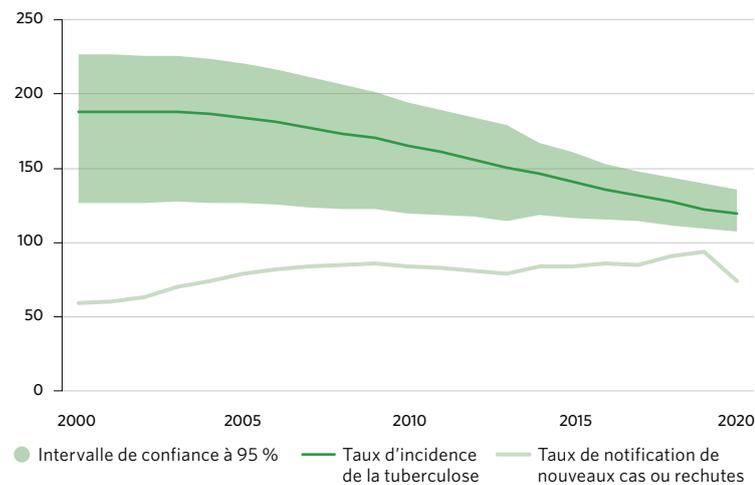
Les données ne sont pas encore disponibles pour donner un aperçu détaillé et complet de l'incidence de la COVID-19 sur les progrès vers la couverture sanitaire universelle. Cependant, étant donné que la pandémie a entraîné d'importantes perturbations dans les services de santé essentiels, les progrès continus réalisés ces deux dernières décennies ont probablement cessé. En raison de la combinaison des conséquences sanitaires et économiques de la COVID-19, les individus sont plus susceptibles de rencontrer des difficultés pour accéder aux soins par manque d'argent. Il est probable que la situation financière de ceux qui doivent payer eux-mêmes les soins médicaux, en particulier parmi des populations déjà défavorisées, empirera.

Des perturbations de grande ampleur ont entravé les progrès dans la lutte contre le VIH, la tuberculose et le paludisme

On estime à 1,5 million le nombre de nouvelles infections à VIH contractées en 2020 et à 680 000 le nombre de décès liés au sida survenus cette même année. L'incidence des infections à VIH à l'échelle mondiale a diminué de 39 % entre 2010 et 2020, soit beaucoup moins que l'objectif de 75 % fixé par l'Assemblée générale des Nations Unies en 2016. Les mesures prises pour ralentir la propagation de la COVID-19 et la pression supplémentaire que celle-ci fait peser sur les systèmes de santé ont perturbé les services liés au VIH.

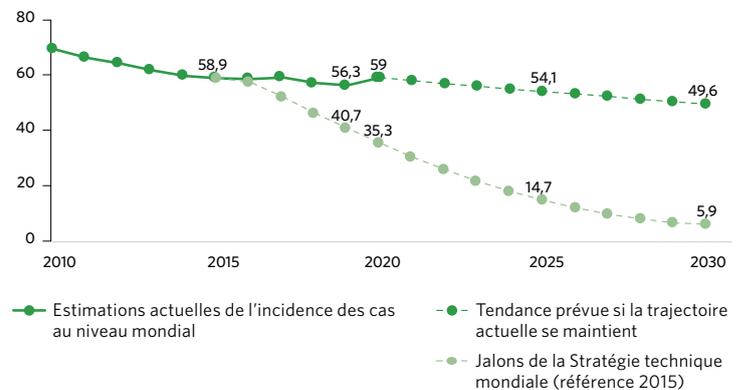
En 2020, on estime que 10 millions de personnes dans le monde ont contracté la tuberculose. Cette année-là, le taux de notification des cas nouveaux ou de rechute est tombé à 59 %, contre 72 % en 2019. Les perturbations liées à la pandémie à l'échelle mondiale ont entraîné une augmentation notable du nombre de décès liés à la tuberculose, qui est passé de 1,2 million en 2019 à 1,3 million en 2020 (décès de personnes séropositives dus à la tuberculose exclus). Il s'agit de la première augmentation annuelle des décès dus à la tuberculose depuis 2005, qui a ramené le monde au niveau de 2017. Les progrès en matière de réduction de l'incidence de la tuberculose ont également ralenti en 2020, à moins de 2 % par année, soit bien moins que la baisse annuelle de 4 % à 5 % requise pour donner suite à la Stratégie pour mettre fin à la tuberculose (visant une baisse de 80 % du nombre de nouveaux cas d'ici à 2030). Entre 2018 et 2020, le traitement de la tuberculose a concerné 20 millions de personnes, soit seulement la moitié de la cible mondiale. En raison de la pandémie, l'incidence de la tuberculose et le taux de mortalité associé à cette maladie devraient s'aggraver, surtout en 2021 et 2022.

Taux d'incidence et taux de notification de la tuberculose, 2000-2020 (nouveaux cas et rechutes pour 100 000 personnes)



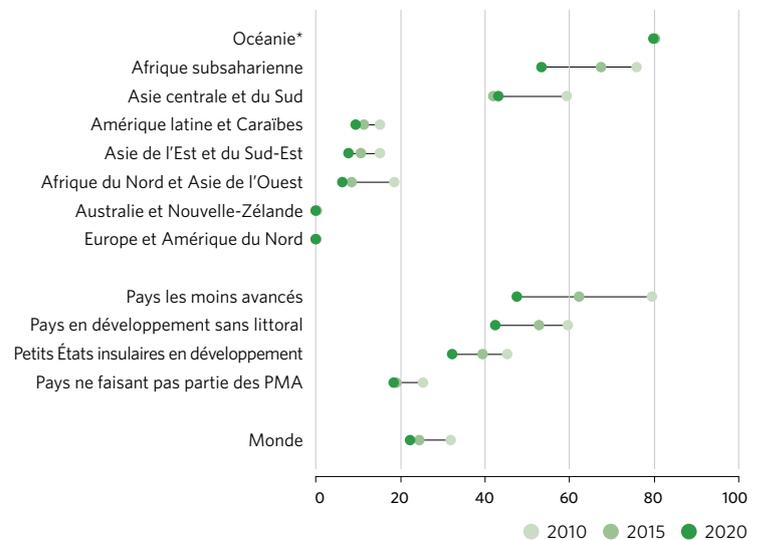
On estime que 241 millions de cas de paludisme et 627 000 décès attribuables au paludisme ont été signalés dans le monde en 2020, ce qui signifie que 14 millions de personnes de plus ont contracté la maladie et que 69 000 personnes de plus en sont décédées par rapport à 2019. Environ deux tiers des décès supplémentaires étaient liés à des interruptions dans la prestation des services antipaludiques pendant la pandémie. Même avant la COVID-19, les avancées mondiales contre la maladie stagnaient et le monde n'était pas en voie d'atteindre les objectifs fixés dans la Stratégie technique mondiale de lutte contre le paludisme 2016-2030 de l'OMS. En 2020, le taux d'incidence mondiale du paludisme était de 59 cas pour 1 000 personnes à risque, contre un objectif de 35. Autrement dit, les progrès dans la lutte contre le paludisme étaient en retard de 40 pour cent.

Deux scénarios de progression mondiale du taux d'incidence du paludisme : maintien de la trajectoire actuelle et réalisation des objectifs fixés dans la Stratégie technique mondiale, 2010-2030 (nouveaux cas pour 1 000 personnes à risque)



Les progrès en matière de prévention, de contrôle et d'éradication des maladies tropicales négligées se sont poursuivis en 2020, malgré d'importantes perturbations des services de santé. Le nombre de personnes ayant besoin de traitements et de soins après avoir contracté une telle maladie dans le monde a diminué, passant de 2,19 milliards en 2010 à 1,73 milliard en 2020. En particulier, dans les pays les moins avancés, 48 % de la population totale a eu besoin de ces traitements et soins en 2020, contre 79 % en 2010. Les progrès étaient en grande partie dus à l'élimination d'un certain nombre de ces maladies : fin 2020, au moins une avait été éliminée dans 42 pays. Des baisses importantes ont été observées dans le nombre de cas signalés de maladies que l'on cherche à éliminer et éradiquer, y compris la trypanosomiase africaine (maladie du sommeil) chez l'homme et la dracunculose (maladie du ver de Guinée).

Proportion de personnes nécessitant des interventions contre des maladies tropicales négligées dans la population totale, 2010, 2015 et 2020 (en pourcentage)



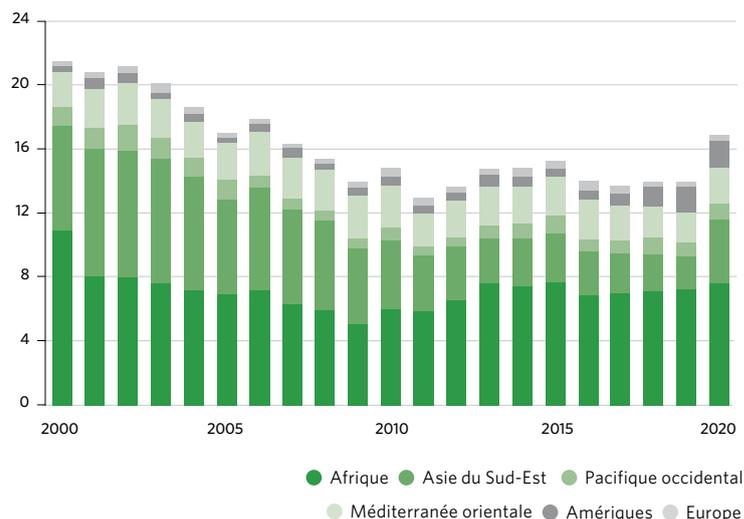
* À l'exclusion de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande.

Un plus grand nombre d'enfants sont privés de vaccins essentiels en raison de la pandémie

La COVID-19 et les perturbations qu'elle a engendrées ont empêché un plus grand nombre d'enfants d'accéder aux vaccins essentiels. De 2019 à 2020, la couverture vaccinale des nourrissons est passée de 86 % à 83%. Cela signifie que 22,7 millions d'enfants n'ont pas été vaccinés en 2020, soit 3,7 millions de plus qu'en 2019, nombre le plus élevé enregistré depuis 2005. En outre, 17,1 millions d'enfants plus âgés n'ont pas bénéficié du programme de vaccination systématique en 2020, soit une hausse par rapport au chiffre de 13,6 millions relevé en 2019.

Les conséquences pourraient être dévastatrices. La rougeole, par exemple, est une maladie très contagieuse et le taux de couverture vaccinale actuel, à savoir 70 % avec deux doses de vaccin, ne suffit pas pour empêcher les épidémies ni les troubles, les handicaps et les décès causés par des complications associées à cette maladie. De plus, les interventions et les vaccinations liées à la COVID-19 ont détourné les ressources des systèmes de santé des autres services essentiels. Il est donc probable qu'en 2021 et au-delà, un trop grand nombre d'enfants ne bénéficient toujours pas de la vaccination et d'autres services de santé. Le rétablissement de ces ressources aux niveaux qui prévalaient avant la pandémie doit être une priorité mondiale urgente.

Nombre estimatif d'enfants n'ayant pas reçu de première dose de vaccin contre la diphtérie, le tétanos et la coqueluche, 2000-2020 (en millions)



Note : Classification régionale de l'OMS.

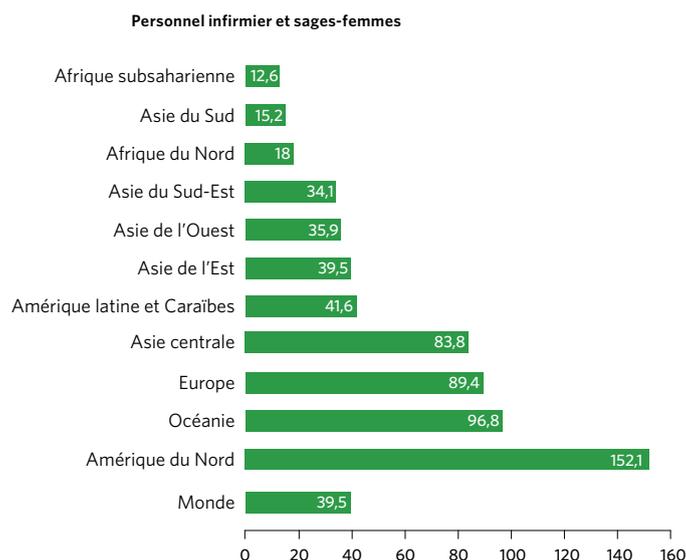
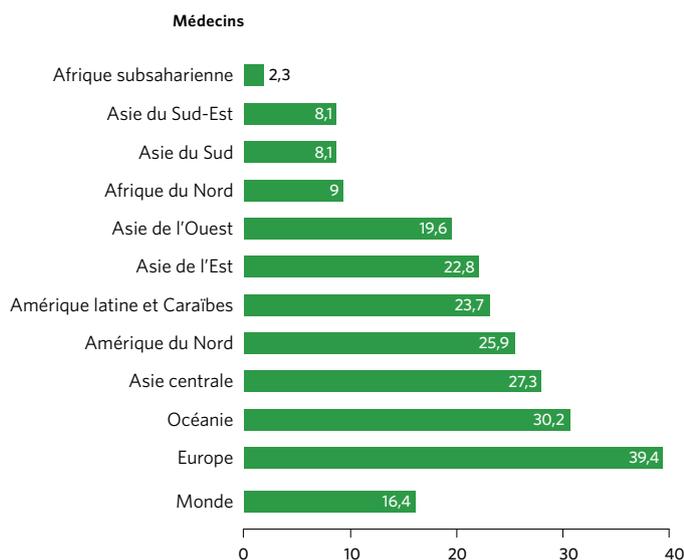
La pandémie de COVID-19 a fait payer un lourd tribut aux professionnels de la santé, déjà mis à rude épreuve dans la plupart des régions

Les professionnels de la santé restent en première ligne dans la lutte contre la COVID-19. Entre janvier 2020 et mai 2021, la pandémie aurait coûté la vie à 115 500 d'entre eux dans le monde. Il faut redoubler d'efforts pour assurer une distribution équitable des vaccins contre la COVID-19 afin qu'ils puissent avoir accès à la vaccination et aux équipements de protection individuelle.

Les données pour 2014-2020 montrent que la densité de personnel infirmier et de sages-femmes en Amérique du Nord demeure la plus éle-

vée au monde (plus de 152 pour 10 000 personnes), soit près de 4 fois la moyenne mondiale, 8 fois la moyenne enregistrée en Afrique du Nord et en Asie du Sud, et plus de 15 fois celle relevée en Afrique subsaharienne. Malgré une augmentation constante de la densité de médecins pour 10 000 habitants dans le monde, les disparités entre les régions demeurent élevées : on estime que l'Europe compte 40 médecins pour 10 000 personnes, contre seulement 2 en Afrique subsaharienne.

Densité de certains professionnels de la santé pour 10 000 personnes, 2014-2020 (dernières données disponibles)





Éducation de qualité

La pandémie de COVID-19 a aggravé la crise observée dans le domaine de l'éducation, avec de profondes perturbations dans les systèmes éducatifs du monde entier. Les fermetures d'écoles ont eu des conséquences inquiétantes pour l'apprentissage et le bien-être des enfants, en particulier pour les filles et les enfants défavorisés, y compris les enfants ayant un handicap, vivant en zone rurale ou appartenant à une minorité ethnique. On estime que 147 millions d'enfants ont manqué plus de la moitié de leur enseignement en présentiel ces deux dernières années. Par conséquent, cette génération d'enfants pourrait perdre un total cumulé de 17 000 milliards de dollars de revenus à l'échelle d'une vie entière (en valeur actuelle). Les gouvernements doivent mettre en œuvre des programmes ambitieux pour veiller à ce que tous les enfants retournent à l'école, rattrapent leurs retards d'apprentissage et voient leurs besoins psychosociaux satisfaits.



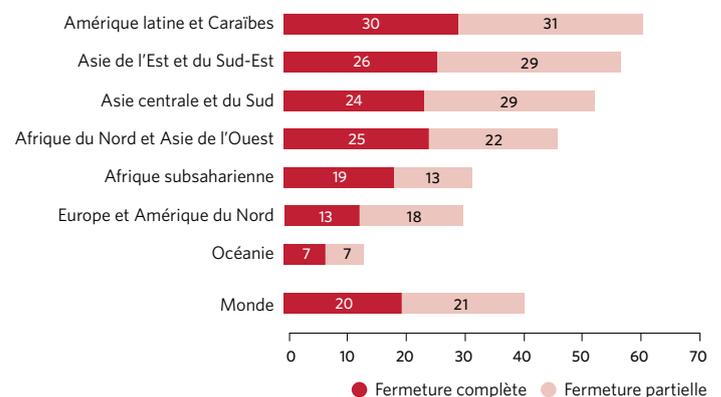
Mija Anjarasoa, 17 ans, participe à un cours de rattrapage au collège d'enseignement général de Soanierana, près de Manantantely (Madagascar). Elle aspire à devenir sage-femme après ses études.

Les fermetures d'écoles prolongées ont accru le risque que les enfants ne retournent pas à l'école

Les fermetures d'écoles liées à la COVID-19 menacent de faire reculer des années de progrès visant à maintenir les enfants à l'école. Avant la pandémie, 17 % des enfants et des jeunes dans le monde ne fréquentaient pas l'école primaire ou secondaire, contre 26 % en 2000. De mars 2020 à février 2022, les écoles du monde entier ont été fermées complètement ou partiellement pendant 41 semaines en moyenne. L'Amérique latine et les Caraïbes ont connu les plus longues fermetures d'écoles — plus de 60 semaines pendant les deux dernières années.

Plus longtemps les enfants sont déscolarisés, moins ils sont susceptibles de retourner à l'école. Selon un rapport établi par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) en 2020, 24 millions d'apprenants, du préprimaire à l'université, risquent de ne pas retourner à l'école. Les étudiants issus de milieux défavorisés sont plus à risque en raison de facteurs socioéconomiques tels que le besoin d'avoir un revenu, la hausse des responsabilités en matière de soins, et les mariages précoces et forcés. Les personnes qui n'ont pas pu avoir accès à l'enseignement à distance pendant le confinement courent également un plus grand risque de ne pas retourner à l'école.

Durée des fermetures d'écoles (perte de cours en présentiel), mars 2020 - février 2022 (en semaines)

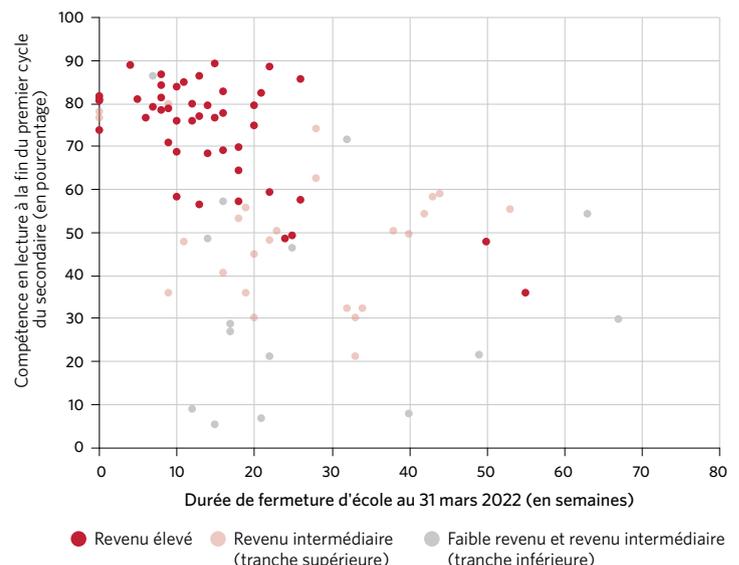


La COVID-19 noircit le tableau déjà sombre des résultats d'apprentissage

La pandémie de COVID-19 est survenue à un moment où le monde était déjà aux prises avec une crise de l'apprentissage : trop d'enfants n'avaient pas les bases en lecture et en calcul. D'après les données relevées de 2015 à 2019, soit avant la pandémie, la proportion d'enfants ayant les compétences minimales en lecture à la fin du premier cycle du secondaire se situait entre 70 % et 90 % dans la plupart des pays à revenu élevé. Cette proportion était inférieure à 60 % dans presque tous les pays à revenu intermédiaire et faible, atteignant moins de 10 % dans certains pays.

Des retards d'apprentissage dus aux fermetures d'écoles liées à la COVID-19 ont été documentés dans 4 des 5 pays ayant réalisé des études à ce sujet. Les fermetures d'écoles risquent également d'aggraver les disparités en matière d'apprentissage : de nombreux pays qui avaient de mauvais résultats d'apprentissage avant la pandémie avaient également tendance à laisser les écoles fermées plus longtemps.

Proportion d'enfants ayant les compétences minimales en lecture à la fin du premier cycle du secondaire (2015-2019) et durée des fermetures d'écoles pendant les deux premières années de la pandémie, par groupe de revenu national

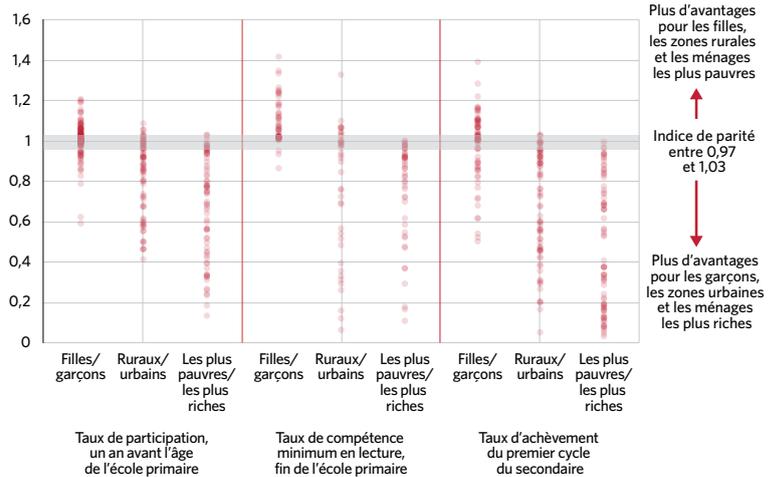


Les profondes inégalités dans l'éducation n'ont fait que s'aggraver pendant la pandémie

Au fil des ans, l'éducation est devenue beaucoup plus accessible. Cela étant, des inégalités d'accès persistent entre les différents groupes socioéconomiques. En 2020, par exemple, 3 enfants sur 4 ont suivi une forme d'apprentissage organisé un an avant l'âge officiel de l'école primaire. Pourtant, la participation était très inégale : parmi les pays disposant de données, des disparités de fréquentation ont été constatées selon le sexe (39 %), le lieu d'habitation urbain ou rural (76 %) et la richesse des ménages (86 %). Les données ont montré que les filles ont tendance à obtenir de meilleurs résultats en lecture que les garçons à la fin de l'école primaire. Elles ont aussi montré que les enfants vivant en zone rurale et dans les ménages les plus pauvres sont toujours plus désavantagés en termes de participation et de résultats scolaires que ceux vivant en zone urbaine, plus riches.

Les fermetures d'écoles pendant la pandémie de COVID-19 ont accentué les inégalités en matière d'éducation, les populations marginalisées étant les plus touchées. En ce qui concerne l'enseignement à distance, par exemple, les enfants issus de milieux pauvres sont moins susceptibles d'avoir les équipements et compétences informatiques nécessaires pour se connecter en ligne ou le milieu familial propice à l'apprentissage. Assurer un retour sûr à l'école et l'équité dans l'éducation pendant la difficile période de transition à venir doit être une priorité.

Indice de parité, par sexe, lieu et niveau de richesse, 2015-2020

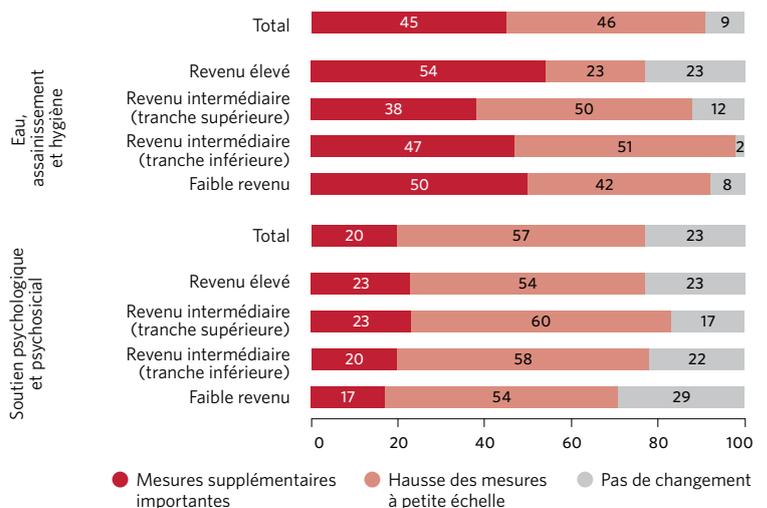


Les pays améliorent les écoles à mesure qu'elles rouvrent, mais le soutien psychosocial aux élèves est souvent négligé

L'une des clés pour encourager l'inscription et le maintien des élèves dans les écoles est d'assurer des installations et des services adéquats. Pourtant, même l'infrastructure scolaire de base est loin d'être universelle. En 2019-2020, environ un quart des écoles primaires dans le monde n'avaient pas accès à l'électricité, à l'eau potable et aux installations sanitaires de base. Seule la moitié des écoles primaires avaient des ordinateurs et un accès Internet ou des installations entièrement accessibles, y compris pour les enfants handicapés. Dans tous ces domaines, les pays les moins avancés ont le plus de retard.

Pour se remettre de la pandémie et rebâtir en mieux, il faudra investir considérablement dans l'infrastructure et les services scolaires. Selon une récente enquête du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), environ la moitié des pays disposant de données ont déclaré prendre des « mesures supplémentaires importantes » (par opposition à une « hausse des mesures à petite échelle ») dans les services d'eau, d'assainissement et d'hygiène dans les écoles après leur réouverture. Cette proportion reste similaire dans les pays de différents groupes de revenus. Cependant, seuls 20 % des pays ont pris des mesures importantes pour apporter un soutien psychosocial et psychologique supplémentaire aux élèves, ce qui est préoccupant compte tenu de la récente hausse de l'anxiété et de la dépression chez les apprenants.

Mesures supplémentaires prises pour le bien-être des élèves après la réouverture des écoles, 2022 (en pourcentage)



L'enseignement en ligne offre aux enfants ukrainiens un sentiment de normalité dans le chaos de la guerre

La guerre en Ukraine a un effet particulièrement dommageable sur les plus jeunes citoyens. En mai 2022, les deux tiers des enfants du pays avaient été déplacés de chez eux, quelque 130 établissements d'enseignement avaient été détruits et plus de 1500 écoles avaient été endommagées. Malgré ces défis, l'éducation continue en Ukraine : un enseignement à distance, souvent interrompu par les alertes de raids aériens, a été offert à des millions de personnes. En avril 2022, près de 3 millions d'enfants (la majorité des élèves d'âge scolaire) ont suivi des cours en ligne. Des leçons vidéo ont également été diffusées à la télévision. L'enseignement à distance offre un « espace » sûr et un semblant de normalité aux enfants touchés par la guerre. Il sert également à fournir une aide d'urgence, en

donnant aux enfants accès à l'information sur les risques d'engins explosifs mortels, par exemple, et les met, eux et leurs parents, en contact avec des services psychosociaux et de santé essentiels.

Des millions d'enfants et de jeunes dans le monde se trouvent dans des situations similaires à celles de l'Ukraine et ont vu leur apprentissage interrompu — par une guerre, catastrophe ou autre crise. Offrir une éducation sûre, ouverte à tous et continue à ces filles et garçons est essentiel pour les aider à faire face aux crises actuelles et futures. Il s'agit de l'un des investissements les plus judicieux et les plus importants qui puissent être faits dans le développement humain et socioéconomique.



Égalité entre les sexes

Le monde n'est pas en voie d'atteindre l'égalité entre les sexes d'ici à 2030, et les répercussions sociales et économiques de la pandémie ont rendu la situation encore plus sombre. Les progrès réalisés dans de nombreux domaines, tels que le temps consacré aux travaux domestiques non rémunérés, la prise de décisions concernant la santé sexuelle et procréative, et la budgétisation tenant compte des questions de genre, prennent du retard. Les services de santé pour les femmes, déjà mal financés, ont connu d'importantes perturbations. La violence faite aux femmes demeure endémique. De plus, malgré le rôle de premier plan joué par les femmes dans la réponse à la COVID-19, celles-ci restent toujours distancées par les hommes dans l'obtention des postes de décision qu'elles méritent. Un engagement et une action audacieuse sont nécessaires pour accélérer les progrès, notamment par la promotion de lois, politiques, budgets et institutions faisant avancer l'égalité des sexes. Il est essentiel d'investir davantage dans les statistiques genrées, car moins de la moitié des données requises pour suivre l'objectif 5 sont actuellement disponibles.



Arulrahini pratique l'agriculture depuis plus de quatre décennies. Dans cette province du nord de Sri Lanka, les agricultrices indépendantes comme Arulrahini font figure d'exception.

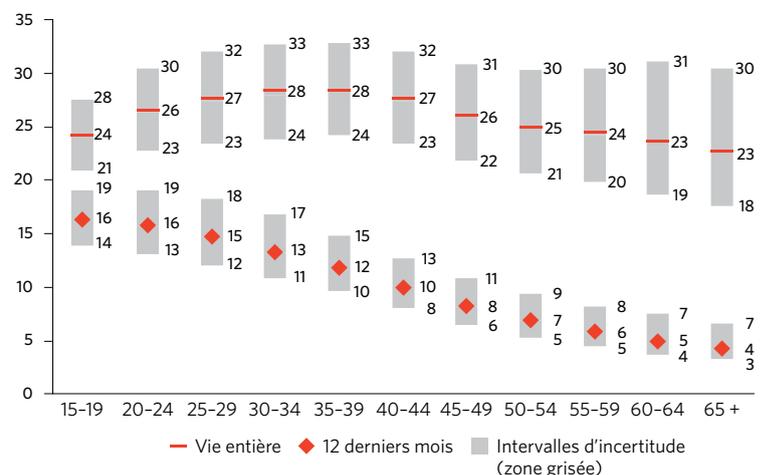
La sensibilisation à la violence faite aux femmes âgées augmente, mais les données demeurent limitées

La violence à l'égard des femmes et des filles est présente dans tous les pays et touche les femmes de tous âges. À l'échelle mondiale, 26 % des femmes de 15 ans ou plus (641 millions) ayant déjà vécu en couple ont été victimes de violence physique et/ou sexuelle de la part d'un mari ou partenaire intime au moins une fois dans leur vie. Des éléments indiquent une intensification de la violence faite aux femmes pendant la pandémie. Dans une rapide enquête d'évaluation des questions de genre menée en 2021 dans 13 pays par ONU-Femmes, 45 % des femmes déclaraient avoir subi une forme de violence depuis la COVID-19 ou connaître une femme en ayant subi.

La sensibilisation mondiale à la violence à l'égard des femmes âgées en particulier s'accroît, mais les données sur le sujet sont limitées, et la nature, l'ampleur, la gravité et la complexité de ce type de violence pourraient être sous-estimées. Moins de 10 % des données recevables sur la violence au sein du couple rendent compte de la prévalence de cette forme de violence chez les femmes de 50 ans ou plus. Des données probantes recueillies de 2000 à 2018 indiquent qu'entre 4 % et 7 % des femmes de ce groupe d'âge ont subi des violences physiques et/ou sexuelles de la part d'un partenaire intime au cours des 12 mois précédents. Toutefois, les femmes âgées peuvent être vulnérables à des formes de violence qui ne sont pas mesurées habituellement dans les enquêtes sur la violence faite aux femmes, comme l'exploitation économique ou le fait d'être ostracisées ou négligées. Les auteurs de

tels actes de violence, outre les partenaires intimes, peuvent être les enfants adultes et autres membres de la famille, des inconnus, des soignants ou des voisins.

Prévalence mondiale de la violence physique et/ou sexuelle par un partenaire intime à l'égard des femmes ayant déjà vécu en couple, selon le groupe d'âge, 2018 (en pourcentage)



Le mariage d'enfants et les mutilations génitales féminines sont des violations persistantes des droits de la personne qui freinent les progrès des filles et des femmes

En 2021, près d'une jeune femme sur cinq était mariée avant l'âge de 18 ans. Les taux les plus élevés de mariages d'enfants se trouvent en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud, où 35 % et 28 % des jeunes femmes, respectivement, étaient mariées dans leur enfance. À l'échelle mondiale, la prévalence des mariages d'enfants a diminué d'environ 10 % ces cinq dernières années. Cependant, les effets de la pandémie de COVID-19 mettent un plus grand nombre de filles en danger en raison des chocs économiques, des fermetures d'écoles et des interruptions des services sociaux. D'ici à 2030, jusqu'à 10 millions de filles de plus seront probablement mariées, outre les 100 millions de filles qui étaient estimées à risque avant la pandémie.

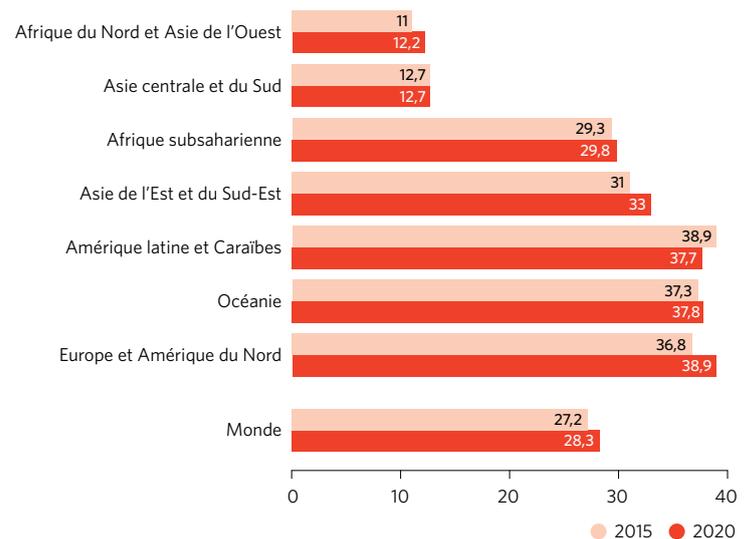
Les mutilations génitales féminines constituent une autre pratique préjudiciable persistante et violation des droits de la personne. Au moins 200 millions de filles et de femmes y ont été soumises, principalement dans les 31 pays où la pratique se concentre. Dans de nombreux pays, celle-ci est aujourd'hui aussi courante qu'elle ne l'était il y a trois décennies. Même dans les pays où elle a perdu du terrain, les progrès devraient être au moins 10 fois plus rapides pour atteindre la cible mondiale d'élimination des mutilations génitales féminines d'ici à 2030. L'éducation est l'une des clés pour y parvenir. L'opposition à cette pratique est la plus forte chez les filles et les femmes instruites. Les filles dont la mère a reçu un enseignement primaire ont 40 % moins de risques de subir cette pratique que celles dont la mère n'a aucune instruction.

Les progrès dans l'accès des femmes à des postes de direction, tant dans les sphères politiques qu'économiques, restent lents

Pendant la pandémie, les femmes dirigeantes ont agi de façon décisive et efficace pour mettre en œuvre et gérer les mesures d'intervention et de rétablissement, en donnant la priorité à celles destinées aux groupes les plus vulnérables. Malgré ce succès largement reconnu, le rythme des progrès en matière de représentation des femmes dans les postes de décision est décourageant. Au 1^{er} janvier 2022, la part mondiale des femmes dans les chambres basses ou chambres uniques de parlements nationaux atteignait 26,2 %, contre 22,4 % en 2015. Elle s'est établie à un peu plus d'un tiers dans les administrations locales. À ce rythme, il faudrait encore 40 ans pour que les femmes et les hommes soient représentés sur un pied d'égalité dans les parlements nationaux.

Les femmes actives, y compris celles qui occupent des postes d'encadrement, ont été touchées de façon disproportionnée par la pandémie de COVID-19. Bon nombre d'entre elles ont vu leurs heures de travail réduites ou ont même quitté le marché du travail en raison de la hausse des travaux domestiques non rémunérés. En 2019, avant la pandémie, les femmes représentaient 39,4 % de l'emploi total. En 2020, elles représentaient près de 45 % des pertes d'emploi au niveau mondial. La proportion de femmes occupant des postes d'encadrement dans le monde n'a connu qu'une légère amélioration entre 2015 et 2019, passant de 27,2 % à 28,3 %. Cette part est demeurée inchangée de 2019 à 2020, soit la première année sans augmentation depuis 2013.

Femmes occupant des postes d'encadrement, 2015 et 2020 (en pourcentage)

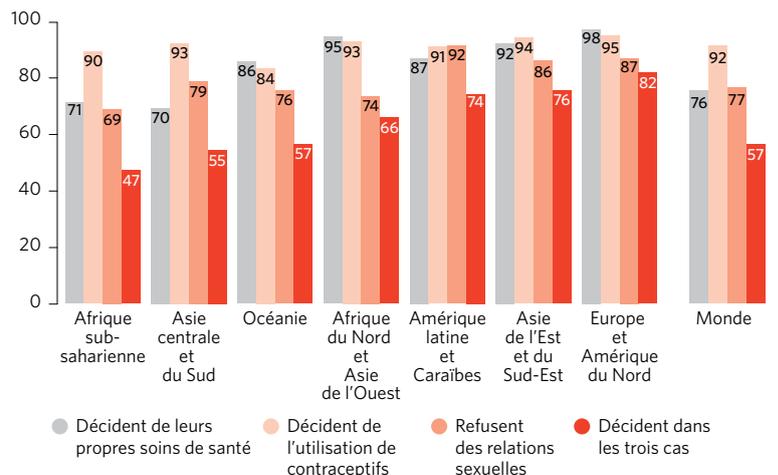


Dans de nombreux pays, les femmes n'ont toujours pas le droit juridiquement protégé de disposer de leur corps

Seulement 57 % des femmes âgées de 15 à 49 ans mariées ou en couple prennent, en connaissance de cause, leurs propres décisions concernant leurs relations sexuelles, l'utilisation de contraceptifs et les soins de santé procréative, selon les données de 64 pays pour la période 2007-2021. La mesure dans laquelle les lois empêchent ou permettent l'accès aux informations et soins de santé appropriés est essentielle à cette capacité de décision. Dans 115 pays ayant des données, en moyenne 76 % des lois et réglementations nécessaires étaient en place pour garantir un accès complet et égal à la santé et aux droits en matière de sexualité et de procréation.

Les effets de la pandémie de COVID-19 ont probablement une incidence importante sur la capacité des femmes à exercer le droit de disposer de leur corps. Durant la première année de la pandémie, on estime à 1,4 million le nombre de grossesses non désirées supplémentaires dans les pays à revenu faible ou intermédiaire. Cela pourrait être dû à plusieurs facteurs. Les femmes ont pu connaître des difficultés financières les ayant empêchées de prendre leurs propres décisions en matière de soins de santé et de contraception. Pendant les périodes de confinement, elles ont peut-être eu plus de difficultés à refuser des relations sexuelles en raison de tensions accrues dans le foyer liées à la santé, aux finances et à l'isolement social. Enfin, la perturbation ou la suspension des soins de santé sexuelle et procréative peut avoir rendu ces services essentiels inaccessibles aux femmes.

Proportion de femmes âgées de 15 à 49 ans prenant, en connaissance de cause, leurs propres décisions concernant leurs relations sexuelles, l'utilisation de contraceptifs et les soins de santé procréative, données les plus récentes 2007-2021 (en pourcentage)



La protection des droits des femmes à la terre et à la propriété est encore loin d'être garantie

Posséder des droits fonciers, en particulier sur des terres agricoles, réduit la dépendance des femmes à l'égard de leurs partenaires et proches masculins. Or, dans 30 pays, moins de la moitié des femmes avaient des droits de propriété et/ou des droits d'occupation garantis sur des terres agricoles, selon les données relevées de 2009 à 2020 dans 36 pays. Dans 18 de ces pays, la proportion d'hommes propriétaires était deux fois plus élevée que celle des femmes. Des politiques et cadres juridiques tenant compte des questions de genre sont essentiels pour faire progresser les droits fonciers des femmes. Cependant, seuls 15 pays sur les 52 ayant communiqué des données incluaient des dispositions suffisantes dans leurs cadres juridiques pour offrir aux femmes une bonne protection à cet égard. Les principaux domaines dans lesquels des résultats positifs ont été obtenus sont les droits de succession et la protection contre la non-prise en compte des femmes dans les transactions foncières.

Les progrès doivent s'accélérer pour aligner le financement public sur les objectifs d'égalité entre les sexes

Rebâtir en mieux après la COVID-19 signifie agir de manière à favoriser l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes. Pour y parvenir, il est fondamental de veiller à ce que les fonds publics alloués et utilisés tiennent compte des questions d'égalité entre les sexes. D'après les données communiquées par 105 pays et régions pour la période 2018-2021, seuls 26 % des pays disposent d'un système complet de suivi des allocations publiques aux fins de l'égalité des sexes, 59 % ont mis en place certains aspects d'un tel système, et 15 % n'ont pas mis en place les éléments constitutifs minimaux d'un tel système. Il faut accélérer les efforts pour étendre la mise en œuvre globale de la budgétisation tenant compte des questions de genre et pour en renforcer le suivi et l'évaluation.

Eau propre et assainissement

Alors que la pandémie de COVID-19 perdure, il devient de plus en plus clair que les services d’approvisionnement en eau potable, d’assainissement et d’hygiène gérés en toute sécurité sont essentiels à la santé humaine. Mais si les progrès ne s’accroissent pas — de façon spectaculaire — des milliards de personnes ne disposeront toujours pas de ces services essentiels en 2030. L’eau, qui joue un rôle fondamental dans de nombreux autres aspects du développement durable, est menacée. La demande en eau augmente en raison de la croissance démographique rapide, de l’urbanisation et des pressions croissantes exercées par l’agriculture, l’industrie et le secteur de l’énergie. Des décennies de mauvaise utilisation, de mauvaise gestion, de surexploitation et de contamination des réserves d’eau douce et des eaux souterraines ont exacerbé le stress hydrique et détérioré les écosystèmes liés à l’eau, ce qui affecte à son tour la santé humaine, les activités économiques, et l’approvisionnement alimentaire et énergétique. Il faut agir d’urgence pour changer la tendance actuelle. Afin d’assurer une distribution durable et équitable de l’eau pour répondre à tous les besoins, le taux mondial moyen de mise en œuvre d’une meilleure gestion des ressources en eau doit doubler. Des



L’Éthiopie connaît l’une des plus graves sécheresses causées par La Niña ces dernières décennies, après trois saisons de faibles pluies consécutives depuis la fin de 2020. Des millions de personnes ont besoin d’une aide humanitaire d’urgence.

efforts supplémentaires sont nécessaires pour accroître les investissements dans le secteur de l’eau et de l’assainissement et pour renforcer la coopération entre les pays partageant des eaux transfrontalières.

Pour atteindre les cibles en matière d’eau potable, d’assainissement et d’hygiène d’ici à 2030, le rythme des progrès devra quadrupler

La proportion de la population mondiale utilisant des services d’approvisionnement en eau potable gérés en toute sécurité est passée de 70 % en 2015 à 74 % en 2020. Pourtant, 2 milliards de personnes en étaient encore privées cette année-là, dont 1,2 milliard de personnes n’avaient même pas accès à un service de base. Huit personnes sur dix parmi celles-ci vivent en zone rurale, et environ la moitié d’entre elles vivent dans des pays parmi les moins avancés. Au rythme actuel des progrès, le monde atteindra une couverture de 81 % d’ici à 2030, manquant la cible et laissant 1,6 milliard de personnes sans approvisionnement en eau potable géré en toute sécurité.

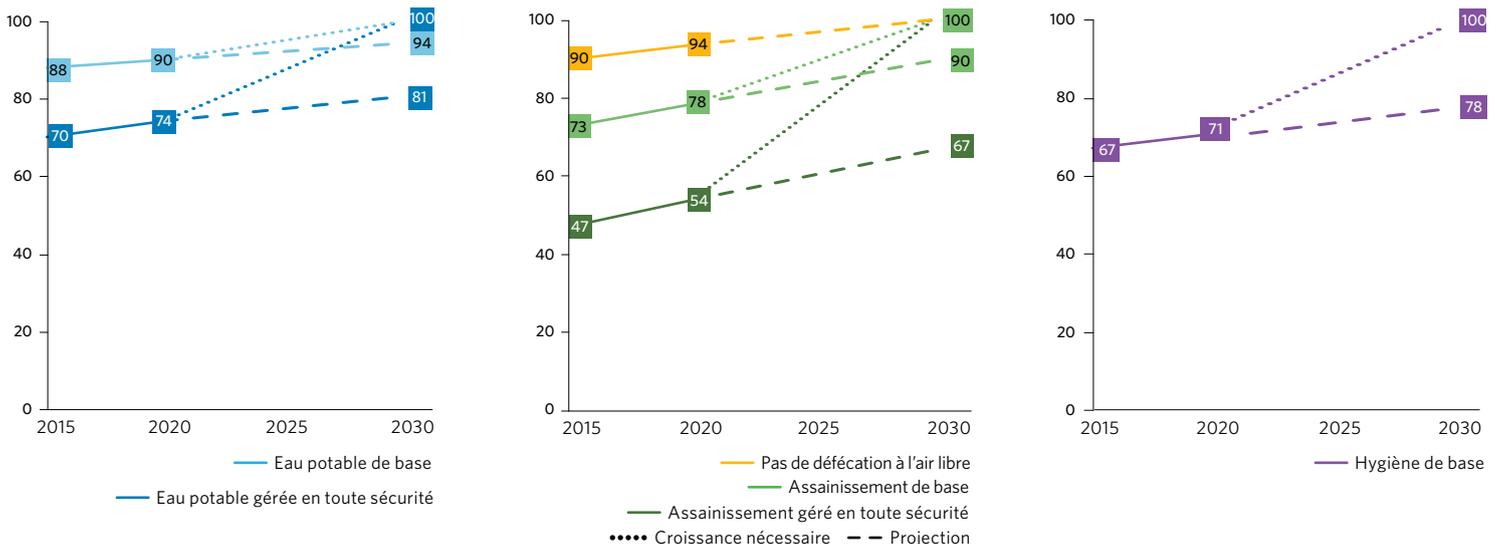
De 2015 à 2020, la population mondiale utilisant des services d’assainissement gérés en toute sécurité est passée de 47 % à 54 %. Si ces progrès historiques se maintiennent, le monde atteindra une couverture de 67 % d’ici à 2030, avec 2,8 milliards de personnes sans accès. Au cours de la même période, la population pratiquant la défécation à l’air libre a diminué d’un tiers, passant de 739 millions de personnes à

494 millions. Le monde est en voie d’éliminer la défécation à l’air libre d’ici à 2030.

Une hygiène des mains fréquente et adéquate est essentielle pour contenir la COVID-19 et contrôler d’autres maladies infectieuses. Pourtant, plus d’une personne sur quatre n’a toujours pas d’installation pour se laver les mains au savon et à l’eau à son domicile. La couverture est passée de 67 % à 71 % de 2015 à 2020.

L’accès universel à l’eau potable, à l’assainissement et à l’hygiène est essentiel à la santé mondiale. Pour atteindre la couverture universelle d’ici à 2030, le rythme actuel des progrès devrait quadrupler. Atteindre ces objectifs permettrait de sauver 829 000 vies chaque année, soit le nombre de personnes décédant chaque année de maladies directement attribuables à l’eau insalubre, à l’assainissement inadéquat et aux mauvaises pratiques d’hygiène.

Couverture mondiale des services d’approvisionnement en eau potable, d’assainissement et d’hygiène, 2015–2020 (en pourcentage), et accélération nécessaire pour atteindre la couverture universelle d’ici à 2030



Les zones humides du monde disparaissent à un rythme alarmant; il est temps de les protéger et de les restaurer à grande échelle

Les zones humides sont considérées comme les écosystèmes les plus diversifiés sur le plan biologique et sont des lieux de reproduction pour 40 % des espèces animales et végétales du monde. Leur utilisation non durable et leur gestion inappropriée entraînent non seulement la perte de services écosystémiques, mais peuvent également poser des risques directs, tels que des maladies. En outre, la dégradation des zones humides libère le carbone qui y est stocké, contribuant aux changements climatiques. Au cours des 300 dernières années, plus de 85 % des zones humides de la planète ont disparu, principalement à cause du drainage et de la conversion des terres, et un grand nombre des zones humides restantes ont été dégradées. Depuis 1970, 81 % des espèces dépendant des zones humides intérieures ont décliné plus vite que celles dépendant d'autres biomes, et un nombre croissant d'entre elles sont menacées d'extinction.

D'autres écosystèmes liés à l'eau à travers la planète — comme les lacs, les rivières et les réservoirs — évoluent aussi rapidement. Un bassin fluvial sur cinq a connu des fluctuations élevées (au-dessus de la normale) des eaux de surface ces cinq dernières années. La croissance démographique, les changements de la couverture terrestre et de l'utilisation des sols, et les changements climatiques sont les principaux facteurs de ces changements. Des efforts urgents sont nécessaires pour protéger et empêcher toute dégradation ultérieure de ces précieux habitats biologiques.

L'assainissement précoce de la pollution de l'eau nécessitera un suivi actif, qui fait cruellement défaut dans les pays les plus pauvres

L'amélioration de la qualité de l'eau est essentielle à la protection de la santé humaine et des écosystèmes. Les évaluations réalisées en 2020 sur les rivières, lacs et aquifères de 97 pays ont montré que 60 % de l'eau était de bonne qualité. Cependant, sur les 76 000 plans d'eau évalués, seulement 1% se trouvaient dans les pays les plus pauvres. Pour au moins 3 milliards de personnes, la qualité de l'eau dont elles dépendent est inconnue faute de surveillance. Il manque aussi des données sur les eaux souterraines, qui représentent souvent la plus grande part d'eau douce des pays. Parmi tous les pays ayant communiqué des données, seuls 60 % environ en donnaient sur les eaux souterraines.

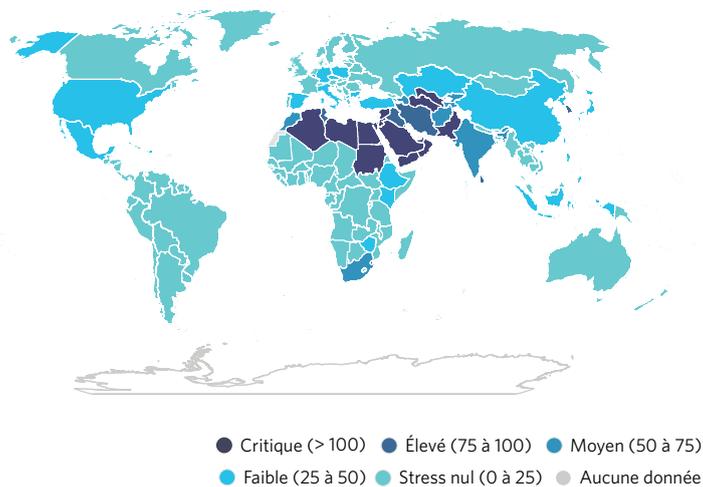
Les effluents agricoles et les eaux usées non traitées représentent deux des plus graves menaces pour la qualité de l'eau environnementale à l'échelle mondiale, car ils rejettent des nutriments excédentaires dans les rivières, les lacs et les aquifères, ce qui nuit à la fonction de l'écosystème. Les progrès doivent être accélérés pour améliorer les pratiques de gestion agricole et les taux de traitement des eaux usées afin de protéger la qualité de l'eau douce, en particulier dans les régions à forte croissance démographique, comme l'Afrique. Avec un système de suivi bien conçu, les problèmes de qualité de l'eau pourraient être repérés à un stade précoce et des mesures d'atténuation pourraient être prises avant qu'une grave détérioration n'ait lieu.

Les tensions sur les ressources en eau en Afrique du Nord et en Asie de l'Ouest atteignent déjà des niveaux dangereux

Le stress hydrique survient lorsque le rapport entre l'eau douce prélevée et les ressources d'eau douce renouvelables totales dépasse le seuil de 25 %. Un stress hydrique élevé peut avoir des conséquences dévastatrices pour l'environnement. Il peut également freiner ou même faire reculer le développement économique et social, augmentant la concurrence et les conflits potentiels entre les utilisateurs. À l'échelle mondiale, le stress hydrique a atteint un niveau de 18,6 % en 2019. Bien que demeurant à un niveau sûr (inférieur à 25 %), cette moyenne masque d'importantes variations régionales. L'Afrique du Nord et l'Asie de l'Ouest ont connu un niveau de stress hydrique critique cette année-là, avec 84,1 %, soit une hausse de 13 % depuis 2015. Plus de 733 millions de personnes — soit 10 % de la population mondiale — vivent dans des pays où le niveau de stress hydrique est élevé et critique (plus de 75 %).

La promotion et l'amélioration de l'efficacité de l'utilisation de l'eau soulagent le stress hydrique. L'efficacité de l'utilisation de l'eau s'est améliorée de 12 % de 2015 à 2019, passant de 17,4 dollars à 19,4 dollars par mètre cube. Mais en agriculture, le plus grand secteur d'utilisation de l'eau, elle n'était que de 0,63 dollar par mètre cube en 2019. L'augmentation de la productivité de l'eau agricole est essentielle pour améliorer l'efficacité de l'utilisation de l'eau, en particulier dans les pays arides qui dépendent de l'agriculture.

Niveau de stress hydrique : prélèvement d'eau douce en proportion du total des ressources renouvelables en eau douce, 2019 (en pourcentage)



La plupart des pays manquent encore d'accords de coopération sur les ressources en eau partagées, qui sont une source potentielle de conflit

Les cours d'eau, les lacs et les aquifères transfrontaliers sont répartis entre 153 pays à travers le monde. Pour une gestion équitable, durable et pacifique de ces eaux, en particulier dans le contexte des changements climatiques, les pays doivent mettre en place des accords opérationnels de coopération dans le domaine de l'eau. Selon les données recueillies auprès de 129 pays, 32 pays ont déclaré que 90 % ou plus de leurs eaux transfrontalières étaient couvertes par des accords opérationnels en 2020, soit une hausse par rapport à 22 pays en 2017.

En Europe et en Amérique du Nord, 24 pays sur 42 ont un tel niveau de couverture, contre 5 pays sur 42 en Afrique subsaharienne et 3 au total dans le reste du monde. Pour accélérer les progrès, il faudra que les pays combler les lacunes en matière de données (en particulier sur les aquifères transfrontaliers), intensifient le renforcement des capacités et le financement, tirent parti des conventions mondiales sur l'eau et des projets d'articles sur le droit des aquifères transfrontaliers, et mobilisent la volonté politique.



Énergie propre et d'un coût abordable

Le monde continue de progresser vers les cibles fixées en matière d'énergie durable mais à un rythme insuffisant pour atteindre l'objectif 7 d'ici à 2030. Les améliorations de l'efficacité énergétique, par exemple, devront s'accélérer pour atteindre l'objectif climatique de réduction des émissions de gaz à effet de serre. Des centaines de millions de personnes n'ont toujours pas accès à l'électricité, et la lenteur des progrès vers des solutions de cuisson propres met en danger la santé de 2,4 milliards de personnes. D'énormes disparités dans l'accès à l'énergie moderne durable persistent, écartant toujours plus les plus vulnérables. Dans certains pays, la pandémie de COVID-19 a fragilisé ou fait reculer les progrès déjà réalisés. La hausse des prix des matières premières, de l'énergie et des transports a fait augmenter le coût de production et de transport des modules photovoltaïques solaires, des turbines éoliennes et des biocarburants dans le monde, ajoutant de l'incertitude à une trajectoire de développement déjà bien en-deçà des ambitions de l'objectif 7. La réalisation des objectifs en matière d'énergie et de climat nécessitera un soutien politique continu et



Martha Alicia Benavente, originaire de Tukurú (Guatemala), a reçu une formation de six mois pour devenir ingénieure en énergie solaire, filière traditionnellement masculine. Elle est impatiente de commencer à construire des lampes solaires pour sa communauté.

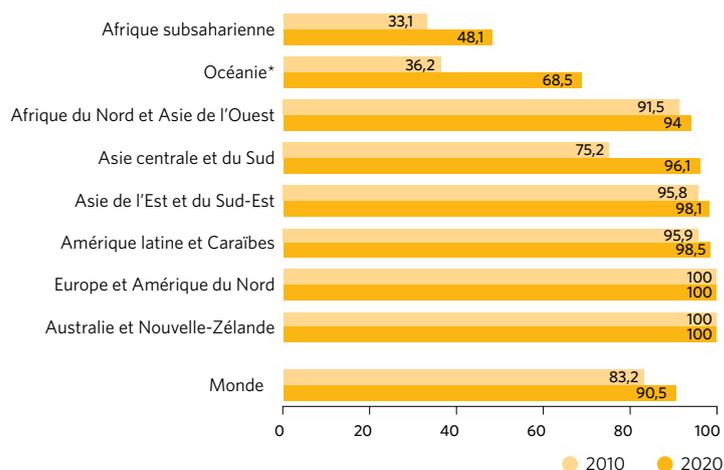
une mobilisation massive de capitaux publics et privés pour des énergies propres et renouvelables, en particulier dans les pays en développement.

Les progrès en matière d'électrification ont ralenti, le défi étant de parvenir jusqu'aux personnes les plus difficiles à atteindre

Le taux d'accès mondial à l'électricité est passé de 83 % en 2010 à 91 % en 2020. Au cours de cette période, le nombre de personnes vivant sans électricité est passé de 1,2 milliard à 733 millions. Toutefois, le rythme des progrès a ralenti ces dernières années en raison de la COVID-19 et de la complexité croissante à parvenir jusqu'aux personnes les plus difficiles à atteindre. En 2018-2020, le taux d'accès à l'électricité a augmenté en moyenne de 0,5 point de pourcentage par année, contre 0,8 point de pourcentage en 2010-2018.

En 2020, plus des trois quarts (77 %) des personnes vivant sans électricité dans le monde se trouvaient en Afrique subsaharienne, principalement dans les zones rurales. En raison des pressions économiques imposées par la pandémie, jusqu'à 90 millions de personnes connectées à l'électricité en Afrique et dans les pays en développement d'Asie ne pouvaient se permettre de services groupés élargis cette année-là. Si les tendances actuelles se poursuivent, seulement 92 % de la population mondiale aura accès à l'électricité en 2030, laissant 670 millions de personnes sans service. Un effort majeur est nécessaire pour atteindre les personnes vivant dans les pays les moins avancés et dans les pays fragiles et touchés par les conflits.

Proportion de la population ayant accès à l'électricité, 2010 et 2020 (en pourcentage)

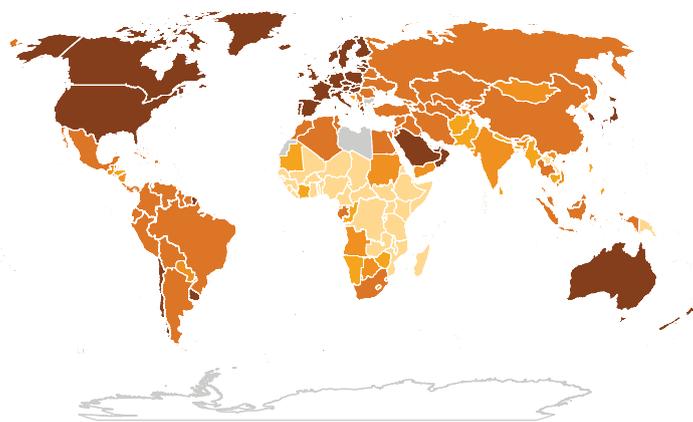


* À l'exclusion de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande.

Il faut redoubler d'efforts dans les pays les moins avancés pour relancer l'accès aux technologies et aux combustibles de cuisson propres

Entre 2010 et 2020, la proportion de personnes ayant accès à des technologies et des combustibles de cuisson propres a augmenté de 12 points de pourcentage, atteignant 69 %, ce qui signifie qu'environ 2,4 milliards de personnes comptaient encore sur des systèmes de cuisson inefficaces et polluants en 2020. Une grande partie des progrès était concentrée dans cinq pays, à savoir le Brésil, la Chine, l'Inde, l'Indonésie et le Pakistan. Hormis ces pays, le taux d'accès mondial est demeuré inchangé au cours de cette période. Alors que plus de la moitié des personnes n'ayant pas d'accès vivent en Asie, 19 des 20 pays comptant la plus faible proportion de la population ayant un accès étaient des pays moins avancés (PMA) en Afrique. Si les tendances actuelles persistent, seulement 76 % de la population mondiale aura accès à des technologies et combustibles de cuisson propres d'ici à 2030. L'adoption de solutions de cuisson propres peut réduire les risques pour la santé liés à la pollution de l'air intérieur, favoriser une relance verte et saine, et contribuer à la croissance économique dans les pays à revenu faible et intermédiaire.

Part de la population ayant accès à des systèmes de cuisson propres, 2020 (en pourcentage)



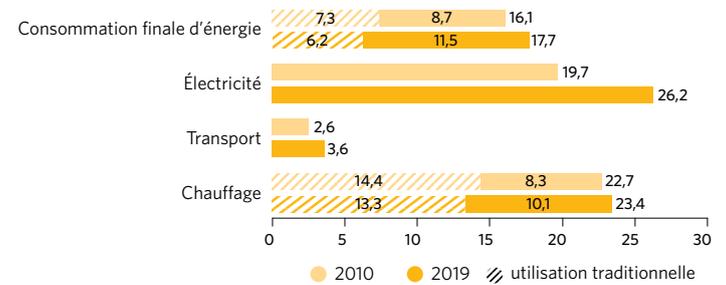
● 100 ● 75 à 99,9 ● 50 à 74,9 ● 25 à 49,9 ● 0 à 24,9 ● Aucune donnée

Pour atteindre les objectifs mondiaux en matière d'énergie et de climat, il faudra un effort majeur de déploiement des énergies renouvelables, avec une mobilisation financière massive

La part des énergies renouvelables dans la consommation finale d'énergie a atteint 17,7 % en 2019, soit 1,6 point de pourcentage de plus qu'en 2010. Toutefois, la consommation totale d'énergie renouvelable a augmenté d'un quart au cours de cette période. Le secteur de l'électricité continue de progresser le plus rapidement : la part des énergies renouvelables y est passée de 19,7 % en 2010 à 26,2 % en 2019. Cela dit, le secteur de l'électricité ne représentait qu'un cinquième de la consommation finale d'énergie au niveau mondial en 2019. Le secteur du chauffage représente la moitié de cette consommation mondiale, mais les progrès y ont été négligeables : la part des énergies renouvelables modernes a totalisé 10,1 % en 2019, soit un gain de moins de 2 points de pourcentage par rapport à 2010. Les énergies renouvelables utilisées dans les transports ont atteint 3,6 % en 2019, contre 2,6 % en 2010. L'utilisation traditionnelle de la biomasse, comme la combustion de bois pour le chauffage, est demeurée stable, représentant toujours plus d'un tiers de l'utilisation totale d'énergies renouvelables en 2019. Pour agir efficacement pour le climat, il faudra renforcer l'appui politique dans

tous les secteurs et mettre en œuvre des outils efficaces permettant de mobiliser davantage de capitaux privés, en particulier pour les pays en développement.

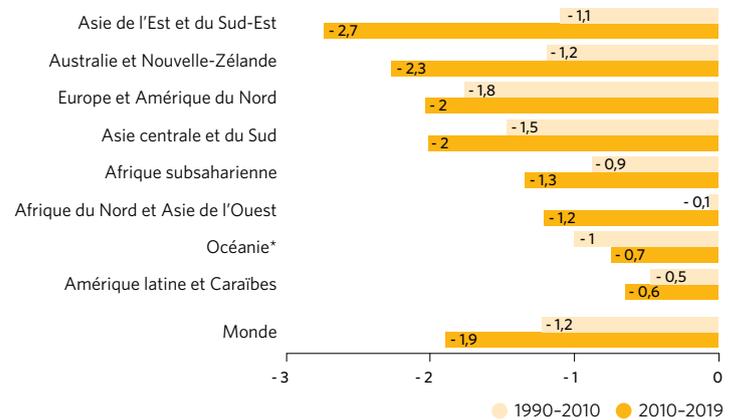
Part des énergies renouvelables dans la consommation finale d'énergie et par utilisation finale, 2010 et 2019 (en pourcentage)



La cible mondiale en matière d'efficacité énergétique reste à notre portée, mais seulement avec des investissements importants et systématiques

L'amélioration de l'efficacité énergétique est essentielle pour atteindre les objectifs climatiques mondiaux. La cible de 2030 prévoit une amélioration annuelle de l'intensité énergétique de 2,6 %, soit le double du taux observé entre 1990 et 2010. L'intensité énergétique primaire mondiale — définie comme le rapport entre l'approvisionnement énergétique total et le PIB — est passée de 5,6 mégajoules par dollar (parité de pouvoir d'achat de 2017) en 2010 à 4,7 en 2019, avec un taux d'amélioration annuel moyen de 1,9 %. Pour atteindre la cible de l'objectif 7 et rattraper le temps perdu, les améliorations de l'intensité énergétique jusqu'en 2030 devront être de 3,2 % en moyenne par an. La cible reste à notre portée, mais seulement avec des investissements importants en faveur d'améliorations systématiques de l'efficacité énergétique. Les progrès régionaux varient en raison des différences de structure économique, d'approvisionnement en énergie et d'électrification. La seule région qui a atteint la cible jusqu'à présent est l'Asie de l'Est et du Sud-Est, avec un taux annuel moyen de 2,7 % en 2010-2019, poussé par une forte croissance économique.

Taux de croissance annuel moyen de l'intensité énergétique primaire, 1990-2010 et 2010-2019 (en pourcentage)



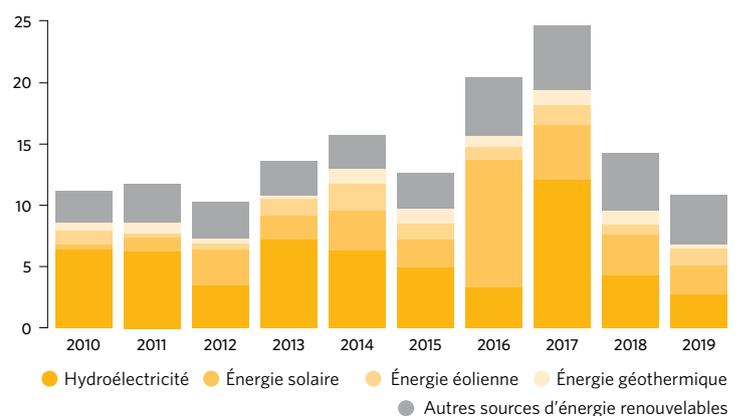
* À l'exclusion de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande.

Le financement international public des énergies renouvelables avait déjà ralenti avant la pandémie, malgré l'urgence croissante due aux changements climatiques

Les flux financiers publics internationaux vers les pays en développement en faveur des énergies propres ont diminué pour la deuxième année consécutive. Ils s'élevaient à 10,9 milliards de dollars en 2019, en baisse de près de 24 % par rapport à l'année précédente. La moyenne mobile sur cinq ans a également diminué pour la première fois depuis 2008, passant de 17,5 milliards de dollars en 2014-2018 à 16,6 milliards de dollars en 2015-2019. Les répercussions de la pandémie de COVID-19 pourraient entraîner une autre baisse en 2020.

Les prêts ont représenté plus de 52 % des engagements en 2019 et les dons près de 17 %, ce qui indique une hausse des instruments sans endettement pour soutenir les pays en développement. Un autre instrument prometteur est représenté par les actions dans les organismes de placement collectif, comme les fonds d'investissement, qui ont atteint 191 millions de dollars en 2019, en hausse de 91 % par rapport à 2018. Les PMA ont reçu 25,2 % des engagements en 2019 comparativement à 21 % en 2018, mais le montant est passé de 3 milliards de dollars à 2,7 milliards de dollars.

Flux financiers internationaux vers les pays en développement en faveur des énergies propres et renouvelables, par type de technologie, 2000-2019 (en milliards de dollars des États-Unis aux prix et taux de change de 2019)





Travail décent et croissance économique

La pandémie de COVID-19 a précipité la pire crise économique depuis des décennies et fait reculer les progrès en faveur d'un travail décent pour tous. Bien que l'économie mondiale ait commencé à rebondir en 2021, entraînant une certaine amélioration du chômage, la reprise demeure difficile et fragile. Les rythmes de reprise varient aussi considérablement selon les régions, les pays, les secteurs et les groupes du marché du travail. Les économies développées connaissent une reprise plus robuste, tandis que les pays les moins avancés (PMA) sont encore en proie à une faible croissance économique et aux répercussions sur le marché du travail de la fermeture des lieux de travail. De nombreuses petites entreprises, en particulier dans les pays à faible revenu ou à revenu intermédiaire (tranche inférieure), sont particulièrement désavantagées et n'ont qu'une capacité limitée pour rester viables. Les groupes du marché du travail les plus touchés par la crise — les femmes, les jeunes et les personnes handicapées — sont les derniers à se rétablir. À la fin de 2021, la reprise économique mondiale avait été entravée par de nouvelles vagues d'infections à la COVID-19, des pressions inflationnistes croissantes, des pertur-



Pendant la pandémie de COVID-19, Lala a continué de vendre des fruits sur le marché d'Antananarivo (Madagascar), mais avec un masque protecteur.

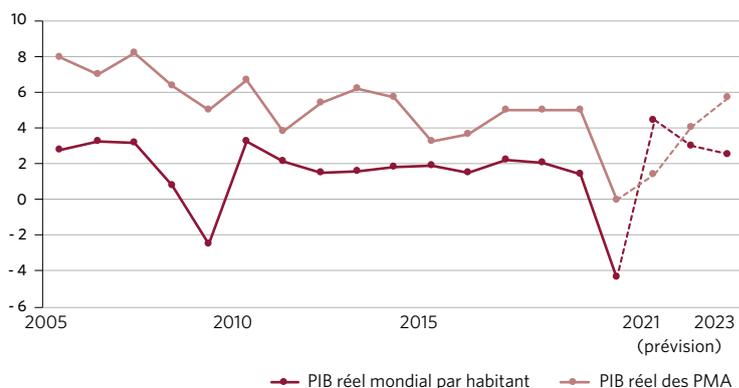
bations majeures des chaînes d'approvisionnement, des incertitudes en matière de politiques, et des difficultés persistantes sur le marché du travail. Le conflit en Ukraine devrait freiner sérieusement la croissance économique mondiale en 2022.

Divers chocs, dont la guerre en Ukraine, continuent de freiner une reprise économique robuste

L'économie mondiale s'améliore lentement, bien que la reprise demeure fragile et inégale. À l'échelle mondiale, le produit intérieur brut (PIB) réel par habitant a augmenté de 1,4 % en 2019, avant de chuter brusquement de 4,4 % en 2020, pour rebondir en 2021 à un taux de croissance estimé à 4,4 %. Avant la crise en Ukraine, le PIB réel mondial par habitant devait augmenter de 3 % en 2022 et de 2,5 % en 2023. La guerre dans le pays va vraisemblablement réduire la croissance à 2,1 % en 2022.

Pour les PMA, le PIB réel a augmenté de 5 % en 2019 et affiché une croissance nulle en 2020 en raison des perturbations liées à la pandémie. On estime que le PIB réel des PMA a augmenté de 1,4 % en 2021. Il devrait augmenter de 4 % en 2022 et de 5,7 % en 2023, ce qui est encore bien inférieur à la cible de 7 % prévue dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030.

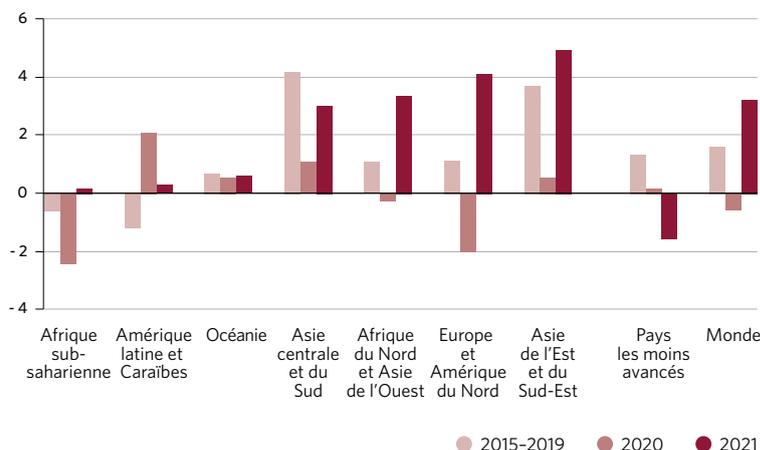
Taux de croissance annuel du PIB réel mondial par habitant et taux de croissance annuel du PIB réel des PMA, 2005-2023 (en pourcentage)



La pandémie a entraîné des changements volatils dans la productivité du travail, touchant davantage les petites entreprises et les pays les plus pauvres

Les répercussions de la COVID-19 ont entraîné des changements sans précédent et volatils dans la productivité du travail à l'échelle mondiale. En 2020, la production et l'emploi ont accusé de fortes baisses, et la production mondiale par travailleur a diminué de 0,6 %, soit la première baisse depuis 2009. Toutefois, comme les heures de travail ont chuté de 8,9 %, la productivité mesurée par heure a bondi de 4,9 %. Les entreprises et les secteurs à faible productivité et les travailleurs à faible revenu ont été touchés de façon disproportionnée par la pandémie, tandis que les entreprises à productivité élevée et les personnes à revenu élevé ont subi bien moins de dommages. De nombreuses petites entreprises sont désavantagées et ont une capacité limitée pour rester viables sur une longue période. En 2021, la production mondiale par travailleur a fortement rebondi, augmentant de 3,2 %, mais la productivité dans les PMA a diminué de 1,6 %. Le travailleur moyen d'un pays à revenu élevé a produit 13,6 fois plus que celui d'un pays à faible revenu en 2021.

Croissance de la production par travailleur, 2015-2021 (en pourcentage)

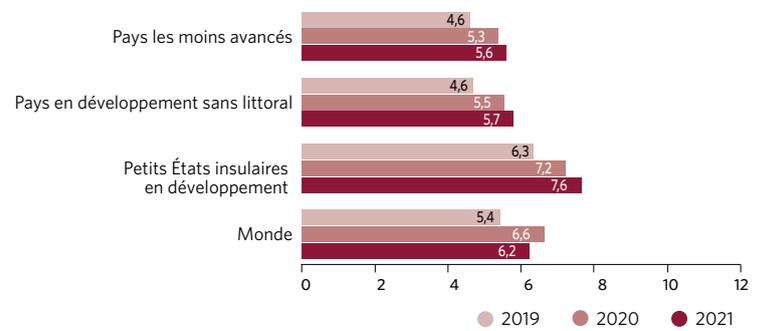


La reprise du marché du travail demeure fragile

Le taux de chômage mondial devrait demeurer au-dessus du niveau de 5,4% enregistré en 2019, au moins jusqu'en 2023. En 2021, le chômage a légèrement reculé à 6,2%, ce qui représente toujours 28 millions de chômeurs de plus qu'en 2019. De plus, le niveau de chômage sous-estime les répercussions de la crise de la COVID-19 sur le plein emploi, puisque bon nombre des personnes qui ont quitté le marché du travail ne sont pas revenues. Il ne montre pas non plus la réduction du temps de travail pour les personnes qui ont conservé leur emploi. En 2021, 4,3% des heures de travail mondiales ont été perdues par rapport au quatrième trimestre de 2019, ce qui équivaut à un déficit de 125 millions d'emplois à temps plein (sur la base d'une semaine de travail de 48 heures). La reprise du marché du travail a été inadéquate et inégale. En 2021, le taux de chômage a connu la plus grande amélioration dans les pays à revenu élevé, mais s'est aggravé dans les PMA, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement. Les groupes touchés de façon disproportionnée depuis le début

de la pandémie — les femmes, les jeunes et les personnes handicapées — sont ceux qui ont le plus de difficultés à se rétablir.

Taux de chômage, 2019-2021 (en pourcentage)



Pour de nombreux travailleurs déplacés au début de la pandémie, l'emploi informel était impossible

En 2019, 2 milliards de personnes dans le monde (60% de l'emploi mondial) travaillaient dans le secteur informel. Bien que ces emplois se caractérisent par leur précarité et l'absence de protection sociale, ils sont traditionnellement une source de revenus pour les travailleurs déplacés du secteur formel. Cela n'a pas été le cas durant les premiers mois de la pandémie en raison des mesures de confinement liées à la COVID-19 et des restrictions de mobilité. Plutôt que de se retrouver au chômage ou de passer à des emplois informels, comme lors des crises précédentes, les travailleurs licenciés et les travailleurs indépendants ont quitté le marché du travail. Les nouvelles données de 29 pays montrent que l'emploi informel a été affecté de manière disproportionnée par les pertes d'emplois dans la plupart de ces pays en 2020. En Amérique latine et dans les Caraïbes, les travailleurs du secteur informel risquaient deux fois plus de perdre leur emploi que ceux du secteur formel. Avec la reprise progressive de l'activité économique, l'emploi informel, en particulier le travail indépendant, a fortement rebondi dans certaines régions, et de nombreux travailleurs du secteur informel sont redevenus actifs. Par exemple, les emplois informels représentaient plus de 70% de la création nette d'emplois dans de nombreux pays d'Amérique latine depuis le milieu de 2020.

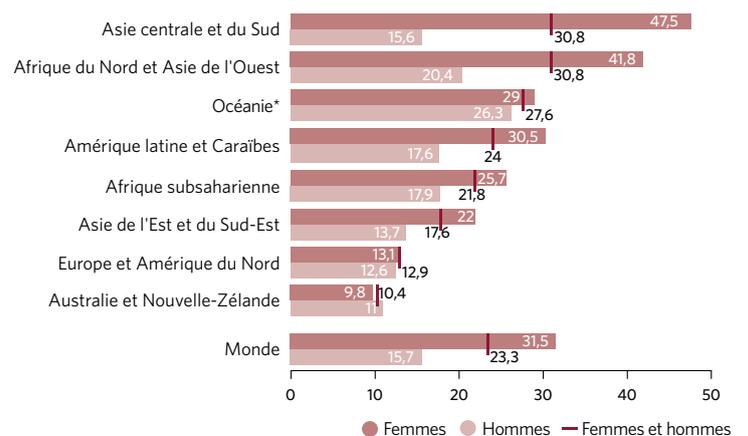
La hausse de la pauvreté et les perturbations liées à la pandémie forcent des millions d'enfants à travailler

Au début de 2020, 160 millions d'enfants (63 millions de filles et 97 millions de garçons) travaillaient dans le monde. Cela représente une augmentation de 8,4 millions d'enfants depuis 2016, ce qui signifie que près d'un enfant sur dix travaille dans le monde. Près de la moitié d'entre eux effectuent des travaux dangereux qui mettent leur santé, leur sécurité ou leur moralité directement en danger. De plus, avec les chocs économiques et fermetures d'écoles dus à la COVID-19, les enfants qui travaillent déjà le font parfois pendant de plus longues heures ou dans de plus mauvaises conditions. Beaucoup d'autres enfants pourraient être astreints aux pires formes de travail en raison des pertes d'emploi et de revenu subies dans les familles vulnérables. Selon les dernières données, à l'échelle mondiale, 9 millions d'enfants de plus pourraient être forcés à travailler d'ici à la fin de 2022, par rapport à 2020, en raison de la pauvreté croissante causée par la pandémie.

La formation, l'éducation et l'emploi des jeunes ont subi des perturbations massives, les femmes faisant face aux plus grandes difficultés

En raison de la pandémie, la proportion de jeunes du monde qui n'étaient ni étudiants, ni employés, ni stagiaires est passée de 21,8% pour la période 2015-2019 à 23,3% en 2020, soit une augmentation de près de 20 millions de femmes et d'hommes âgés de 15 à 24 ans. Même si les jeunes ne représentaient que 13% de l'emploi total avant la crise, ils constituaient 34,2% de la baisse de l'emploi en 2020. Dans le même temps, l'enseignement technique et professionnel et la formation en cours d'emploi ont subi des perturbations massives, poussant de nombreux jeunes à abandonner leurs études. À l'échelle mondiale, les jeunes femmes risquent beaucoup plus que les jeunes hommes de se retrouver au chômage et sans éducation ou programme de formation sur lequel s'appuyer. En 2020, le taux de jeunes femmes dans cette situation était de 31,5%, contre 15,7% pour les jeunes hommes. L'élaboration et la mise en œuvre de stratégies nationales d'emploi des jeunes se développent dans la plupart des régions. Plus de la moitié des 81 pays ayant soumis un rapport en 2021 ont exécuté de telles stratégies, tandis qu'un peu moins d'un tiers en ont élaboré une mais n'ont pas fourni de données probantes sur sa mise en œuvre.

Proportion de jeunes qui ne sont ni étudiants, ni employés, ni stagiaires, selon le sexe, 2020 (en pourcentage)



* À l'exclusion de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande.



Industrie, innovation et infrastructure

La pandémie de COVID-19 a démontré l'importance de l'industrialisation, de l'innovation technologique et de la résilience des infrastructures pour rebâtir en mieux et atteindre les ODD. Les économies ayant un secteur industriel diversifié et une infrastructure solide (par ex., transport, connectivité Internet et services publics) ont subi moins de dommages et connaissent une reprise plus rapide. En 2021, le secteur manufacturier mondial a rebondi après la pandémie, même si la reprise demeure incomplète et inégale. Dans les pays les moins avancés (PMA), la reprise a été lente et reste incertaine; près d'un emploi manufacturier sur trois a été affecté négativement par la crise. Ce sont les femmes, les jeunes et les travailleurs peu ou moyennement qualifiés qui ont subi le plus de pertes. Dans l'ensemble, les industries de haute technologie ont obtenu de meilleurs résultats et ont récupéré plus rapidement, ce qui illustre bien l'importance de l'innovation technologique pour atteindre l'objectif 9.



Ce travailleur d'une usine de Bulawayo (Zimbabwe) fournit des lits à l'hôpital Ekusileni, servant de centre d'isolement pour les patients atteints de la COVID-19.

Le secteur manufacturier des pays plus développés a rebondi, laissant de côté les pays les moins avancés

Après avoir chuté de 1,3 % en 2020, la production manufacturière mondiale a augmenté de 7,2 % en 2021, dépassant son niveau d'avant la pandémie. Toutefois, la reprise reste inégale entre les pays. Les pays à revenu élevé ont bénéficié d'un soutien politique massif aux entreprises et aux ménages et du déploiement rapide de vaccins efficaces. En revanche, la reprise dans les PMA a été lente, en raison de la demande mondiale modérée et volatile, des perturbations du commerce mondial et de politiques économiques nationales plus strictes.

La part mondiale de la valeur ajoutée manufacturière (VAM) dans le PIB total est passée de 16,2 % en 2015 à 16,9 % en 2021. La part de l'Asie de l'Est et du Sud-Est est passée de 25,5 % à 26,1 % pendant la même période, en raison de la forte demande mondiale de produits manufacturés et des exportations dans la région. Toutefois, la part des PMA n'était que de 12,5 % en 2021. Les mêmes disparités se retrouvent dans la VAM par habitant. Alors que l'Europe et l'Amérique du Nord ont atteint le sommet historique de 5 000 dollars en 2021, la VAM par habitant dans les PMA est tombée à 135 dollars, ce qui est comparable à 2018.

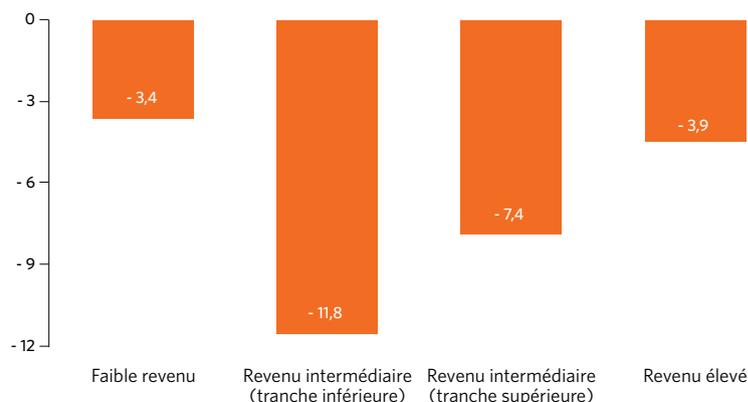
Croissance du secteur manufacturier, 2006-2021 (en pourcentage)



Les emplois dans le secteur manufacturier n'ont pas retrouvé le niveau perdu pendant la pandémie

En raison des mesures de confinement prolongées et des interdictions de voyage, près d'un emploi sur trois dans les chaînes d'approvisionnement du secteur manufacturier dans le monde pourrait avoir disparu, enregistré une réduction des heures de travail ou de la rémunération, ou connu d'autres compressions. À l'échelle mondiale, la part des emplois manufacturiers dans l'emploi total a baissé, passant de 13,7 % en 2019 à 13,1 % en 2020. L'impact a été particulièrement prononcé dans les pays à revenu intermédiaire, qui ont longtemps utilisé la participation aux chaînes de production comme une source d'emploi et de croissance. Le recul de l'emploi manufacturier dans les pays à revenu intermédiaire a atteint 8,9 % en 2020, contre 3,4 % dans les pays à faible revenu et 3,9 % dans les pays à revenu élevé. Certains des pires effets ont été ressentis dans les chaînes d'approvisionnement de l'habillement, qui emploient une grande proportion de femmes. Malgré un rebond en 2021, le caractère fragile et inégal de la reprise indique que l'emploi dans le secteur manufacturier mondial n'a pas retrouvé les niveaux observés avant la pandémie. Les mesures de relance budgétaire et la couverture vaccinale ont été des facteurs cruciaux pour déterminer la vigueur de la reprise du marché du travail en 2021.

Croissance de l'emploi dans le secteur manufacturier, 2019-2020, par groupes de pays classés selon le revenu (en pourcentage)



Le secteur du transport aérien de passagers peine encore à se remettre de pertes catastrophiques

Le nombre de passagers aériens voyageant à l'étranger a atteint 1,8 milliard en 2020, soit une baisse de 60 % par rapport à l'année précédente. La capacité aérienne a diminué de moitié, ramenant le trafic aérien à des niveaux non observés depuis 2003. Les pertes financières pour le secteur du transport aérien ont totalisé 370 milliards de dollars en 2020, et les aéroports et les fournisseurs de services de navigation aérienne ont perdu respectivement 115 milliards de dollars et 13 milliards de dollars. Le trafic mondial de passagers aériens a légèrement repris en 2021 avec 2,3 milliards de passagers, contre 4,5 milliards en 2019, entraînant des pertes financières de 324 milliards de dollars. En 2021, le trafic aérien intérieur a représenté 68 % des niveaux de 2019, tandis que le trafic international est demeuré faible (28 %) principalement en raison des apparitions sporadiques de variants de la COVID-19 et des restrictions de voyage.

Contrairement au trafic de passagers, le trafic de fret aérien dépassait début 2021 les niveaux d'avant la pandémie et il maintient une croissance robuste. Cette remontée s'explique par la reprise de l'activité économique et l'essor du commerce électronique pendant la pandémie.

Les industries de haute technologie se montrent beaucoup plus résilientes en temps de crise que les industries de faible technologie

Les industries manufacturières de haute technologie ont mieux résisté que les industries de basse technologie pendant la pandémie et ont donc récupéré plus rapidement. La plupart des industries de moyenne et haute technologie — informatique, électronique et produits pharmaceutiques, par ex. — ont déjà retrouvé les niveaux de production d'avant la pandémie, à l'exception de la fabrication de véhicules automobiles et autres équipements de transport. La production de véhicules automobiles est confrontée à des difficultés plus importantes dans le monde entier en raison des perturbations de la chaîne d'approvisionnement des ressources et biens intermédiaires. En comparaison, les industries de faible technologie, comme le textile et l'habillement, ou le coke et les produits pétroliers raffinés, restent à des niveaux inférieurs à ceux observés avant la pandémie. La fabrication de biens de consommation de base, comme les produits alimentaires, a connu une trajectoire de croissance stable depuis la pandémie, avec des pertes limitées.

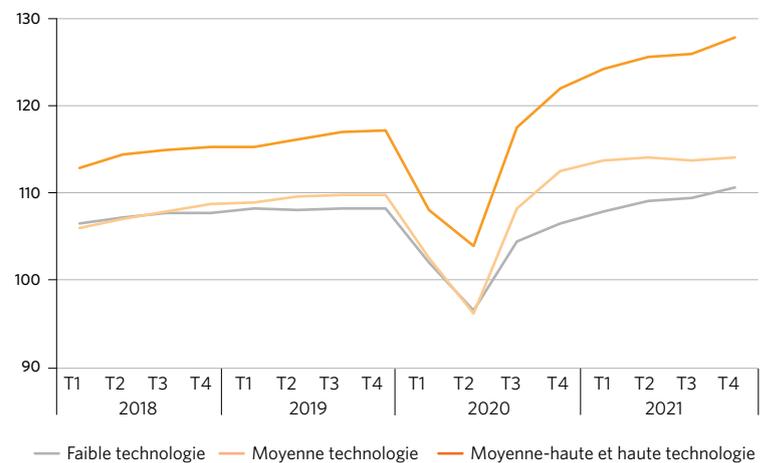
Selon les données de 2019, la part de l'industrie manufacturière de moyenne et haute technologie dans l'ensemble de l'industrie manufacturière en Europe et en Amérique du Nord était de 47,7 %, contre 21,4 % en Afrique subsaharienne et 10,5 % dans les PMA.

L'absence de crédit ou autre forme de soutien a porté un coup fatal à nombre de petites industries

Les petites entreprises ont été durement touchées par la pandémie, et beaucoup ont sombré. En raison de leur taille, de leurs ressources financières limitées et de leur plus grande dépendance aux chaînes d'approvisionnement, elles sont plus vulnérables aux ralentissements économiques que les plus grandes entreprises. Les répercussions ont été encore plus graves pour les petites entreprises informelles, en partie car elles n'ont pas pu accéder aux lignes de crédit officielles ni au soutien gouvernemental lié à la COVID-19.

Le soutien gouvernemental joue un rôle clé pour aider les petites entreprises à survivre et prospérer pendant et après une crise. Toutefois, seule une petite industrie sur trois environ bénéficie d'un prêt ou d'une ligne de crédit, selon quelques données d'enquêtes recueillies en 2020-2021. De telles mesures de relance sont rarement disponibles dans les pays à faible revenu. Seulement 15,7 % des petites industries en Afrique ont bénéficié de telles formes de crédit, contre 44,2 % en Amérique latine et dans les Caraïbes.

Production manufacturière, du premier trimestre 2018 au dernier trimestre 2021 (Indice 2015 = 100)



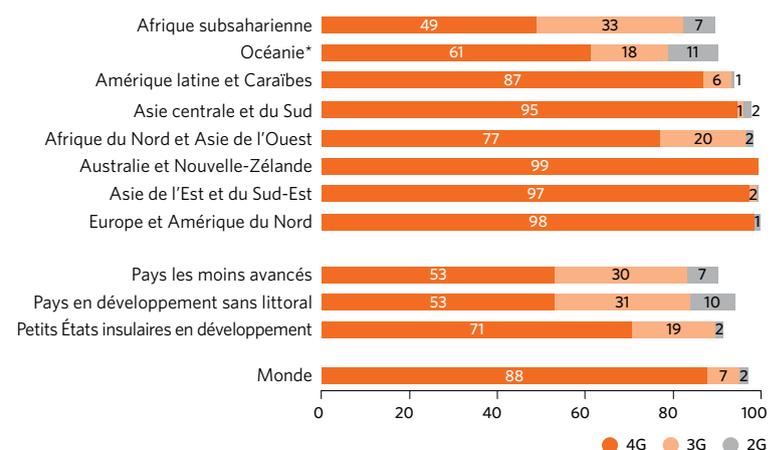
La majorité de la population mondiale est couverte par un signal de haut débit mobile, mais des zones blanches subsistent

Dans la plupart des pays en développement, le haut débit mobile [troisième génération (3G) ou génération supérieure] est le principal et, dans bien des cas, le seul moyen de se connecter à Internet. Mais outre la connectivité, les utilisateurs potentiels doivent avoir un appareil connecté et les compétences pour l'utiliser. Le coût relativement élevé de ces appareils, ainsi que le manque de connaissances et de compétences numériques, demeurent des obstacles importants à l'adoption et à l'utilisation de l'Internet mobile.

Entre 2015 et 2021, la couverture du réseau 4G a doublé, atteignant 88 % de la population mondiale. Bien que les estimations de 2021 montrent que 95 % de la population mondiale est couverte par un réseau mobile de haut débit, l'écart reste important pour les PMA et les pays en développement sans littoral, où 17 % de la population n'est pas couverte. Cela signifie que la cible 9.c des ODD — faire en sorte que tous les habitants des pays les moins avancés aient accès à Internet à un coût abordable d'ici à 2020 — n'a pas été atteinte.

Alors que presque toutes les zones urbaines du monde sont couvertes par un réseau mobile de haut débit, des lacunes persistent dans les zones rurales. Dans les PMA, 14 % de la population rurale n'a aucune couverture de réseau mobile, tandis que 12 % n'a qu'une couverture 2G.

Population couverte par un réseau mobile, 2021 (estimation), (en pourcentage)



*À l'exclusion de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande.

Note : Les valeurs pour les réseaux 2G et 3G montrent le pourcentage supplémentaire de la population qui n'est pas couverte par une technologie plus avancée.

Inégalités réduites

Avant la crise de la COVID-19, un certain nombre d'indicateurs donnaient des signes encourageants de réduction de l'inégalité des revenus. Dans de nombreux pays, par exemple, les revenus des personnes les plus pauvres augmentaient plus rapidement que la moyenne nationale, même si les inégalités dans d'autres régions persistaient. Aujourd'hui, les effets de la pandémie semblent inverser toute tendance positive, et les personnes à revenu relativement faible risquent de s'enliser. La pandémie a également accentué la discrimination structurelle et systémique. Les marchés émergents et économies en développement connaissent une lente reprise, creusant les disparités de revenus entre les pays. En 2021, le nombre de réfugiés dans le monde a atteint le nombre absolu le plus élevé jamais relevé; c'est hélas aussi pendant cette année qu'un nombre record de décès de migrants a été enregistré. Par ailleurs, la guerre en Ukraine fait rage, forçant encore plus de personnes à quitter leur foyer et entraînant l'une des plus grandes crises de réfugiés de l'histoire récente.



La sécheresse en Somalie gagne du terrain et s'aggrave depuis la fin de 2020. Quelque 667 000 personnes ont déjà été déplacées par la sécheresse, dont Maryam, autrefois exploitante agro-pastorale.

La guerre en Ukraine accroît le nombre déjà record de réfugiés dans le monde

À la mi-2021, le nombre de personnes forcées de fuir leur pays en raison de la guerre, d'un conflit, de persécutions, de violations des droits de la personne ou d'événements troublant gravement l'ordre public était passé à 24,5 millions, soit le nombre absolu le plus élevé jamais enregistré. Sur 100 000 personnes dans le monde, 311 sont des réfugiés hors de leur pays d'origine, soit une hausse de 44 % par rapport à 2015, où ce chiffre s'établissait à 216. En termes absolus, les pays d'Afrique du Nord et d'Asie de l'Ouest étaient les principaux pays d'origine des réfugiés (8,4 millions), suivis des pays d'Afrique subsaharienne (6,7 millions) et d'Amérique latine et des Caraïbes (4,5 millions).

La guerre en cours en Ukraine a provoqué la pire crise de réfugiés de l'histoire récente. Au 23 mai 2022, le déplacement de plus de 6 millions de personnes, en majorité des femmes et des enfants, depuis l'Ukraine vers d'autres pays a été enregistré. En outre, au moins 8 millions de personnes ont été déplacées à l'intérieur du pays pour échapper au conflit.

De nombreux migrants ont perdu la vie l'an dernier sur des routes migratoires parfois dangereuses

L'an dernier, 5 895 personnes ont perdu la vie en fuyant leur pays par diverses routes, parfois dangereuses, soit plus qu'avant la pandémie. Ce chiffre fait également de 2021 l'année la plus meurtrière jamais enregistrée pour les migrants depuis 2017, selon le Projet Migrants Disparus de l'Organisation internationale pour les migrations. L'impact généralisé de la pandémie a forcé de nombreuses personnes cherchant à se mettre en sécurité, retrouver leur famille, avoir un travail décent et vivre une vie meilleure à prendre des routes migratoires risquées.

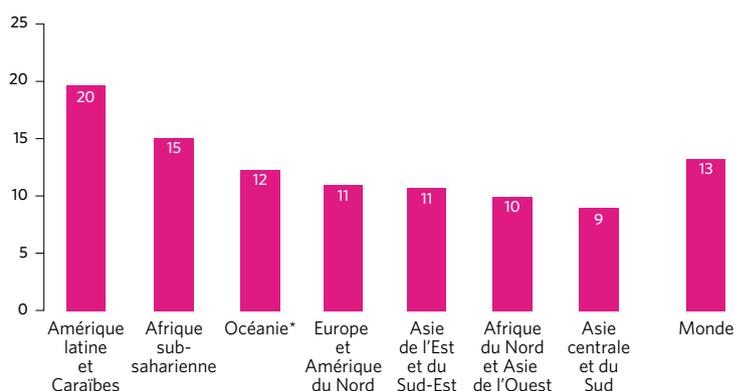
Au moins 3 411 personnes sont mortes sur les routes maritimes et terrestres vers et à travers l'Europe en 2021, soit la majorité des décès liés à la migration enregistrés dans le monde. Sur la route maritime de l'Atlantique vers les îles Canaries espagnoles, près de 1 180 décès ont été enregistrés, soit le chiffre le plus élevé sur cette route depuis le début de la collecte de données en 2014. Cette année a également été la plus meurtrière jamais enregistrée pour les migrants le long de la frontière entre les États-Unis et le Mexique, où au moins 717 personnes sont décédées, soit 51 % de plus qu'en 2020.

La COVID-19 a fait augmenter la pauvreté relative dans de nombreux pays, mais d'autres pays ont résisté à la tendance

La proportion de la population vivant avec moins de la moitié du revenu national médian est une mesure importante de l'exclusion sociale, de la pauvreté relative et de l'inégalité de la répartition des revenus à l'intérieur d'un pays. Si cette proportion augmente, cela signifie que les personnes les plus pauvres prennent du retard en termes relatifs. Avant la COVID-19, 13 % des individus en moyenne vivaient avec moins de la moitié du revenu médian national. Toutefois, cette part moyenne masque de fortes variations, allant de moins de 5 % au Kazakhstan et au Kirghizistan à environ 25 % au Brésil et en Afrique du Sud.

Actuellement, seuls 18 pays, pour la plupart en Amérique latine et dans les Caraïbes, disposent de données pour 2020. Les deux tiers d'entre eux ont vu les taux de revenu relativement faible augmenter en 2020, ce qui donne à penser que les effets de la pandémie ont intensifié l'exclusion sociale. Toutefois, certains ont connu de fortes baisses. Le Brésil, par exemple, a fait passer de 24,1 % à 18,3 % la proportion de personnes vivant avec moins de la moitié du revenu médian grâce à d'importants transferts sociaux destinés aux personnes les plus pauvres de la société.

Proportion de la population vivant en dessous de 50 % du revenu national médian, 2019 (en pourcentage)



* À l'exclusion de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande.

Note : Moyenne non pondérée dans les pays pour lesquels des données sont disponibles dans chaque région. Les différences de niveaux doivent être interprétées avec prudence, car elles combinent des enquêtes sur le revenu et sur la consommation utilisées dans différents pays. Lorsque les données au niveau des pays ne sont pas disponibles pour 2019, la dernière valeur disponible est utilisée.

La pandémie a entraîné une hausse de l'inégalité des revenus, mettant en péril deux décennies de progrès constants

La pandémie actuelle de COVID-19 exacerbe l'inégalité des revenus à l'échelle mondiale, ce qui compromet les progrès constants réalisés ces deux dernières décennies. Les projections indiquent que les inégalités entre les pays ont augmenté de 1,2 % entre 2017 et 2021, soit la première hausse de ce type en une génération. Avant la pandémie, on prévoyait une baisse des inégalités de 2,6 % pour la même période.

Les prévisions indiquent que l'inégalité des revenus au sein des pays aura également augmenté dans les marchés émergents et pays en développement. Bien que l'ampleur de cette augmentation devrait être relativement faible — environ 1 % en moyenne — elle met un terme à la baisse constante des inégalités de revenus observée dans ces pays depuis le début du millénaire. Pire encore, cette augmentation pourrait s'installer durablement, car les perturbations causées par la pandémie dans l'éducation et les effets négatifs disproportionnés sur les ménages à faible revenu pourraient nuire à la mobilité intergénérationnelle. Dans le même temps, la forte inflation et la hausse de la dette publique pourraient entraver la capacité des pays à soutenir ces groupes vulnérables.

Évolution de l'inégalité des revenus entre les pays, 1988-2021 (variation en pourcentage)



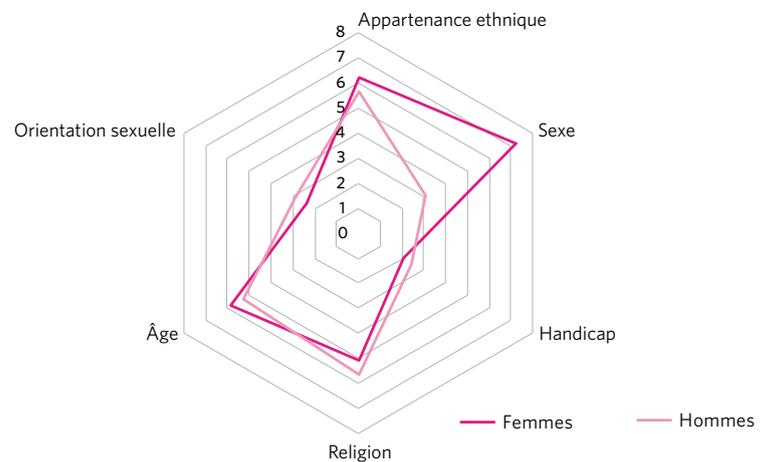
Note : L'inégalité des revenus est mesurée à l'aide de l'écart logarithmique moyen.

La discrimination demeure généralisée, les femmes et les personnes handicapées étant plus à risque

La propagation de la COVID-19 a accentué la discrimination structurelle et systémique et les inégalités omniprésentes, qui nuisent à des millions de personnes et freinent les sociétés. La lutte contre la discrimination au moyen de politiques fondées sur des données probantes permet aux sociétés de devenir des systèmes plus inclusifs, égaux, résilients, justes et durables, ancrés dans les droits humains.

Environ une personne sur cinq a été victime de discrimination pour au moins un des motifs interdits par le droit international des droits de la personne, selon les données recueillies dans 49 pays et territoires entre 2017 et 2021. Dans les pays où des données ventilées sont disponibles, les femmes sont plus de deux fois plus susceptibles que les hommes d'être victimes de discrimination fondée sur le sexe. De plus, les femmes vivant en milieu urbain sont légèrement plus susceptibles de faire l'objet de discrimination que celles vivant en milieu rural. Parmi les personnes handicapées, la discrimination est omniprésente, avec environ un tiers des personnes signalant en avoir subi personnellement.

Proportion de l'ensemble de la population victime de discrimination, par motif, 2017-2021 (en pourcentage)

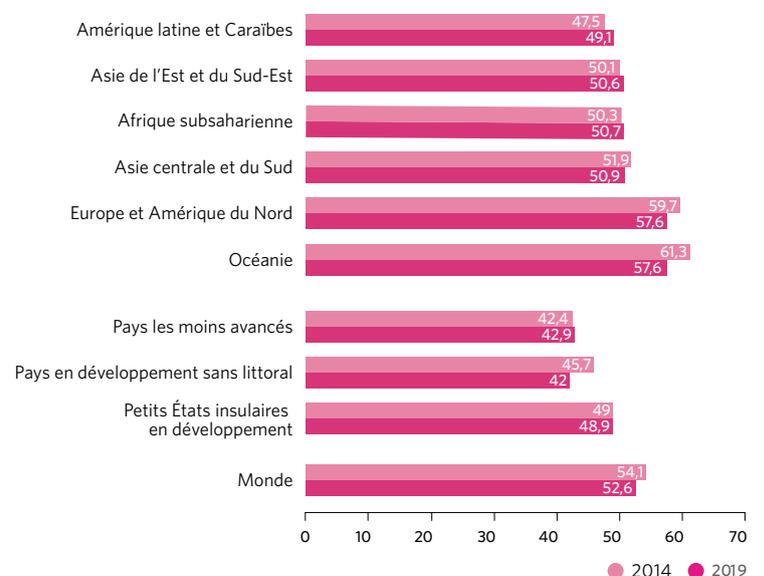


La part des travailleurs dans le revenu national s'érode, aggravant l'inégalité des revenus

Les données sur le revenu du travail sont essentielles pour comprendre les inégalités. La mesure de la contribution du travail au PIB indique si un revenu national plus élevé entraînera une augmentation du niveau de vie matériel des travailleurs. Bien que l'emploi soit la principale source de revenu pour de nombreux travailleurs, le revenu tiré du capital profite de façon disproportionnée aux plus aisés. Par conséquent, une baisse de la part du revenu du travail de 2014 à 2019 — de 54,1 % à 52,6 % — représente une pression à la hausse sur les inégalités. Cette baisse est conforme à d'autres données connexes remontant aux années 1970, qui donnent à penser que les travailleurs perdent leur capacité de gain relatif à long terme.

La région Europe et Amérique du Nord est à l'origine de la baisse de la part du revenu du travail, compte tenu de son poids dans le revenu mondial global. L'Océanie (à l'exclusion de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande) et l'Asie centrale et du Sud ont également connu des baisses importantes. Sur une note plus positive, les données des régions Afrique subsaharienne, Amérique latine et Caraïbes, et Asie de l'Est et du Sud-Est ont affiché des augmentations de la part du revenu du travail, bien que celles-ci soient généralement observées depuis un niveau inférieur.

Revenu du travail en proportion du PIB, 2014 et 2019 (en pourcentage)



Villes et communautés durables

Aujourd'hui, plus de la moitié de la population mondiale vit dans les villes. D'ici à 2050, on estime que 7 personnes sur 10 vivront probablement en milieu urbain. Les villes sont des moteurs de croissance économique et contribuent à plus de 80 % du PIB mondial. En revanche, elles représentent aussi plus de 70 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre. Bien planifié et géré, le développement urbain peut être durable et générer une prospérité inclusive. Cependant, une urbanisation rapide et mal planifiée entraîne de nombreux problèmes, notamment une pénurie de logements abordables, une infrastructure insuffisante (comme dans les transports publics et les services de base), des espaces ouverts limités, des niveaux de pollution atmosphérique dangereux, et l'augmentation des risques liés au climat et aux catastrophes. Les profondes inégalités mises en évidence par la pandémie de COVID-19 et d'autres crises en cascade soulignent encore l'importance du développement urbain durable. Le renforcement de la préparation et de la résilience des villes, notamment grâce à des infrastructures de



Une grande partie des migrants en provenance des villages se retrouvent dans les bidonvilles de Dacca, l'une des mégapoles à la croissance la plus rapide au monde.

grande qualité et à un accès universel aux services de base, est crucial pour la phase de reprise et notre capacité à répondre aux crises futures.

Pour ne laisser personne de côté, il faudra porter davantage attention aux taudis urbains – où vivent 1 milliard de personnes

En 2020, environ un citoyen sur quatre vivait dans un taudis ou une habitation informelle, ce qui représente plus d'un milliard de personnes, dont 85 % se trouvent dans trois régions : l'Asie centrale et du Sud (359 millions), l'Asie de l'Est et du Sud-Est (306 millions), et l'Afrique subsaharienne (230 millions). La région où le pourcentage d'habitants de taudis est le plus élevé est l'Afrique subsaharienne, où plus de la moitié de la population urbaine y vit. L'analyse empirique montre qu'une augmentation de 1 % de la croissance de la population urbaine augmentera l'incidence des taudis de 2,3 % et de 5,3 % en Afrique et

en Asie, respectivement. Les raisons de la formation de taudis dans les régions en développement sont nombreuses : urbanisation rapide ; planification inefficace ; manque d'options de logement abordable pour les ménages à faible revenu ; politiques urbaines, foncières et de logement dysfonctionnelles ; manque de financement du logement ; et pauvreté. Pour atteindre les ODD, le milliard d'habitants de taudis dans le monde doivent recevoir le soutien dont ils ont besoin pour sortir de la pauvreté et vivre à l'abri de l'exclusion et des inégalités. Un logement adéquat et abordable est essentiel pour améliorer leurs conditions de vie.

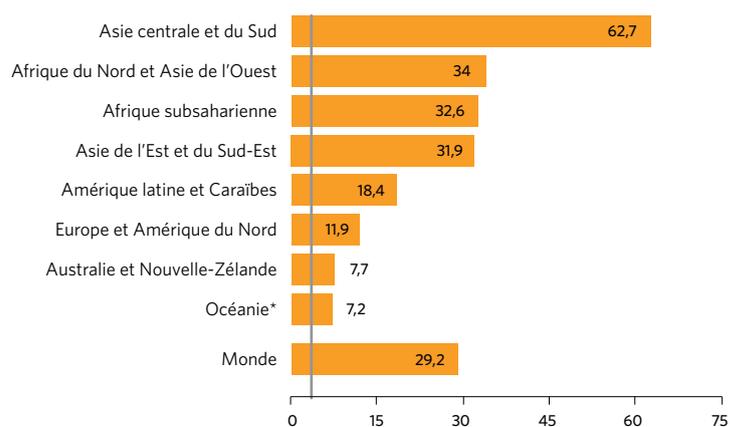
La qualité de l'air est aujourd'hui surveillée dans un nombre record de villes, mais demeure faible au niveau mondial

La pollution atmosphérique constitue une menace importante pour la santé humaine dans le monde. En 2019, la pollution de l'air ambiant due à la circulation, à l'industrie, à la production d'électricité, à la combustion de déchets et à l'utilisation de combustibles par les particuliers a causé 4,2 millions de décès. La mortalité est attribuée à l'exposition à des particules fines de diamètre inférieur ou égal à 2,5 microns ($PM_{2,5}$) et à d'autres polluants, qui augmentent le risque d'accident vasculaire cérébral, de maladie cardiaque, de bronchopneumopathie chronique obstructive, de cancer du poumon et d'infection des voies respiratoires inférieures. Les personnes atteintes de maladies chroniques préexistantes courent un risque plus élevé de développer des complications graves et de mourir de la COVID-19. Les données scientifiques actuelles suggèrent également que la pollution atmosphérique affaiblit le système immunitaire face aux maladies infectieuses.

Les concentrations mondiales de $PM_{2,5}$ ont diminué de façon constante, avec une réduction de 11 % sur une décennie. De plus en plus de pays reconnaissent aujourd'hui la menace que représente la pollution atmosphérique pour la santé humaine et l'importance de mesurer et de communiquer les niveaux de qualité de l'air. Un nombre record de villes (plus de 6 000) dans 117 pays surveillent aujourd'hui la qualité de l'air, soit deux fois plus qu'en 2015. Malgré ces progrès, 99 % de la population urbaine mondiale vit dans des zones qui dépassent les nouvelles lignes directrices OMS relatives à la qualité de l'air, établies en 2021, pour les $PM_{2,5}$ de moins de 5 microgrammes par mètre cube (réduction par rapport à la limite de 10 microgrammes fixée en 2005). Les habitants des pays à revenu faible ou intermédiaire sont touchés de façon

disproportionnée par la pollution atmosphérique extérieure, représentant 91 % des 4,2 millions de décès prématurés. Selon les données pour 2017-2019, qui mesuraient les moyennes annuelles sur trois ans, les villes d'Asie centrale et du Sud ont la pire pollution atmosphérique au monde, avec plus du double de la moyenne mondiale.

Exposition annuelle aux particules fines ($PM_{2,5}$) dans les zones urbaines, moyenne sur trois ans de 2017 à 2019 (en microgrammes par mètre cube)



* À l'exclusion de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande.

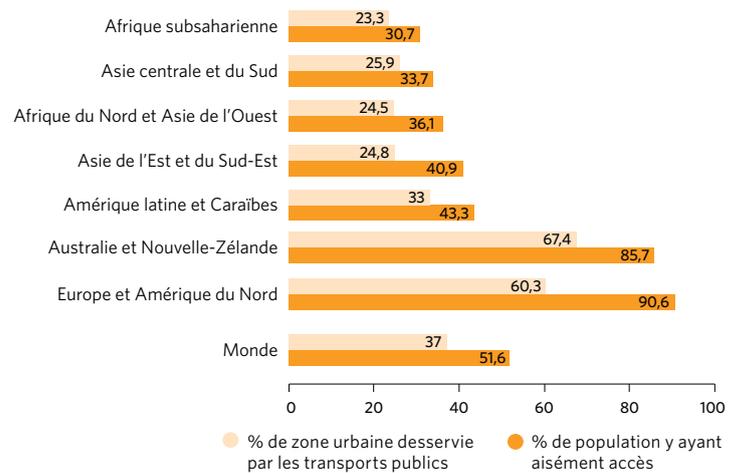
Note : La ligne verticale représente la nouvelle valeur des lignes directrices OMS relatives à la qualité de l'air pour les particules fines ($PM_{2,5}$), de 5 microgrammes ou moins par mètre cube.

Seule la moitié environ des citoyens du monde ont aisément accès aux transports publics

Entre 2015 et 2030, le trafic annuel de passagers à l'échelle mondiale devrait augmenter de 50 %, et le nombre de voitures sur les routes devrait doubler. Des systèmes de transport public bien conçus et efficaces peuvent favoriser la mobilité et permettre aux habitants d'accéder à l'éducation, aux soins de santé, à l'emploi et aux marchés tout en réduisant la congestion et la pollution routières. Ils améliorent l'efficacité, l'inclusivité et la sécurité des zones urbaines, tout en contribuant à lutter contre la pauvreté et les changements climatiques.

Selon les données de 1 510 villes du monde pour 2020, seulement 37 % des zones urbaines sont desservies par les transports publics. En raison des variations de la densité de population dans les villes, cela signifie que 52 % de la population urbaine a aisément accès aux transports publics (c'est-à-dire qu'elle réside à moins de 500 mètres à pied d'un moyen de transport de faible capacité — autobus ou tramway — ou à moins de 1 000 mètres d'un moyen de grande capacité — train ou ferry). Les municipalités ont encore une tâche énorme à accomplir pour améliorer la disponibilité et l'utilisation de systèmes de transport public accessibles, inclusifs, sûrs, fiables et efficaces.

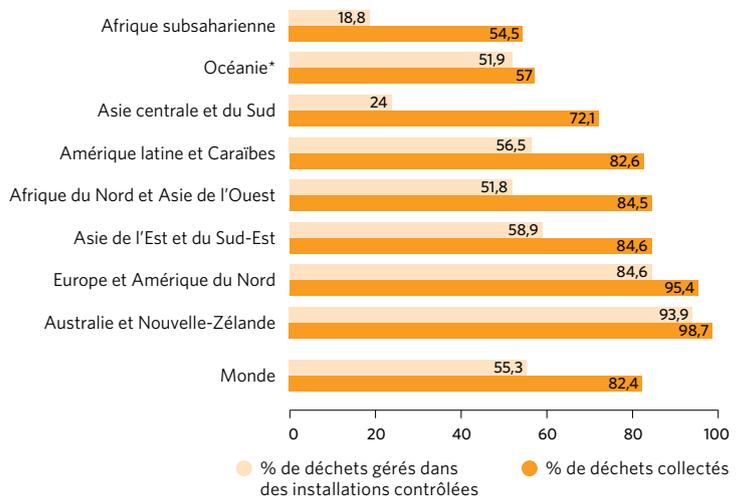
Couverture des transports publics et part de la population y ayant aisément accès dans les zones urbaines, 2020 (en pourcentage)



À mesure que les villes continuent de croître, le problème de longue date posé par les déchets urbains solides continue de s'aggraver

À mesure que l'urbanisation s'étend, les villes et métropoles du monde peinent à faire face au problème croissant des déchets urbains solides. Lorsque ceux-ci ne sont pas collectés et gérés de manière responsable, ils peuvent devenir un foyer d'infections et une source de pollution plastique et d'émissions de gaz à effet de serre. En 2022, en moyenne 82 % des déchets urbains solides étaient collectés à l'échelle mondiale et 55 % étaient gérés dans des installations contrôlées. Les municipalités d'Afrique subsaharienne et d'Océanie ont un taux de collecte moyen de moins de 60 %. En Asie et en Amérique latine et dans les Caraïbes, les villes ont des taux de collecte relativement plus élevés, allant de 70 % à 85 %. En Asie centrale et du Sud, l'écart entre le taux de collecte et le taux de gestion contrôlée est plus important que dans d'autres régions, ce qui donne à penser que de nombreuses villes dépendent encore des décharges à ciel ouvert. Des investissements importants doivent être effectués dans le développement et l'entretien des infrastructures de gestion des déchets, en particulier dans les pays à revenu faible ou intermédiaire. Cela doit s'accompagner d'une amélioration des interventions politiques et d'un renforcement de l'application des lois environnementales pour la gestion contrôlée des déchets urbains solides.

Collecte et gestion des déchets urbains solides dans des installations contrôlées, 2022 (en pourcentage)



* À l'exclusion de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande.

Les espaces publics ouverts dans les zones urbaines congestionnées jouent un rôle vital dans la vie sociale et économique, mais ne sont pas largement accessibles

Dans la préparation de l'après-COVID, les urbanistes repensent le lien entre la reprise économique et la répartition équitable des espaces publics ouverts. Les parcs, les boulevards et les terrains de jeux, par exemple, améliorent non seulement la qualité de vie urbaine, mais sont aussi des lieux où les habitants peuvent interagir, jouant ainsi un rôle vital dans la vie sociale et économique. Les données de 962 villes du monde pour 2020 indiquent une mauvaise répartition de ces espaces. Seulement environ 37,8 % des quartiers résidentiels urbains sont situés à moins de 400 mètres à pied d'un espace public ouvert, ce qui représente environ 45,2 % de la population urbaine. Alors que les décideurs et les autorités municipales travaillent à la refonte et à la modernisation de la configuration spatiale des zones urbaines, il est important de tenir compte de la répartition des espaces publics ouverts ainsi que des espaces verts dans toute la ville.

Davantage de gouvernements locaux adoptent des stratégies de réduction des risques de catastrophe, mais il faut désormais une approche plus large de gestion de ces risques et des risques climatiques

L'impact des catastrophes est ressenti d'abord et avant tout par celles et ceux qui sont en première ligne. Ainsi, les stratégies locales de réduction des risques de catastrophe sont essentielles. Entre 2015 et 2021, le nombre de pays déclarant avoir de telles stratégies a presque doublé, passant de 51 à 98. Si l'on tient compte de tous les pays ayant communiqué des données, la part moyenne des gouvernements locaux ayant adopté de telles stratégies est passée de 51 % en 2015 à 66 % en 2021. Les pays ont fait des efforts pour harmoniser la réduction des risques de catastrophe, l'adaptation aux changements climatiques et les plans de développement au niveau local. Toutefois, une approche multirisques pour le renforcement de la résilience locale est essentielle compte tenu de la nature systémique et cumulative du risque, souvent alimenté par les changements climatiques et, plus récemment, par la pandémie de COVID-19.



Consommation et production responsables

Les modes de consommation et de production non durables sont les causes profondes de la triple crise planétaire que représentent les changements climatiques, la perte de biodiversité et la pollution. Cette crise et la dégradation environnementale qui l'accompagne menacent le bien-être humain et la réalisation des ODD. Si nous maintenons le mode de développement actuel, les ressources limitées de la Terre ne pourront soutenir les moyens de subsistance des générations actuelles et futures. Transformer notre rapport à la nature est la clé d'un avenir durable. Alors que le monde élabore des stratégies de relèvement durable après la pandémie, les gouvernements et l'ensemble des citoyens devraient saisir cette occasion pour œuvrer ensemble à améliorer l'efficacité de l'utilisation des ressources, réduire les déchets et la pollution, et bâtir une nouvelle économie circulaire.

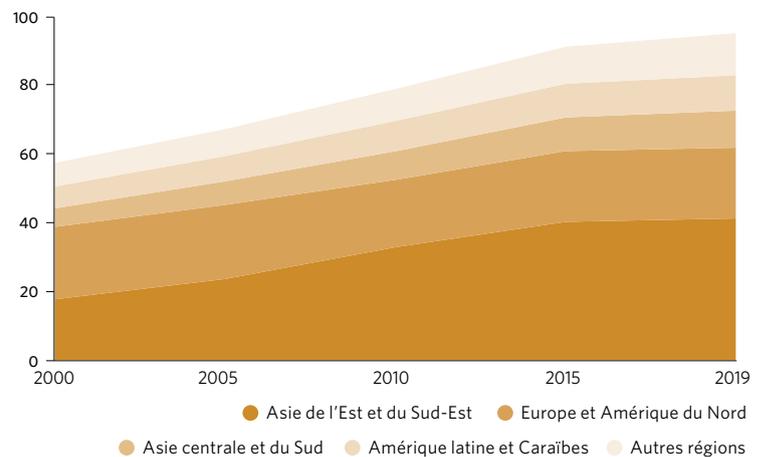


Les déchets de la décharge de Dandora, la plus grande de Nairobi, se composent en majorité de plastique. L'équivalent de 30 camions d'emballages plastiques s'y ajoute chaque jour, contribuant à un problème environnemental mondial croissant.

La dépendance croissante aux ressources naturelles a mis la Terre sur une voie non durable

La consommation matérielle nationale mesure la quantité totale de matières utilisées directement par une économie pour répondre à la demande de biens et de services à l'intérieur et à l'extérieur d'un pays. De 2000 à 2019, la consommation matérielle nationale totale a augmenté de plus de 65 % à l'échelle mondiale, pour atteindre 95,1 milliards de tonnes métriques en 2019, ce qui représente 12,3 tonnes par personne. Deux régions constituaient environ 70 % de la consommation matérielle nationale mondiale, à savoir la région Asie de l'Est et du Sud-Est et la région Europe et Amérique du Nord. Pendant cette période, l'Asie de l'Est et du Sud-Est a affiché la plus forte hausse de la consommation matérielle nationale, passant de 31 % en 2000 à 43 % en 2019. Les principaux moteurs de cette croissance sont l'augmentation de la densité de population, l'industrialisation et l'externalisation de la production à forte intensité de matériaux depuis les pays développés vers les pays en développement. La dépendance accrue aux ressources naturelles exacerbe la pression sur les écosystèmes sensibles et finit par porter atteinte tant à la santé humaine qu'à l'économie. Pour réduire cette pression, il faut accroître l'efficacité de l'utilisation des ressources, prendre des mesures de circularité et déployer des efforts globaux pour dématérialiser la croissance économique.

Consommation matérielle nationale, 2000-2019 (en milliards de tonnes métriques)



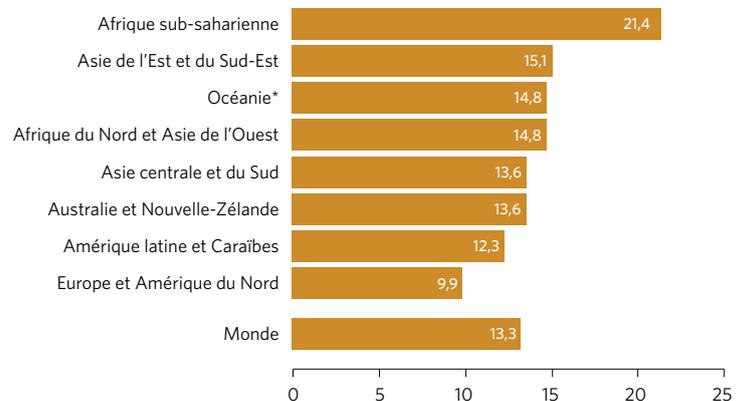
Trop d'aliments sont perdus ou gaspillés dans tous les pays chaque jour

Alors que le monde fait face à une insécurité alimentaire croissante, trop de nourriture continue d'être perdue ou gaspillée. En 2020, on estime que 13,3 % des aliments dans le monde ont été perdus après récolte et avant de parvenir sur les marchés de détail. Ces pertes surviennent au cours des activités agricoles, du transport, de l'entreposage, de la transformation et de la vente en gros. Cette part est demeurée relativement constante depuis 2016, ce qui indique qu'il n'y a eu aucun changement dans les tendances structurelles de la perte d'aliments. En outre, on estime que 17 % des aliments disponibles pour les consommateurs (931 millions de tonnes métriques) sont gaspillés par les ménages, dans le cadre de services alimentaires ou au niveau du commerce de détail, ce qui représente 121 kilogrammes par personne chaque année, et environ 60 % du gaspillage se produit dans les ménages. La perte et le gaspillage alimentaires sont des problèmes mondiaux; ils existent dans tous les pays, bien que les pertes alimentaires se produisent principalement dans les pays en développement et le gaspillage alimentaire dans les pays développés. L'Afrique subsaharienne a le plus haut niveau d'insécurité alimentaire, mais aussi le plus haut taux de pertes alimentaires.

La perte et le gaspillage de denrées alimentaires ont d'importantes conséquences environnementales, sociales et économiques. Par exemple, les aliments qui finissent dans les décharges génèrent entre 8 % et 10 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre. Réduire le

gaspillage alimentaire est un des moyens par lequel les pays peuvent tenir leur engagement au titre du Pacte mondial sur le méthane. Perdre et gaspiller des aliments, c'est perdre et gaspiller les chances d'améliorer la sécurité alimentaire et de réduire l'empreinte écologique de la production et de la consommation alimentaires.

Proportion d'aliments perdus (après récolte et avant de parvenir sur les marchés de détail, 2020 (en pourcentage))



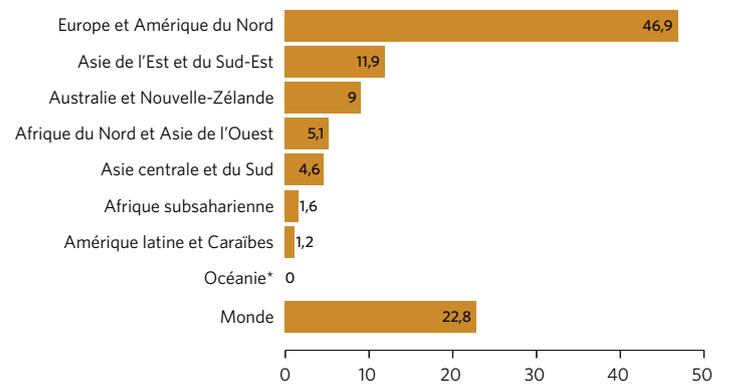
* À l'exclusion de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande.

La grande majorité des déchets électroniques dans le monde ne sont pas gérés en toute sécurité

Lorsque du matériel électrique et électronique est mis au rebut, il intègre un flux de déchets en croissance rapide qui contient à la fois des matières précieuses et dangereuses. L'augmentation rapide de ces déchets électroniques est due à la hausse de la consommation, aux cycles de vie courts des produits, et au recours minime aux réparations. En 2019, la quantité de déchets électroniques produits à l'échelle mondiale était de 7,3 kilogrammes par habitant, dont seulement 1,7 kilogramme était géré de manière écologiquement rationnelle (c'est-à-dire que toutes les substances dangereuses sont retirées et traitées de manière adéquate et que les matières recyclables sont récupérées). Les taux de collecte des déchets électroniques sont relativement importants dans les pays à revenu élevé, mais ils sont beaucoup plus faibles dans les pays à revenu faible et intermédiaire — seulement 1,6 % en Afrique subsaharienne et 1,2 % en Amérique latine et dans les Caraïbes. Dans les pays à revenu faible et intermédiaire, l'infrastructure nécessaire n'a pas encore été développée ou n'est pas suffisante pour gérer les déchets électroniques produits localement et importés illégalement. De plus, en raison de l'absence de réglementation dans ces pays, les déchets électroniques sont principalement gérés par le secteur informel, souvent de manière dangereuse. Les fluides frigorigènes usagés, par exemple, sont libérés

à l'air libre et les composants de valeur démontés de manière sélective ou extraits au moyen de combustions à l'air libre et de bains acides, polluant l'environnement et nuisant à la santé humaine.

Taux de collecte des déchets électroniques (déchets électroniques collectés et gérés de manière écologique/déchets électroniques produits), 2019 (en pourcentage)

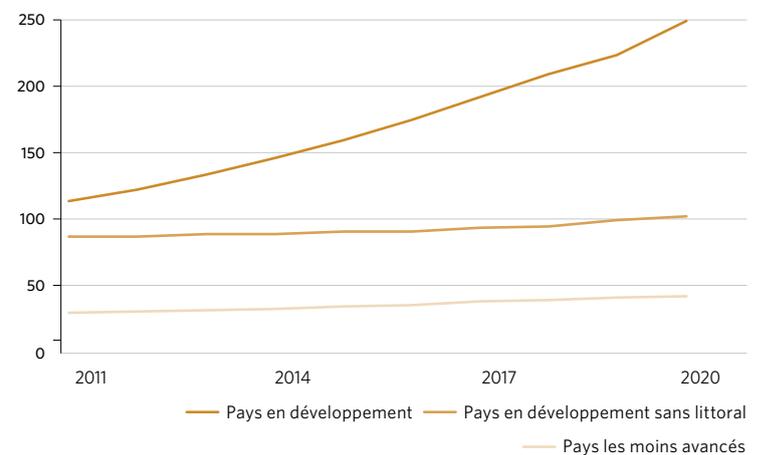


* À l'exclusion de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande.

Les énergies renouvelables connaissent un essor dans l'ensemble des pays en développement, mais les pays les plus pauvres et les plus désavantagés sont en retard

La capacité des pays en développement à produire de l'électricité à partir de sources d'énergie renouvelables a bondi au cours de la dernière décennie, passant de 109,7 watts par habitant en 2011 à 245,7 watts par habitant en 2020, et dépassant ainsi la croissance démographique. Les énergies renouvelables représentent plus d'un tiers (36,1 %) de la capacité totale de production d'électricité de ces pays. Malgré les progrès réalisés dans l'ensemble des pays en développement, les pays les moins avancés (PMA) et les pays en développement sans littoral accusent un retard important. De 2015 à 2020, le taux composé de croissance annuelle des énergies renouvelables dans les pays en développement était de 9,5 %, contre 5,2 % et 2,4 % respectivement pour les PMA et les pays en développement sans littoral. Aux taux de croissance annuels moyens actuels, il faudrait près de 40 ans à ces pays pour atteindre le même niveau que celui des pays en développement en 2020. Une action ciblée est nécessaire pour que les énergies renouvelables soient déployées dans les pays qui en ont le plus besoin.

Capacité installée de production d'énergie renouvelable, 2011-2020 (en watts par habitant)



Le niveau des subventions aux combustibles fossiles reste alarmant, malgré une baisse temporaire en 2020

Les subventions favorisant la production et l'utilisation de charbon, pétrole, gaz et autres combustibles fossiles ont des effets néfastes sur l'environnement et la santé, allant de la pollution de l'air et de l'eau aux changements climatiques. Elles font partie des plus grands obstacles financiers à la transition mondiale vers les sources d'énergie renouvelables. En 2020, les gouvernements ont dépensé 375 milliards de dollars en subventions et autres formes de soutien aux combustibles fossiles, soit une baisse par rapport aux 526 milliards de dollars dépensés en 2019. Toutefois, cette diminution était surtout due au faible niveau des prix du pétrole et au recul de la demande pendant la pandémie, et non à des réformes structurelles. En 2021, les prix des produits de base et de l'énergie ont fortement rebondi, et les subventions à la consommation et à la production de combustibles fossiles devraient bondir. Les pays qui hésitent à saisir l'occasion offerte par les faibles prix internationaux du carburant pour réformer les régimes de subventions pourraient aujourd'hui être forcés de maintenir ou d'augmenter celles-ci pour compenser la hausse des prix du carburant pour les consommateurs du monde entier. De telles stratégies auront toutefois des conséquences financières. Elles réduiront aussi les ressources indispensables pour investir dans des mesures de relèvement plus écologiques et une croissance durable. Pour répondre aux prix élevés des combustibles fossiles, il faut une transition plus rapide et à plus grande échelle vers les sources d'énergie renouvelables.

Il faut redoubler d'efforts pour intégrer pleinement le développement durable et la citoyenneté mondiale dans les systèmes éducatifs nationaux

Les connaissances sur le développement durable, la citoyenneté mondiale et la paix permettent aux individus de prendre des mesures appropriées et de contribuer positivement au bien-être de leurs communautés. Environ 90 % des pays signalent que l'éducation pour le développement durable et l'éducation à la citoyenneté mondiale sont au moins partiellement intégrées dans les lois et les politiques nationales en matière d'éducation, les programmes d'études, la formation des enseignants ou l'évaluation des élèves dans les écoles primaires et secondaires. Cependant, seuls 15 % des pays font état de niveaux élevés d'intégration dans les quatre domaines. Les taux d'intégration sont beaucoup plus faibles dans l'enseignement technique et professionnel (57 %) et dans l'éducation des adultes (51 %). Une récente enquête mondiale auprès d'enseignants du primaire et du secondaire a révélé qu'un enseignant sur quatre ne se sent pas prêt à enseigner sur ces sujets. Des efforts supplémentaires sont nécessaires pour que ces questions soient au cœur des systèmes éducatifs nationaux.

Mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques



Les températures record enregistrées en 2021 ont accru la fréquence et l'intensité des feux de forêt et les risques connexes pour la santé humaine et l'environnement.

Le monde est au bord d'une catastrophe climatique, et les chances de l'éviter s'éloignent rapidement. La multiplication des vagues de chaleur, sécheresses et inondations causées par les changements climatiques affectent déjà des milliards de personnes dans le monde et entraînent des changements potentiellement irréversibles dans les écosystèmes mondiaux. Pour limiter le réchauffement à 1,5 °C au-dessus des niveaux préindustriels, comme le prévoit l'Accord de Paris, les émissions mondiales de gaz à effet de serre devront atteindre un pic avant 2025. Elles devront ensuite diminuer de 43 % d'ici à 2030, pour atteindre la neutralité carbone d'ici à 2050, selon le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), l'organe des Nations Unies chargé d'évaluer les données scientifiques relatives aux changements climatiques.

Pour faire face, les pays mettent au point des plans d'action climatique visant à réduire les émissions et à s'adapter aux impacts climatiques grâce à des contributions déterminées au niveau national. Toutefois, les engagements nationaux actuels ne sont pas suffisants pour atteindre la cible de 1,5 °C. Suivant ces engagements, les émissions de gaz à effet

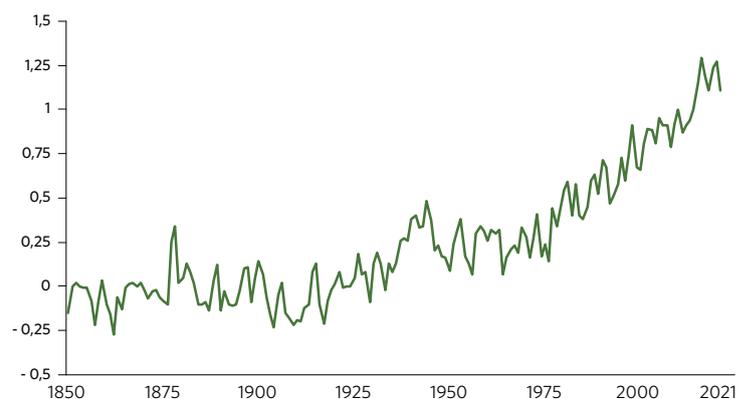
de serre devraient augmenter de près de 14 % au cours de la prochaine décennie. Des réductions immédiates et drastiques des émissions sont nécessaires dans tous les secteurs pour éviter le basculement dans les calamités climatiques et opérer un tournant vers un avenir durable.

L'augmentation des émissions mondiales de gaz à effet de serre entraîne des températures record et des conditions météorologiques plus extrêmes

En 2020, les concentrations mondiales de gaz à effet de serre ont atteint de nouveaux sommets, et les données en temps réel indiquent une hausse continue. Plus ces concentrations augmentent, plus la température de la Terre s'accroît. En 2021, la température moyenne mondiale était d'environ $1,11 \pm 0,13$ °C au-dessus du niveau préindustriel (de 1850 à 1900), ce qui en fait l'une des sept années les plus chaudes jamais enregistrées (2015 à 2021).

Bien que des variations des températures mondiales d'une année à l'autre soient à prévoir, la tendance à long terme est un réchauffement climatique. Avec la hausse des températures, le monde connaît de plus en plus de phénomènes météorologiques extrêmes. Cela se traduit par la fonte des calottes glaciaires et des glaciers, une chaleur et des précipitations intenses, ainsi qu'une montée du niveau de la mer et autres phénomènes au potentiel cataclysmique et aux conséquences sociales et économiques sombres. De tels extrêmes ont été observés sur tous les continents en 2021 : températures record au Canada, inondations meurtrières en Europe et en Asie, et sécheresses dans certaines régions d'Afrique et d'Amérique du Sud. La température moyenne annuelle mondiale devrait augmenter au-delà de 1,5 °C par rapport aux niveaux préindustriels pendant au moins une des cinq prochaines années, se rapprochant rapidement de la cible basse de l'Accord de Paris.

Température moyenne annuelle mondiale par rapport aux niveaux préindustriels (moyenne 1850-1900), 1850-2021 (en degrés Celsius)

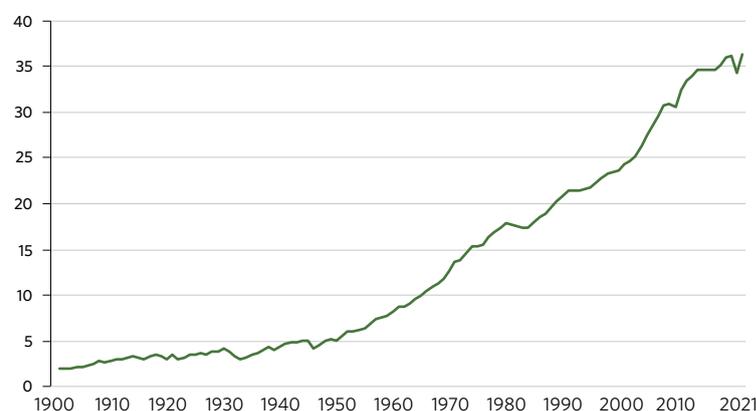


Source : La figure provient du rapport sur l'état du climat mondial en 2021 de l'Organisation météorologique mondiale, qui combine six ensembles de données internationales pour la température : HadCRUT.5.0.1.0 (Met Office du Royaume-Uni), NOAA GlobalTemp v5 (États-Unis), NASA GISTEMP v4 (États-Unis), Berkeley Earth (États-Unis), ERA5 (CEPMMT), JRA-55 (Japon).

Les émissions de combustibles fossiles ont rebondi à un niveau record en 2021, effaçant les baisses liées à la pandémie

En 2020, les perturbations sociales et économiques causées par la COVID-19 ont réduit la demande d'énergie partout dans le monde. Par conséquent, les émissions mondiales de dioxyde de carbone (CO₂) ont diminué de 5,2 % en 2020, représentant l'équivalent de près de 2 milliards de tonnes métriques, soit la plus forte baisse jamais enregistrée et près de cinq fois plus qu'après la crise financière mondiale de 2009. Mais il ne s'agissait que d'un répit. Avec l'élimination progressive des restrictions liées à la COVID-19, la demande en charbon, pétrole et gaz s'est accrue. Par conséquent, les émissions de CO₂ liées à l'énergie ont augmenté de 6 % en 2021, atteignant le plus haut niveau jamais enregistré et réduisant à néant la réduction liée à la pandémie en 2020.

Émissions de dioxyde de carbone provenant de la combustion d'énergie et des procédés industriels, 1900-2021 (en gigatonnes de CO₂)

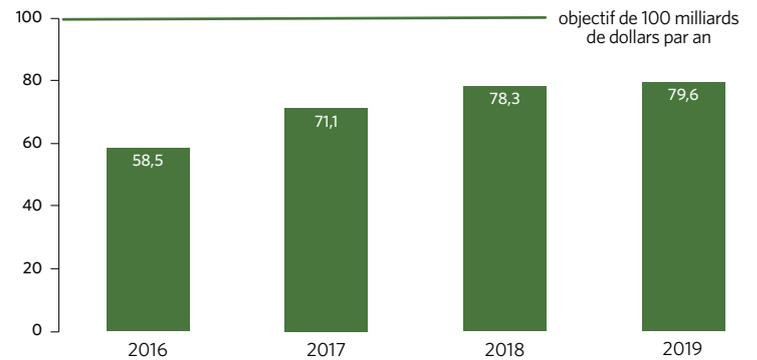


Le financement de l'action climatique n'est qu'une fraction de ce que l'ONU préconise de faire pour éviter le pire

Les pays développés se sont engagés conjointement à mobiliser 100 milliards de dollars par an avant 2020, délai ensuite prolongé jusqu'en 2025, pour la lutte contre les changements climatiques dans les pays en développement. Selon les données de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), ils ne semblent pas avoir tenu cette promesse. Les montants qu'ils ont fournis et mobilisés pour l'action climatique ont totalisé 79,6 milliards de dollars en 2019, contre 78,3 milliards de dollars en 2018. Selon les scénarios prospectifs de l'OCDE, la cible de 100 milliards de dollars ne sera pas atteinte avant 2023.

Bien que l'engagement annuel de 100 milliards de dollars soit considéré comme la base du financement international pour l'action climatique, il est bien inférieur aux estimations du GIEC, selon lesquelles il faudra 1 600 à 3 800 milliards de dollars chaque année jusqu'en 2050 pour que le monde opère la transition vers un avenir à faible émission de carbone et évite un réchauffement supérieur à 1,5°C.

Financement climatique fourni et mobilisé pour les pays en développement, 2016-2019 (en milliards de dollars)



Source : Organisation de coopération et de développement économiques, 2021. *Financement climatique fourni et mobilisé par les pays développés : Tendances agrégées mises à jour avec les données de 2019.* Paris : OCDE.

Les changements climatiques sont une « alerte rouge » pour l'humanité et font sentir leurs effets sur tous les ODD

Selon le GIEC, l'activité humaine est la cause irréfutable du réchauffement du climat, qui se produit à un rythme jamais égalé ces 2 000 dernières années. Le Sixième rapport d'évaluation du Groupe lance une « alerte rouge » pour l'humanité et décrit ce à quoi le monde ressemblera si les températures mondiales augmentent de 1,5°C ou plus.

Catastrophes et phénomènes météorologiques extrêmes

Toutes les régions du monde connaissent déjà des conditions météorologiques et climatiques extrêmes. À mesure que la planète se réchauffe, les scientifiques prévoient une augmentation de la fréquence et de l'intensité des vagues de chaleur, des inondations, des précipitations, des sécheresses et des cyclones. Si les tendances actuelles se poursuivent, le Bureau des Nations Unies pour la prévention des catastrophes prévoit que les catastrophes de moyenne à grande échelle pourraient atteindre le nombre de 560 par an — en moyenne 1,5 par jour — d'ici à 2030, soit une augmentation de 40% par rapport à 2015. Le GIEC prévoit qu'environ un tiers des terres mondiales subiront au moins une sécheresse modérée d'ici à 2100. Plus les valeurs du réchauffement climatique sont élevées, plus l'ampleur des phénomènes extrêmes anticipés est grande. Par exemple, les enfants aujourd'hui âgés de moins de 10 ans devraient connaître près de quatre fois plus de phénomènes météorologiques extrêmes d'ici à 2100 si les températures augmentent de 1,5°C, et cinq fois plus si elles augmentent de 3°C.

Océans

Le niveau de la mer a déjà crû plus rapidement qu'au cours de tout siècle précédent. Les projections montrent qu'il pourrait s'élever de 30 à 60 centimètres d'ici à 2100, même si les émissions de gaz à effet de serre sont fortement réduites et que le réchauffement de la planète reste bien au-dessous de 2°C. Une montée du niveau de la mer entraînerait des inondations et des phénomènes d'érosion côtière plus fréquents et plus graves. Le réchauffement des océans se poursuivra également avec des vagues de chaleur marines de plus en plus intenses et fréquentes, l'acidification des océans et la réduction de l'oxygène. Environ 70% à 90% des récifs coralliens d'eau chaude disparaîtront même si le seuil de 1,5°C est atteint; ils mourraient complètement au niveau de 2°C. Ces impacts devraient se produire au moins tout au long du siècle, menaçant les écosystèmes marins et les personnes qui dépendent de l'océan pour leur subsistance, qui sont plus de 3 milliards.

Biodiversité

Avant même que les changements climatiques ne se déchaînent avec toute leur force, la perte de biodiversité s'accélère. Des pertes supplé-

mentaires devraient se produire dans les systèmes terrestres, océaniques et côtiers, dont la gravité varie selon le seuil de température atteint. Par exemple, les espèces endémiques des hauts lieux de la biodiversité font face à un risque d'extinction très élevé, qui doublera si la température moyenne mondiale augmente de 1,5°C à 2°C, mais décuplera avec une hausse de 1,5°C à 3°C. Le déclin des écosystèmes et la perte de biodiversité auront des effets sur les services dépendant de la nature, menaçant la santé et la survie même de l'être humain. Ces conditions font en outre accroître le risque de nouvelles maladies zoonotiques, comme la COVID-19, ainsi que de nouvelles pandémies dans le futur.

Agriculture et systèmes alimentaires

Les sécheresses, inondations et vagues de chaleur provoquées par les changements climatiques exercent une pression supplémentaire sur la production alimentaire dans de nombreuses régions du monde. Certaines régions d'Afrique, d'Amérique centrale et d'Amérique du Sud connaissent déjà une insécurité alimentaire et une malnutrition accrues, parfois aiguës, en raison des inondations et des sécheresses. Les autres impacts prévus comprennent les sols dévitalisés, l'augmentation des invasions de ravageurs et des maladies, ainsi que l'affaiblissement des services écosystémiques tels que la pollinisation.

Populations vulnérables

Les changements climatiques touchent tout le monde, mais les personnes plus vulnérables sont les plus durement frappées. Le rapport du GIEC estime que 3,3 à 3,6 milliards de personnes vivent dans des contextes hautement vulnérables aux changements climatiques. Les zones les plus vulnérables sont concentrées dans les petits États insulaires en développement, dans l'Arctique, en Asie du Sud, en Amérique centrale et du Sud et dans une grande partie de l'Afrique subsaharienne. La pauvreté, l'accès limité aux services de base, les conflits et la mauvaise gouvernance limitent l'adaptabilité aux changements climatiques, entraînant des crises humanitaires qui pourraient déplacer des millions de personnes de leurs foyers. D'ici à 2030, on estime que 700 millions de personnes risquent d'être déplacées en raison seulement de la sécheresse.

Agir maintenant pour le climat

Selon le dernier rapport du GIEC, « les éléments scientifiques sont sans équivoque : le changement climatique menace le bien-être de l'humanité et la santé de la planète. Tout retard dans l'action mondiale concertée nous ferait perdre un temps précieux et limité pour instaurer un avenir viable. » Le rapport appelle à une action climatique immédiate.

L'activité humaine met en danger le plus grand écosystème de la planète — les océans et les mers — et affecte les moyens de subsistance de milliards de personnes. L'acidification continue des océans et la hausse de leur température menacent les espèces marines et nuisent aux services écosystémiques marins. Entre 2009 et 2018, par exemple, le monde a perdu environ 14 % des récifs coralliens, souvent appelés les « forêts tropicales de la mer », en raison de l'extraordinaire biodiversité qu'ils abritent. Les océans sont également soumis à un stress croissant causé par de multiples sources de pollution, laquelle est nocive pour la vie marine et finit dans la chaîne alimentaire. La croissance rapide de la consommation de poisson (augmentation de 122 % entre 1990 et 2018) ainsi que les politiques publiques inadéquates de gestion du secteur ont entraîné l'épuisement des stocks de poissons. La lutte contre le déclin de la santé des océans exige l'intensification des efforts de protection et l'adoption de solutions pour une économie bleue durable. Cela comprend une approche « source-mer » qui traite



Les petits pêcheurs namibiens prennent part à une initiative visant à promouvoir le travail décent pour une reprise juste, résiliente et durable après la crise de la COVID-19.

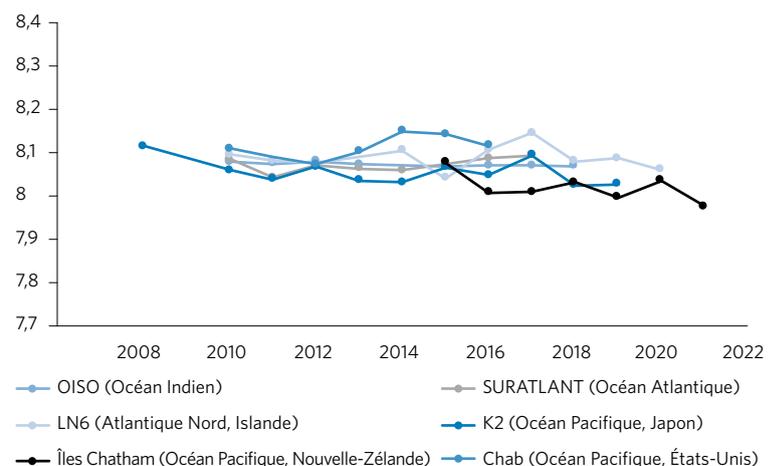
directement des liens entre les écosystèmes des terres, eaux, deltas, estuaires, côtes, littoraux et océans, en appui à la gestion holistique des ressources naturelles et au développement économique.

L'acidification croissante limite la capacité de l'océan à modérer les changements climatiques

L'océan absorbe environ le quart des émissions annuelles de dioxyde de carbone (CO₂) dans le monde, atténuant ainsi les changements climatiques et réduisant leurs effets. Cependant, ce service critique a un prix : il modifie le système des carbonates et accroît l'acidité de l'océan. L'acidification de l'océan menace les organismes et les services écosystémiques, met en danger les pêches et l'aquaculture, et altère la protection côtière en affaiblissant les récifs coralliens. La hausse de l'acidification devrait s'accroître au cours des prochaines décennies. À mesure que l'acidification s'aggrave, la capacité de l'océan à absorber le CO₂ de l'atmosphère diminuera, limitant son rôle de modérateur des changements climatiques.

Ces deux dernières années, le nombre de stations d'observation donnant des informations sur l'acidification des océans a presque doublé, passant de 178 en 2021 à 308 en 2022. Des lacunes subsistent toutefois dans les rapports et données. Les sites d'observation en haute mer, par exemple, indiquent une baisse continue du pH au cours des 20 à 30 dernières années. Les observations côtières, en revanche, dressent un tableau plus varié en raison de multiples facteurs de stress.

Valeurs moyennes annuelles du pH relevées par des stations d'échantillonnage représentatives en haute mer, 2008-2021



La prolifération du plastique, l'apport excessif de nutriments et d'autres formes de déchets tuent la vie marine

Les principales sources de pollution marine sont terrestres, donnant lieu à un flux de rejets, déchets et ruissellements dans l'océan qui semble incontrôlable. En 2021, une étude a estimé que plus de 17 millions de tonnes métriques de plastique sont entrées dans l'océan, constituant la majeure partie (85 %) des déchets marins. Le volume de pollution plastique qui se déverse dans l'océan chaque année devrait doubler ou tripler d'ici à 2040, menaçant toute la vie marine.

Pour les zones côtières, l'eutrophisation due à la pollution par les nutriments montre une tendance à la hausse de 2016 à nos jours. Il en résulte un nombre croissant de « zones mortes » dans le monde, qui sont passées de 400 en 2008 à environ 700 en 2019. Même si la COVID-19 a eu pour effet de réduire la pollution côtière dans certaines régions avec le déclin du tourisme et d'autres activités, la pandémie ne semble pas avoir atténué l'eutrophisation côtière à l'échelle mondiale.

De vastes zones de l'océan sont placées sous protection, mais les efforts doivent être encore intensifiés

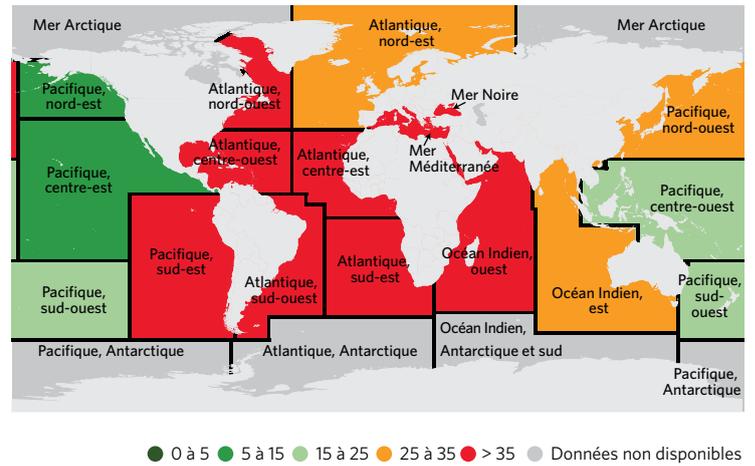
Les aires marines protégées et d'autres mesures efficaces de conservation de la biodiversité — y compris les sanctuaires, réserves et parcs marins — ont connu une forte croissance au cours de la dernière décennie. La couverture mondiale des aires marines protégées s'élevait à 8 % des eaux côtières et océans mondiaux en 2021. Les aires récemment désignées feront augmenter cette part, qui se rapproche de la cible de 10 % prévue dans les ODD et les Objectifs d'Aichi pour la biodiversité. Par exemple, une aire marine protégée en haute mer ayant une importance vitale pour les oiseaux de mer a été désignée récemment dans l'Atlantique Nord, couvrant près de 600 000 kilomètres carrés.

Il est important que les aires protégées soient situées stratégiquement, c'est-à-dire dans les sites déterminants pour la conservation de la nature, tels que les zones essentielles pour la biodiversité. Cela dit, en moyenne, plus de la moitié (55 %) des zones essentielles pour la biodiversité marine ne sont toujours pas protégées.

Les stocks mondiaux de poissons sont toujours menacés, bien que la voie vers la durabilité soit libre et navigable

Les stocks mondiaux de poissons sont de plus en plus menacés par la surpêche et par la pêche illicite, non déclarée et non réglementée. Plus d'un tiers (35,4 %) des stocks mondiaux ont été surexploités en 2019, contre 34,2 % en 2017 et 10 % en 1974. Toutefois, le déclin a récemment ralenti. Le Pacifique sud-est enregistre aujourd'hui le pourcentage le plus élevé de stocks de poissons à des niveaux biologiquement non viables (66,7 %), suivi de la mer Méditerranée et de la mer Noire (63,3 %) et du Pacifique nord-ouest (45 %). En revanche, le Pacifique centre-est, le Pacifique sud-ouest, le Pacifique nord-est et le Pacifique centre-ouest avaient la plus faible proportion (13 % à 21 %) de stocks à des niveaux non viables. L'amélioration de la réglementation, conjuguée à des mesures de suivi et de surveillance efficaces, a permis de ramener les stocks surexploités à des niveaux biologiquement viables. Cependant, l'adoption de telles mesures a été généralement lente, en particulier dans de nombreux pays en développement, d'après quelques données préliminaires recueillies en 2020.

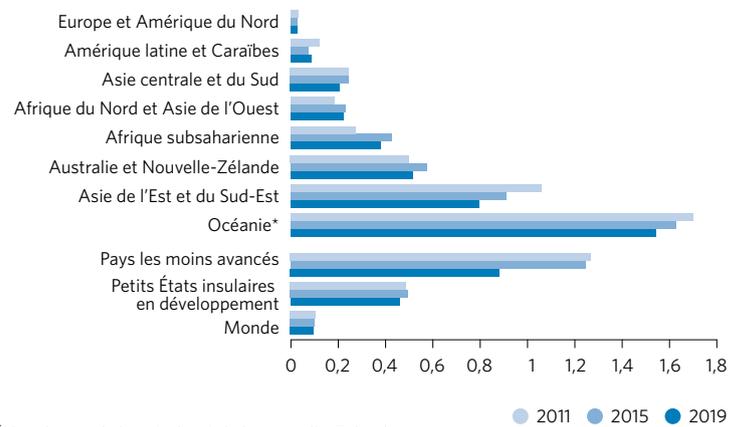
Proportion de stocks de poissons se situant à des niveaux biologiquement non viables, par principales zones de pêche telles que définies par la FAO, 2019 (en pourcentage)



La pression sur les stocks de poissons réduit la contribution de la pêche durable à la croissance économique dans certaines régions

La pêche durable joue un rôle important dans les économies locales et la sécurité alimentaire. Elle représentait environ 0,1 % du PIB mondial en 2019, soit une proportion qui n'a guère changé depuis 2011. Dans les petits États insulaires en développement de l'Océanie et les pays les moins avancés, cette proportion s'élève à 1,5 % et 0,9 % du PIB, respectivement, ce qui indique une plus grande dépendance à la pêche des personnes pauvres dans le monde. Alors que certaines régions ont vu la contribution de la pêche au PIB augmenter, d'autres sont confrontées à des pressions externes d'origine humaine sur les stocks sauvages. Par exemple, le déclin de la durabilité de plusieurs stocks dans l'océan Pacifique a donné lieu à une tendance à la détérioration générale pour l'Asie de l'Est et du Sud-Est, où la pêche durable est passée de 1,06 % du PIB en 2011 à 0,80 % en 2019. La gestion durable des stocks de poissons demeure essentielle pour veiller à ce que la pêche continue de générer de la croissance économique et de soutenir un développement équitable à l'avenir.

Pêche durable en proportion du PIB, 2011-2019 (en pourcentage)



Il faut accélérer les mesures pour soutenir les petits pêcheurs, dont bon nombre ont vu leurs moyens de subsistance s'effondrer pendant la pandémie

Près d'un demi-milliard de personnes dépendent au moins partiellement de la pêche artisanale, qui représente 90 % de l'emploi de la pêche dans le monde. Presque tous les petits pêcheurs (97 %) vivent dans des pays en développement et nombre d'entre eux sont touchés par de hauts niveaux de pauvreté et n'ont pas de perspectives de développement social et économique. Depuis 2015, les efforts visant à offrir aux petits pêcheurs l'accès aux ressources et aux marchés maritimes se sont multipliés dans la plupart des régions. L'indice composite mondial moyen — qui mesure les cadres favorables et actions concrètes de soutien et de participation à la prise de décision par les petits pêcheurs — est passé à un niveau de mise en œuvre moyen de 5 sur 5 en 2022, contre 3 sur 5 en 2018. Les défis actuels comprennent l'amélioration des taux de signalement et l'accélération des progrès compte tenu des répercussions disproportionnées de la COVID-19 sur les communautés de petits pêcheurs. Dans de nombreux endroits, les pêcheurs ont été incapables de pêcher, transformer ou vendre du poisson pendant de longues périodes en raison des restrictions liées à la pandémie et de l'effondrement des marchés.

Rétablir les stocks de poissons — et les revenus — grâce aux connaissances traditionnelles

Dans le village de Menarbu, en Indonésie, les habitants dépendent entièrement de la mer pour leur subsistance car ils ne peuvent pas cultiver de légumes à vendre hors de leur communauté. Yohanis Ayamisebahe, un pêcheur local, possède un bateau équipé d'un moteur hors-bord sur lequel il transporte ses lignes de pêche, tuba et *kalawai* (lance). En 2018, après avoir constaté que les conditions en mer et les stocks de poissons se détérioraient, son village a mis en place un système de gestion des ressources côtières communautaire autochtone appelé *sasi*. Depuis lors, M. Ayamisebahe dit que les stocks de poissons prospèrent et que les revenus augmentent. Ce système traditionnel, qui remonte à des générations, repose sur l'équilibre entre les habitants et leur environnement. Il vise à protéger l'écosystème marin côtier au moyen d'un ensemble précis de règles, y compris sur le moment où différentes espèces de poissons peuvent être pêchées. Le défi pour la communauté consiste maintenant à trouver des débouchés à proximité pour ses produits, car le marché se trouve très loin et l'essence coûte cher.



Vie terrestre



L'agriculture dans la région du Sahel, en Afrique, n'est pas simple, mais de nouvelles techniques, comme celle de la demi-lune ci-dessus, améliore la collecte d'eau de pluie et rend le sol plus perméable pour la plantation.

Des écosystèmes en bonne santé et la diversité biologique qu'ils renferment sont une source de nourriture, d'eau, de médicaments, d'abris et d'autres biens matériels. Ils fournissent également des services écosystémiques — assainissement de l'air et de l'eau, par exemple — qui sont indispensables à la vie et augmentent la résilience face aux pressions croissantes. Néanmoins, les activités humaines ont profondément modifié la plupart des écosystèmes terrestres : il est établi qu'environ 40 000 espèces sont menacées d'extinction dans les prochaines décennies, 10 millions d'hectares de forêts (soit une superficie égale à celle de l'Islande) sont détruits chaque année, et plus de la moitié des zones essentielles pour la biodiversité ne sont toujours pas protégées.

Afin de prévenir et d'enrayer la dégradation de ces écosystèmes, de nombreux pays gèrent leurs forêts de manière durable, protègent des sites essentiels pour la biodiversité et adoptent des lois et politiques nationales de conservation. Toutefois, des occasions sont manquées. L'émergence de la COVID-19 a donné l'occasion d'intégrer les consi-

dérations relatives à la biodiversité dans les mesures de relance économique et de bâtir un avenir plus viable, mais la biodiversité a été largement négligée dans les dépenses de rétablissement.

La superficie forestière mondiale continue de diminuer, principalement en raison de l'expansion agricole

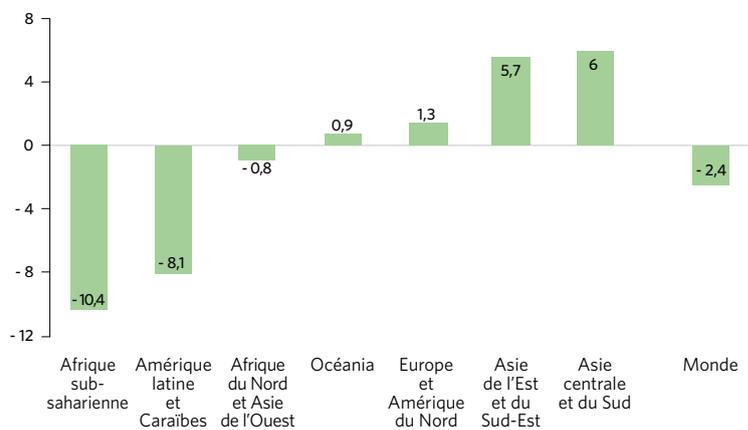
La superficie forestière mondiale continue de diminuer, mais à un rythme un peu plus lent qu'au cours des décennies précédentes. La proportion de forêts est passée de 31,9 % de la superficie terrestre totale en 2000 à 31,2 % en 2020, soit une perte nette de près de 100 millions d'hectares. L'expansion agricole est à l'origine de près de 90 % de la déforestation mondiale, dont 49,6 % en raison de l'expansion des terres cultivées et 38,5 % du pâturage du bétail.

Les changements de superficie forestière varient considérablement d'une région à l'autre. L'Asie, l'Europe et l'Amérique du Nord ont enregistré une augmentation globale de la superficie forestière entre 2000 et 2020 en raison du boisement, de la restauration des paysages et de l'expansion naturelle des forêts. En revanche, des pertes importantes ont été observées en Amérique latine et en Afrique subsaharienne, principalement en raison de la conversion des forêts en terres agricoles.

L'abattage de forêts se poursuit, malgré des gains importants dans plusieurs régions. Entre 2010 et 2021, la superficie de terres forestières certifiées a augmenté de 35 %. La proportion de forêts faisant l'objet d'un plan de gestion à long terme est passée de 54 % en 2010 à 58 % en 2020. En 2020, plus de 700 millions d'hectares de forêts (18 %) se trouvaient dans des aires protégées légalement établies. Alors que la

quasi-totalité des forêts d'Asie centrale, d'Europe et d'Asie de l'Ouest font l'objet d'un plan de gestion, la proportion de forêts gérées reste faible en Amérique latine et dans les Caraïbes, en Océanie et en Afrique subsaharienne.

Changement de la couverture forestière, 2000-2020 (en pourcentage)



Les efforts mondiaux en faveur de l'accès et du partage des avantages des ressources génétiques prennent de l'ampleur

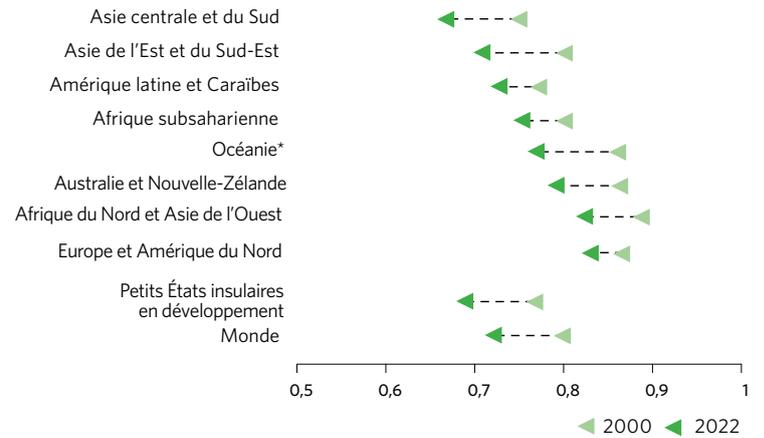
Le monde continue de progresser dans la mise en œuvre de cadres visant l'utilisation durable des ressources génétiques et des connaissances traditionnelles associées. Le Protocole de Nagoya à la Convention sur la diversité biologique fournit un cadre juridique transparent pour un partage juste et équitable des avantages découlant de l'utilisation des ressources génétiques. En février 2022, 132 pays et l'Union européenne avaient ratifié le Protocole, et 68 pays avaient élaboré au moins une mesure législative, administrative ou politique pour en assurer la mise en œuvre.

Toujours à cette date, le nombre de parties contractantes au Traité international sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture était passé à 148, contre 135 en 2015. Soixante-dix-neuf pays ont présenté un rapport national sur l'application des dispositions du Traité, soit une hausse considérable par rapport aux 12 pays qui l'avaient fait en 2016. En outre, le nombre d'accords types de transfert de matériel a augmenté, passant de 55 352 en 2015 à 81 556 en 2022, ce qui indique que davantage d'utilisateurs bénéficient du Système multilatéral du Traité pour la recherche, la sélection et la formation.

Le risque d'extinction des espèces continue d'augmenter et atteint son plus haut niveau en Asie et dans les petits États insulaires en développement

Le risque d'extinction des espèces augmente à un rythme sans précédent dans l'histoire de l'humanité. L'indice de la Liste rouge, qui mesure le risque global d'extinction des espèces dans certains groupes taxonomiques, révèle une détérioration de 9,2 % entre 2000 et 2022. La prévalence globale du risque d'extinction et le taux de détérioration varient considérablement d'une région à l'autre. L'Asie centrale et du Sud, l'Asie de l'Est et du Sud-Est, et les petits États insulaires en développement connaissent des risques plus graves et une détérioration plus rapide que la moyenne mondiale. Les principaux facteurs de tels déclin sont la non-durabilité de l'agriculture et la surexploitation des espèces sauvages. Les activités humaines, comme l'exploitation forestière et l'agriculture, empiètent sur les habitats et mettent en péril environ 20 % des espèces de reptiles, par exemple. Pour conserver et exploiter durablement la biodiversité, des actions clés sont à mener de toute urgence, comme enrayer la perte nette d'habitat, transformer la gestion des terres et passer à une agriculture durable.

Indice de la Liste rouge de survie des espèces, 2000 et 2022

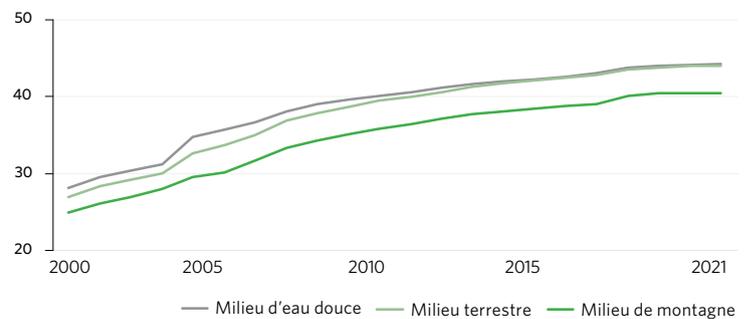


* À l'exclusion de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande.

Près de la moitié des zones identifiées comme étant essentielles pour la biodiversité mondiale sont sous protection, même si les progrès tardent dans quatre régions

Compte tenu de la grande diversité de la répartition de la biodiversité et des menaces qui pèsent sur celle-ci aux quatre coins du monde, il est important que les aires protégées aient un emplacement stratégique. La sauvegarde des zones essentielles pour la biodiversité par la création d'aires protégées ou d'autres mesures de conservation efficaces par zone aide à prévenir la perte rapide de biodiversité. À l'échelle mondiale, le pourcentage moyen de couverture de zones essentielles pour la biodiversité par des aires protégées est passé de plus d'un quart en 2000 à près de la moitié en 2021. Malgré cette tendance encourageante, la hausse de la couverture a ralenti ces dernières années. De plus, la couverture est inégale. Quatre régions — Afrique du Nord et Asie de l'Ouest, Asie centrale et du Sud, Asie de l'Est et du Sud-Est, et Océanie — ont toujours une couverture moyenne de moins de 35 % des zones essentielles pour la biodiversité se trouvant en milieu marin, terrestre, d'eau douce et de montagne.

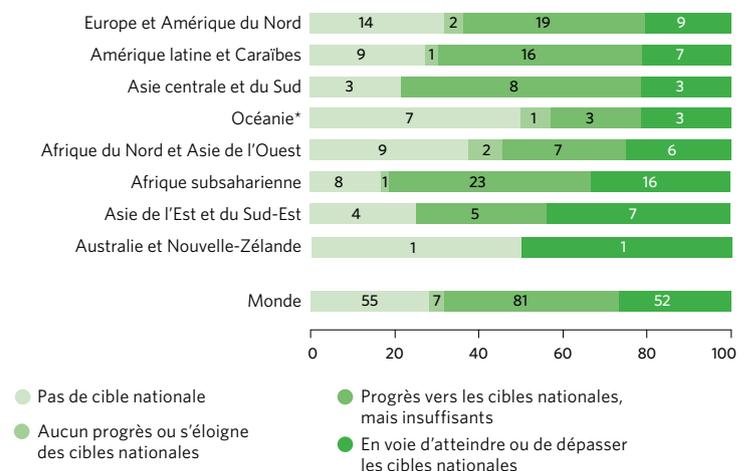
Proportion moyenne des zones essentielles pour la biodiversité se trouvant en milieu d'eau douce, terrestre et de montagne couvertes par des aires protégées 2000-2021 (en pourcentage)



Les processus nationaux de planification reflètent de plus en plus la valeur de la biodiversité, mais les progrès sont encore trop lents

La biodiversité contribue directement ou indirectement à la réalisation de la plupart des ODD. Le nombre de pays qui incorporent des valeurs écosystémiques et de biodiversité dans les comptes nationaux et les systèmes de notification montre une tendance constante à la hausse. La majorité des pays ont établi des cibles nationales à cet égard, conformément à l'objectif 2² d'Aichi pour la biodiversité du Plan stratégique pour la biodiversité 2011-2020. En janvier 2022, 37 % des pays évalués étaient en voie d'atteindre ou de dépasser leurs cibles nationales; 58 % avaient réalisé des progrès vers leurs cibles, mais à un rythme insuffisant; et 5 % avaient déclaré n'avoir pas progressé ou s'éloigner de leurs cibles nationales. Malgré des avancées importantes, l'objectif 2 d'Aichi pour la biodiversité n'a pas été atteint en 2020. Reconstruire en mieux après la COVID-19 est une occasion d'intégrer les considérations relatives à la biodiversité dans les mesures de relance économique afin de bâtir un avenir plus durable, tout en réduisant le risque de futures pandémies, mais cette occasion n'est pas saisie. À ce jour, la biodiversité a été largement négligée dans les dépenses de rétablissement.

Nombre de pays faisant état de différents niveaux de progrès vers les cibles nationales établies conformément à l'objectif 2 d'Aichi pour la biodiversité, janvier 2022



* À l'exclusion de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande.

² Objectif 2 d'Aichi pour la biodiversité : D'ici à 2020 au plus tard, les valeurs de la diversité biologique ont été intégrées dans les stratégies et les processus de planification nationaux et locaux de développement et de réduction de la pauvreté, et incorporées dans les comptes nationaux, selon que de besoin, et dans les systèmes de notification.

Paix, justice et institutions efficaces

Les appels à la paix mondiale se font de plus en plus pressants alors que le monde connaît le plus grand nombre de conflits violents depuis 1946, un quart de la population mondiale vivant dans des pays touchés par des conflits à la fin de 2020. Du fait de ces crises et en dépit des restrictions des déplacements imposées en raison de la COVID-19, les déplacements forcés se sont poursuivis, voire amplifiés. En mai 2022, un nombre record de 100 millions de personnes avaient été déplacées de force dans le monde. Ce nombre impressionnant va augmenter avec les répercussions de plus en plus grandes de la guerre en Ukraine. Le coût de la guerre et des conflits est élevé, touchant surtout les personnes pauvres et vulnérables et entraînant des impacts mondiaux et une escalade des violations des droits de l'homme et des besoins humanitaires. L'exercice des libertés fondamentales pour la défense d'autrui reste meurtrier, avec 320 attaques mortelles contre des défenseurs des droits humains, des journalistes et des syndicalistes enregistrées dans 35 pays en 2021. Mettre fin aux conflits armés, renforcer les institutions et adopter des lois inclusives et équitables qui protègent les droits humains de toutes les personnes sont des conditions préalables nécessaires au développement durable.



À Lviv, en Ukraine, Nicolai dit au revoir à sa fille, Elina, 4 ans, et à sa femme, Lolita, qui fuient la guerre dans un train à destination de la Pologne.

Les civils continuent de subir de plein fouet les conflits violents, avec un nombre record de personnes déplacées de force

L'ONU a enregistré au moins 13 842 décès liés à 12 des conflits armés les plus meurtriers au monde en 2021. Parmi eux, on comptait 11 075 civils, dont 1 sur 8 était une femme ou un enfant. Bien qu'il demeure à un niveau inacceptable, le nombre de décès de civils liés aux conflits a chuté de 17% par rapport à 2020 et de 69% par rapport à 2015. Bon nombre de ces situations de conflit sont précaires, et les risques d'escalade et de violations du droit international des droits de l'homme et du droit international humanitaire se multiplient.

En mai 2022, le nombre de personnes contraintes de fuir les conflits, la violence, les violations des droits humains et les persécutions avait dépassé les 100 millions. Selon les données de 2021, on estime que 42% des personnes déplacées de force dans le monde étaient des enfants, dont la vie et le développement ont subi des dommages et perturbations immenses en raison de conflits, de violences physiques et sexuelles persistantes, du non-respect de leurs besoins fondamentaux, du manque d'accès à l'éducation, et de vastes problèmes de santé mentale à la suite de traumatismes. Les incidents recouvrant toutes les formes de violence contre les enfants en Ukraine seulement sont estimés à des dizaines de milliers, affectant de manière disproportionnée les enfants vivant en institution et les enfants handicapés. Les violations des droits humains

dans les pays touchés par des conflits, y compris la traite des personnes et le travail forcé, se multiplient et le droit international humanitaire est bafoué, mettant en péril le pacte mondial de l'humanité.

Outre ces conséquences évidentes de la guerre, il y a d'autres impacts durables et de grande portée. Par exemple, le déclenchement de la guerre en Ukraine a fait monter en flèche les prix des aliments, des carburants et des engrais, perturbé les chaînes d'approvisionnement et le commerce mondial, et ébranlé les marchés financiers, ce qui pourrait conduire à une crise alimentaire mondiale. Alors que l'urgence humanitaire dans ce pays est aujourd'hui sur le devant de la scène internationale, de nombreux autres conflits méritent tout autant d'attention et de compassion — et de manière constante. Au cours de la dernière décennie, le monde a dépensé 349 milliards de dollars pour le maintien de la paix, l'aide humanitaire et le soutien aux réfugiés.

Tant que les conflits armés ne prendront pas fin, ils continueront de retentir sur toutes les couches de la société et de frapper le plus durement les plus vulnérables. Afin d'éviter de nouvelles déstabilisations au niveau mondial, le Secrétaire général a appelé toutes les parties aux conflits armés à trouver d'autres solutions que les armes et à s'engager sur la voie de la diplomatie et de la paix.

Le traçage est essentiel pour freiner le commerce illicite des armes légères, mais doit être renforcé grâce à une meilleure coopération mondiale

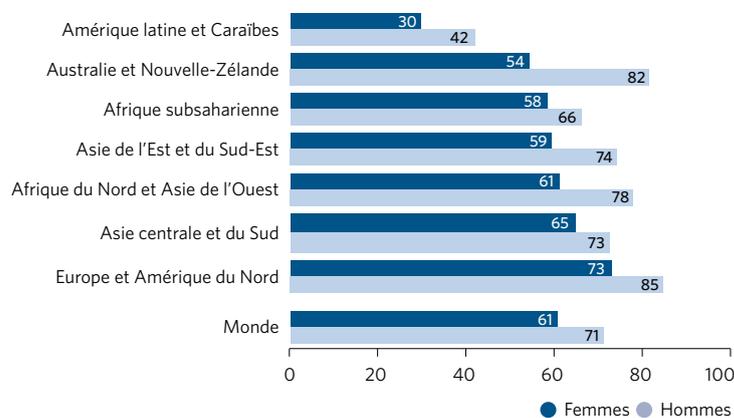
Le traçage est essentiel pour réussir à enquêter et à communiquer sur l'origine des armes à feu illégales — étape cruciale dans la lutte contre le commerce illicite des armes légères. Cela dit, la mise en œuvre systématique du traçage demeure un défi à l'échelle mondiale. Entre 2016 et 2020, en moyenne 28% des armes saisies ont été retracées avec succès, selon des données provenant de 20 pays. Près de 60% des armes à feu retracées l'ont été au moyen d'un registre national, les

40% restants l'ayant été au niveau international à l'aide d'un registre étranger. Cela montre l'importance des pratiques de coopération au niveau international, bien qu'elles ne soient pas encore suffisantes. La destruction des armes est une autre mesure importante pour réduire les flux d'armes illicites. De 2018 à 2019, les autorités nationales ont détruit en moyenne 48% des armes saisies, trouvées ou rendues volontairement.

Au niveau mondial, environ un tiers des personnes — principalement des femmes — disent ne pas se sentir en sécurité lorsqu'elles sortent seules dans leur quartier la nuit

Le sentiment d'insécurité dans un espace public peut fondamentalement éroder le sentiment de bien-être et miner la confiance et l'engagement communautaire, faisant obstacle au développement. En moyenne, au niveau mondial, environ 69 % des personnes déclarent se sentir en sécurité lorsqu'elles sortent seules la nuit dans leur zone de résidence — proportion qui est demeurée stable de 2016 à 2021. Cependant, des différences marquées sont observées entre les régions, la région Amérique latine et Caraïbes déclarant le plus faible niveau de sécurité publique perçue et l'Asie de l'Est et du Sud-Est déclarant le niveau le plus élevé. La proportion de femmes qui se sentent en sécurité lorsqu'elles sortent seules dans leur quartier la nuit est, en moyenne, de 10 points de pourcentage inférieure à celle des hommes (61% contre 71%), selon les données pour 2019-2021 de 106 pays. Cet écart entre les sexes se maintient dans toutes les régions, mais il est particulièrement prononcé en Australie et Nouvelle-Zélande (27 points de pourcentage) et en Afrique du Nord et Asie de l'Ouest (17 points de pourcentage).

Nombre de personnes considérant que sortir seules la nuit dans leur zone de résidence ne présente pas de risques, par sexe, moyenne pour 2019-2021 (en pourcentage)

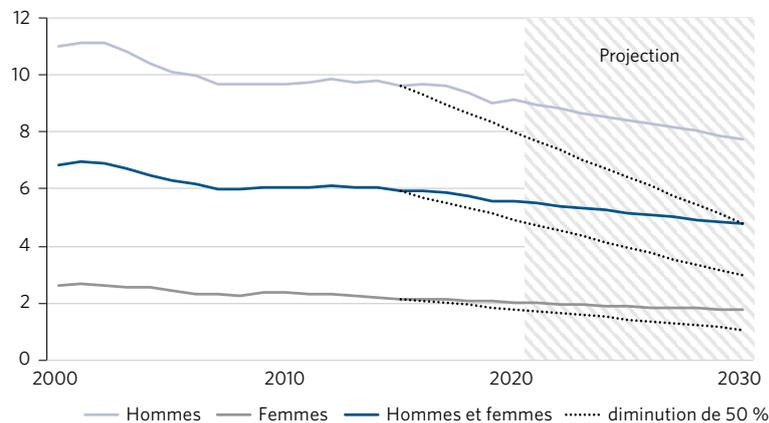


La baisse des taux d'homicides laisse encore apparaître de fortes différences entre les sexes

Entre 2015 et 2020, le taux mondial d'homicides a diminué de 5,2 %, passant de 5,9 à 5,6 homicides pour 100 000 personnes. À l'échelle mondiale, 8 victimes d'homicide sur 10 sont des hommes, bien que les femmes et les filles représentent environ 60 % de toutes les victimes d'homicide tuées par un partenaire intime ou un membre de la famille. Des disparités entre les sexes sont également constatées au niveau régional. En Amérique latine et dans les Caraïbes, le taux d'homicides a diminué de 6,9 % chez les hommes, mais a augmenté de 2,7 % chez les femmes entre 2015 et 2020. En Asie de l'Est et du Sud-Est, le taux d'homicides a diminué de 35 % chez les hommes, mais de 20 % chez les femmes.

D'ici à 2030, on prévoit que le taux mondial d'homicides diminuera de 19 % par rapport au niveau de 2015, pour s'établir à environ 4,8 pour 100 000 personnes, ce qui ne correspond pas à la « réduction nette » fixée dans les ODD d'ici à 2030. Pour accélérer les progrès, il faudra des interventions politiques supplémentaires visant à réduire la violence mortelle dans l'espace public, ainsi que des politiques spécifiques destinées à prévenir les meurtres sexistes dans les foyers.

Tendances et projections du taux mondial d'homicides, par sexe, 2000-2030 (homicides pour 100 000 personnes)

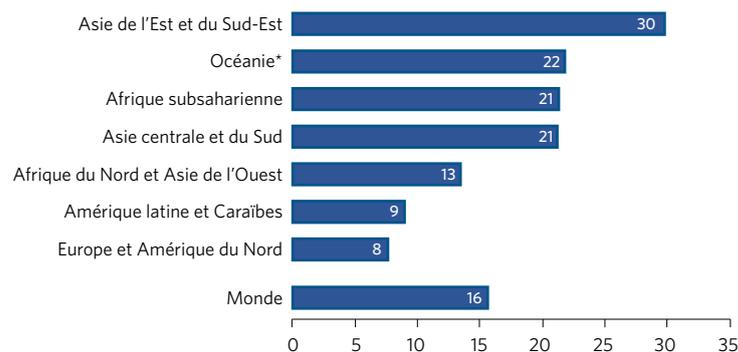


Note : Les projections pour les années 2021 à 2030 représentent des extrapolations linéaires des tendances observées pour les années 2015 à 2020.

Des processus commerciaux rationalisés et transparents peuvent aider à enrayer la corruption, présente dans toutes les régions

Les entreprises du monde entier sont confrontées à des obstacles et à une concurrence déloyale en raison de la corruption, ce qui nuit au développement durable des économies nationales. À l'échelle mondiale, près d'une entreprise sur six fait l'objet d'une demande de versement de pot-de-vin de la part de fonctionnaires, le plus souvent dans le cadre de transactions relatives à des raccordements aux réseaux d'alimentation en électricité et en eau, des permis de construction, des licences d'importation, des licences d'exploitation, et des réunions avec des agents du fisc. L'incidence de la corruption varie selon les régions : l'Asie de l'Est et du Sud-Est et les pays les moins avancés enregistrent le plus haut niveau, où environ 30% des entreprises sont touchées, tandis que les régions Amérique latine et Caraïbes et Europe et Amérique du Nord enregistrent les plus faibles taux, avec 9% et 8% respectivement. Les décideurs politiques peuvent réduire la prévalence de la corruption en exigeant que les processus commerciaux, tels que les demandes et les paiements de permis et licences, soient effectués en ligne et soient entièrement transparents.

Proportion d'entreprises ayant fait l'objet d'une demande de versement de pot-de-vin, dernières données 2006-2021 (en pourcentage)



Partenariats pour la réalisation des objectifs

De nombreux pays en développement peinent à se remettre de la pandémie malgré un niveau record de l'aide publique au développement (APD) et une forte reprise de l'investissement étranger direct (IED) et des envois de fonds. Entre autres défis, les pays en développement sont confrontés à une inflation record, une hausse des taux d'intérêt et une aggravation du fardeau de la dette. Avec des priorités concurrentes et une marge de manœuvre financière limitée, beaucoup ont plus de difficultés que jamais à se rétablir économiquement. Avec une pandémie qui est loin d'être terminée et des disparités marquées dans la distribution des vaccins entre les pays, il existe aussi la menace d'un relèvement après la COVID-19 « à deux vitesses ». Pour reconstruire en mieux après la pandémie et préserver les ODD, il faudra une transformation à grande échelle de l'architecture financière et de la dette internationale. Le monde est confronté à une multitude de crises dans tous les domaines — social, sanitaire, environnemental et sur les plans de la paix et de la sécurité. Pour trouver des solutions durables, la



En mars 2022, ces jeunes ont participé au Dialogue des jeunes sur les objectifs de développement durable des Nations Unies tenu à Bangkok.

coopération internationale doit être intensifiée de toute urgence. Pour éviter les crises, il faudra beaucoup plus d'investissements dans les données et les statistiques.

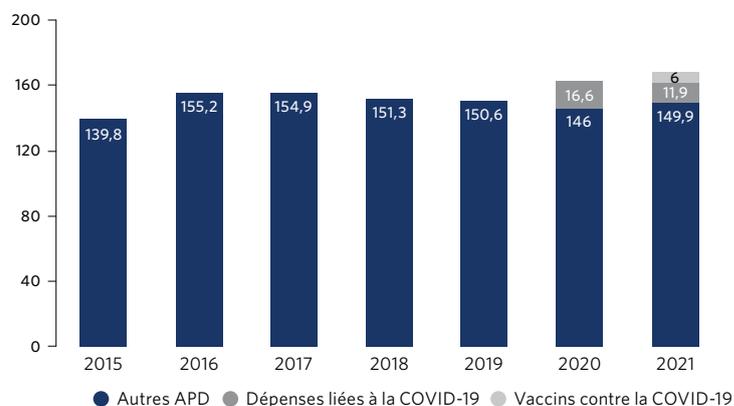
L'aide publique au développement a atteint un nouveau sommet, en grande partie en raison de l'aide liée à la COVID-19, mais n'atteint pas la cible

En 2021, les flux nets d'APD provenant des pays membres du Comité d'aide au développement (CAD) de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) se sont élevés à 177,6 milliards de dollars, soit une hausse de 3,3% en termes réels par rapport à 2020. Ce niveau d'APD représentait 0,33% du revenu national brut (RNB) combiné des donateurs en 2020, atteignant un nouveau sommet. Pourtant, il reste inférieur à la cible de 0,7% et n'est donc pas suffisant pour permettre aux pays en développement de redresser la barre pour atteindre les cibles des ODD. La hausse est principalement due au soutien des membres du CAD aux activités liées à la COVID-19 (y compris la prévention, le traitement et les soins), qui s'établit selon l'estimation initiale à 18,7 milliards de dollars. Sur ce total, l'APD pour les dons de vaccins contre la COVID-19 s'élevait à 6,3 milliards de dollars (3,5% de l'APD nette totale), soit près de 857 millions de doses pour les pays en développement.

Depuis 2015, l'APD nette a augmenté de 20%. Malgré les pressions budgétaires dans tous les pays, elle a atteint un sommet en 2020 puis une nouvelle fois en 2021. La guerre en cours en Ukraine a un impact direct sur l'APD en 2022, en raison de l'augmentation des dépenses pour les réfugiés. L'aide militaire à l'Ukraine et l'augmentation des dé-

penses militaires des pays européens ne sont pas considérées comme de l'APD. Cependant, elles pourraient conduire à un remaniement soudain des budgets et menacer l'aide au développement vers les pays les plus pauvres du monde à un moment où elle est urgente.

Composition des flux nets de l'aide publique au développement, 2015-2021 (en milliards de dollars constants de 2020)



L'importance des données et des statistiques pour la prise de décisions éclairées n'a jamais été aussi évidente, mais le financement de ce secteur a stagné

Disposer de données actualisées et de grande qualité s'est avéré essentiel pour orienter la prise de décisions en matière de développement, en particulier pendant la pandémie. En 2021, 150 pays et territoires ont déclaré mettre en œuvre un plan statistique national, contre 132 en 2020, dont 84 entièrement financés. La pandémie a retardé l'élaboration de nouveaux plans à l'échelle mondiale, ce qui signifie que de nombreux organismes nationaux de statistique mettent en œuvre des plans dont la date d'exécution a expiré et qui ne couvrent donc peut-être pas pleinement leurs objectifs de matière de développement, ceux-ci étant appelés à évoluer.

Une récente enquête a révélé que la majorité des organismes nationaux de statistique dans les pays à faible revenu ont connu des retards modérés ou graves dans les décaissements budgétaires en 2021. Bon nombre d'entre eux comptaient sur l'aide au développement de sources externes, qui a diminué pendant la pandémie, pour mettre en œuvre leur programme de travail. Au cours des trois prochaines années, ils

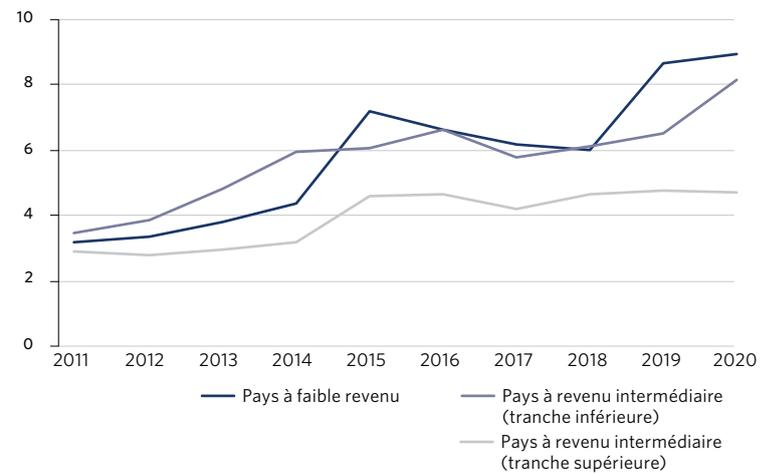
s'attendent à faire face aux déficits de financement les plus importants dans les recensements des entreprises et de l'agriculture, ainsi que dans les recensements de la population et des logements.

Les premières analyses indiquent que l'APD pour les données et les statistiques s'élevait à 650 millions de dollars en 2020, soit une légère baisse par rapport aux 662 millions de dollars relevés en 2019. La tendance générale du financement de ce secteur est demeurée à 0,3% de l'APD totale. De plus, hormis une augmentation importante du financement des données sur la santé, le financement reçu pour d'autres activités statistiques considérées comme fondamentales a diminué de 18%. Le financement des données propres aux ODD, comme les données sur le genre et le climat, a connu une baisse encore plus importante qu'en 2020. Cela indique que même les activités liées aux données les plus fondamentales sont rapidement passées au second plan au début de la pandémie, entraînant de graves lacunes dans les données et des retards dans les pays en ayant le plus besoin.

La pandémie a alourdi le fardeau de la dette des pays à revenu faible ou intermédiaire

Les encours totaux de la dette extérieure des pays à revenu faible ou intermédiaire ont augmenté de 5,3% en 2020 pour atteindre 8 700 milliards de dollars. Cette hausse est due à un accroissement de la dette à long terme, qui a augmenté de 6 % pour s'établir à 6 300 milliards de dollars. En raison de la pandémie mondiale, les ratios de la dette extérieure se sont encore détériorés, car le rythme d'accumulation de la dette extérieure a dépassé la croissance des recettes d'exportation dans la plupart des pays à revenu faible ou intermédiaire. Dans les pays à faible revenu, le ratio du service de la dette publique et de la dette garantie par l'État par rapport aux exportations est passé d'une moyenne de 3,1% en 2011 à 8,8% en 2020. L'aggravation des indicateurs de la dette a été généralisée et a touché les pays de toutes les régions géographiques. Les pays d'Afrique subsaharienne ont connu la détérioration la plus prononcée des indicateurs de la dette: le ratio dette/RNB est passé d'une moyenne de 23,4% en 2011 à 43,7% en 2020, et le ratio dette/exportations a triplé en moyenne au cours de la même période.

Ratio service de la dette/exportations par groupe de revenu, 2011-2020 (en pourcentage)

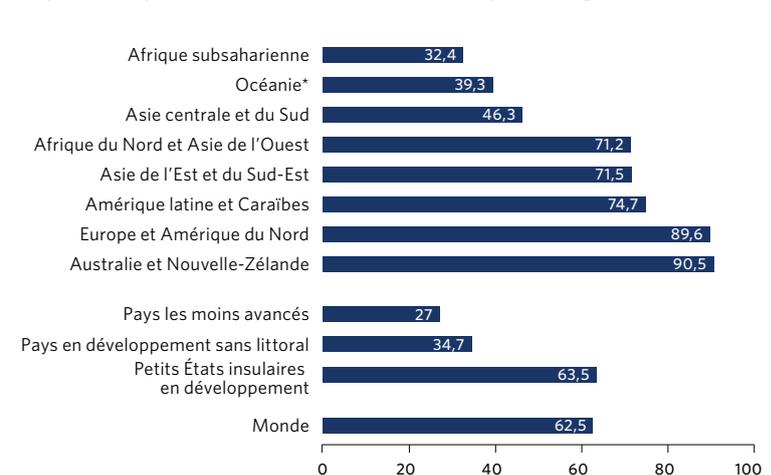


L'utilisation d'Internet a bondi en raison de la pandémie, même si les régions les plus pauvres accusent toujours un retard

Depuis l'émergence de la COVID-19, Internet est devenu un outil essentiel pour travailler, apprendre, accéder à des services de base et rester en contact. Les dernières données montrent que son utilisation s'est accélérée pendant la pandémie. En 2019, 4,1 milliards de personnes (soit 54% de la population mondiale) s'en servaient. Le nombre d'utilisateurs a bondi de 782 millions pour atteindre 4,9 milliards de personnes en 2021, soit 63% de la population mondiale. En 2020, première année de la pandémie, le nombre d'utilisateurs d'Internet a augmenté de 10,2%, soit la plus forte augmentation en dix ans, portée par les pays en développement, où l'usage d'Internet a augmenté de 13,3%. En 2021, la croissance est revenue à un taux plus modeste (5,8%), correspondant aux taux relevés avant la crise. Le nombre d'utilisateurs d'Internet dans les PMA a augmenté de 20% et représentait 27% des utilisateurs entre 2019 et 2021.

Les abonnements au haut débit fixe continuent de croître régulièrement, atteignant une moyenne mondiale de 17 abonnements pour 100 habitants en 2021. Dans les PMA, malgré une croissance à deux chiffres, le haut débit fixe reste le privilège de quelques-uns, avec seulement 1,4 abonnement pour 100 habitants.

Proportion de personnes utilisant Internet, 2021 (en pourcentage)



* À l'exclusion de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande.

L'investissement étranger direct mondial a fortement rebondi en 2021, mais les flux vers les pays les plus pauvres n'ont affiché qu'une croissance modeste

Les flux mondiaux d'investissement étranger direct ont fortement rebondi en 2021, atteignant 1 580 milliards de dollars, soit une augmentation de 64% par rapport à 2020. La reprise a toutefois été très inégale d'une région à l'autre. Les économies développées ont connu la plus forte hausse, avec un IED estimé à 746 milliards de dollars en 2021, soit plus du double du niveau de 2020. Les flux d'IED dans les économies en développement ont augmenté de 30%, pour atteindre près de 837 milliards de dollars. Les flux dans les PMA ont enregistré une croissance plus modeste de 13%. Pris ensemble, les flux vers les PMA, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement ne représentaient que 2,5% du total mondial en 2021, contre 3,5% en 2020.

Les investissements internationaux dans les secteurs liés aux ODD dans les pays en développement ont augmenté de 70% en 2021. La majeure partie de la croissance est venue des projets d'énergie renouvelable et d'efficacité énergétique. Toutefois, la part de l'investissement total des ODD dans les pays en développement allant dans les PMA a diminué, passant de 19% en 2020 à 15% en 2021.

Les envois de fonds vers les pays pauvres restent solides, soutenus par une forte activité économique et des niveaux d'emploi élevés dans de nombreux pays d'accueil

En 2021, les envois de fonds vers les pays à revenu faible ou intermédiaire ont atteint 605 milliards de dollars, ce qui représente une forte croissance de 8,6% par rapport à 2020. Pour la deuxième année consécutive, les envois de fonds vers ces pays (à l'exclusion de la Chine) ont dépassé l'IED et l'APD réunis. Cette hausse importante est principalement due aux envois d'argent effectués par les migrants vers leur pays pour aider leurs familles en proie à des difficultés économiques pendant la pandémie. La vigueur de l'activité économique et les niveaux d'emploi dans nombre des grands pays d'accueil ayant mis en œuvre des programmes de relance budgétaire ont contribué à cette croissance. Le coût de l'envoi de fonds au-delà des frontières internationales est demeuré élevé, à 6% en moyenne, soit le double de la cible de 3%.

On prévoit que les envois de fonds augmenteront de 4,2% pour atteindre 630 milliards de dollars en 2022, soit moins de la moitié de la croissance observée en 2021. Cette baisse est une conséquence directe de la crise en Ukraine. Les envois de fonds vers ce pays devraient augmenter de plus de 20% en 2022. En revanche, de nombreux pays d'Asie centrale qui dépendent de la Fédération de Russie verront probablement une diminution des envois de fonds.

Note au lecteur

Cadre mondial d'indicateurs pour le suivi et l'examen des objectifs de développement durable

Les informations présentées dans ce rapport sont basées sur les dernières données disponibles (en juin 2022) concernant une sélection d'indicateurs du cadre mondial d'indicateurs relatifs aux ODD¹, développé par le Groupe d'experts des Nations Unies et de l'extérieur chargé des indicateurs relatifs aux objectifs de développement durable et adopté par l'Assemblée générale le 6 juillet 2017 (voir résolution 71/313, annexe). Le cadre mondial d'indicateurs est utilisé pour examiner les progrès accomplis au niveau mondial.

Sources de données et base pour cette analyse

Pour la plupart des indicateurs présentés dans ce rapport, les valeurs représentent des agrégats régionaux et/ou sous-régionaux. En général, les chiffres sont des moyennes pondérées des données de pays et utilisent la population de référence comme pondération. Ces moyennes sont calculées à partir des données nationales recueillies par les organismes internationaux, en fonction de leurs mandats respectifs et de leurs compétences spécialisées, auprès des systèmes statistiques nationaux. Les données nationales recueillies par les organismes internationaux sont souvent ajustées aux fins de comparabilité internationale et font l'objet d'estimations lorsqu'elles sont manquantes. Conformément à la décision prise par la Commission de statistique et en accord avec la résolution 2006/6 du Conseil économique et social, les estimations utilisées pour la compilation d'indicateurs mondiaux doivent être produites en consultation avec les autorités statistiques nationales. Les critères et mécanismes de validation par les autorités statistiques nationales sont décrits dans le rapport du Groupe d'experts des Nations Unies et de l'extérieur chargé des indicateurs relatifs aux objectifs de développement durable³ et ont été adoptés par la Commission de statistique lors de sa cinquantième session⁴.

La collaboration entre les systèmes statistiques nationaux et les organisations régionales et internationales est essentielle pour une circulation

effective de données comparables au niveau international. De tels mécanismes peuvent être améliorés en facilitant la coordination entre les bureaux nationaux de statistique et les systèmes statistiques nationaux. Une base regroupant les données et métadonnées mondiales, régionales et nationales disponibles pour les indicateurs des ODD inclus dans ce rapport est tenue à jour par la Division de statistique du Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat de l'ONU et peut être consultée à l'adresse <https://unstats.un.org/sdgs>. Compte tenu des nouvelles données et des méthodologies révisées, les séries de données présentées dans ce rapport ne sont pas toujours comparables avec des séries de données antérieures.

Bien que les chiffres agrégés présentés dans ce rapport soient pratiques pour vérifier les progrès, la situation des pays d'une région donnée, ainsi que de groupes de population et de zones géographiques à l'intérieur des pays, peut varier de manière significative par rapport aux moyennes régionales. Présenter des chiffres agrégés pour toutes les régions masque aussi une autre réalité : le manque, dans de nombreuses parties du monde, de données adéquates pour évaluer les tendances nationales ainsi que pour documenter et suivre la mise en œuvre des politiques de développement.

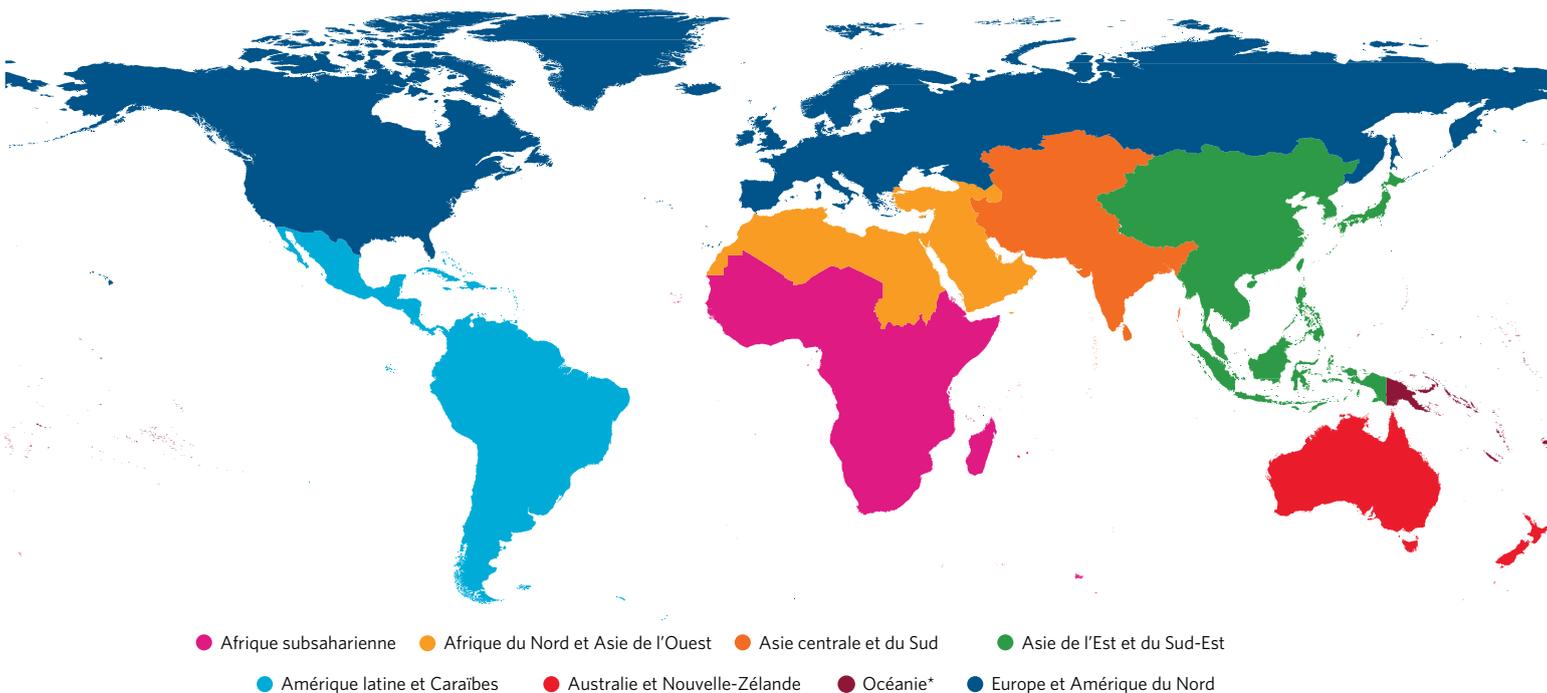
¹ La liste complète des indicateurs est disponible à l'adresse <https://unstats.un.org/sdgs/indicators/indicators-list>.

² La composition de ces sous-régions est présentée à la section concernant les groupements régionaux.

³ Voir le Rapport du Groupe d'experts des Nations Unies et de l'extérieur chargé des indicateurs relatifs aux objectifs de développement durable (E/CN.3/2019/2), annexe I.

⁴ Voir le Rapport de la Commission de statistique sur la cinquantième session (E/2019/24-E/CN.3/2019/34).

Groupements régionaux



- Notes :
- Océanie* désigne l'Océanie, à l'exclusion de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande, dans toute la publication.
 - Les frontières et les noms employés dans cette carte et les autres cartes de cette publication n'impliquent ni reconnaissance ni acceptation officielles de la part de l'Organisation des Nations Unies.

Ce rapport présente les données sur les progrès accomplis vers la réalisation des ODD dans le monde entier et dans différents groupes régionaux. Les groupes de pays sont basés sur les régions géographiques définies par les Codes standard des pays et des zones à usage statistique (connus sous l'appellation M49)⁵ de la Division de statistique du Département des affaires économiques et sociales de l'ONU. Les régions géographiques sont indiquées sur la carte ci-dessus. Pour les besoins de cette publication, certaines régions du M49 ont été regroupées.

L'utilisation des régions géographiques comme base des groupes de pays est un changement majeur par rapport au *Rapport sur les objectifs de développement durable 2016* et les rapports sur la progression des objectifs du Millénaire pour le développement. Auparavant, les données étaient présentées pour des pays dans des régions « développées » et des pays dans des régions « en développement », qui étaient ensuite divisées en sous-régions géographiques. Bien qu'il n'existe pas de règle établie pour définir les pays ou zones « développés » et « en développement » dans le système des Nations Unies, les données relatives à

certains indicateurs dans ce rapport sont toujours présentées pour des régions/pays développé(e)s et en développement, aux seules fins de l'analyse statistique, et sont basées sur les appellations utilisées par les organisations internationales qui ont fourni les données⁶.

En outre, le texte et les chiffres présentent, dans la mesure du possible, des données pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement, qui sont des groupes de pays requérant une attention spéciale.

Une liste complète des pays inclus dans chaque région, sous-région et groupe de pays est disponible à l'adresse <https://unstats.un.org/sdgs/indicators/regional-groups>.

Le terme « pays », tel qu'il est utilisé dans cette publication, désigne également, le cas échéant, des territoires ou des zones. Les appellations employées dans la présente publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

⁵ Tous les détails sur la norme M49 sont disponibles sur le site Web de la Division de statistique à l'adresse <https://unstats.un.org/unsd/methodology/m49>.

⁶ Une note de discussion en date du 31 octobre 2016, intitulée « Update of the regional groupings for the SDG report and database », donne les détails sur ce changement et est disponible à l'adresse <https://unstats.un.org/sdgs/indicators/regional-groups>.

Crédits photos :

Couverture © PAM/Sayed Asif Mahmud

Page 6 © UNICEF/Olivia Acland

Page 26 © ILRI/Mann

Page 28 © FAO/Luis Tato

Page 30 © ONU-Femmes/Pathumporn Thongking

Page 34 © UNICEF/Rindra Ramasomanana

Page 36 © OIT Sri Lanka

Page 38 © Union européenne/ECHO/Melaku Asefa

Page 40 © ONU-Femmes/Ryan Brown

Page 42 © OIT/E. Raboanally

Page 44 © OIT/KB Mpofu

Page 46 © FAO/Arete/Ismail Taxta

Page 48 © Zoriah

Page 50 © PNUE

Page 52 © Photo USFS (Service des forêts des États-Unis)

Page 54 © OIT/Victor Libuku

Page 56 © FAO/Giulio Napolitano

Page 58 © Photo AP/Emilio Morenatti

Page 60 © ONU Thaïlande

Cartes : Les cartes des pages 39 et 40 proviennent de la Division de statistique du Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat de l'ONU.

Les données cartographiques proviennent de la Section de l'information géospatiale de l'Organisation des Nations Unies.

Conception des infographies des pages 8 à 25 :

Dewi Glanville, à l'aide des icônes disponibles à l'adresse thenounproject.com, sous licence NounPro.

Conception du rapport, conception graphique, mise en page et correction :

Groupe des services chargés des contenus/Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences

Éditrice : Lois Jensen

Copyright © Nations Unies, 2022

Tous droits réservés

Toute demande pour reproduire des extraits ou photocopier ce rapport doit être adressée à Copyright Clearance Center à l'adresse www.copyright.com.

Pour tout autre renseignement sur les droits et licences, y compris les droits dérivés, envoyez votre demande à : United Nations Publications, 300 East 42nd Street, New York, NY, 10017, United States of America.

Courriel : publications@un.org; site Internet : www.un.org/fr/publications

Publication des Nations Unies, Département des affaires économiques et sociales

e-ISBN : 978-92-1-001810-4

ISSN : 2521-7216

e-ISSN : 2521-7224

Comme suite à la résolution 70/1 de l'Assemblée générale demandant au Secrétaire général de préparer un rapport annuel sur les objectifs de développement durable (par. 83), le présent rapport a été établi par le Département des affaires économiques et sociales, en collaboration avec les organisations internationales et régionales, bureaux, institutions spécialisées, fonds et programmes du système des Nations Unies énumérés ci-dessous. Des statisticiens nationaux, des experts de la société civile et des milieux universitaires y ont également contribué.

Agence internationale de l'énergie (AIE)
Agence internationale pour les énergies renouvelables
Alliance des petits États insulaires
Banque asiatique de développement (BAsD)
Bureau d'appui à la consolidation de la paix, Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix
Bureau de l'Envoyé du Secrétaire général pour la jeunesse
Bureau de l'état de droit et des institutions chargées de la sécurité, Département des opérations de paix
Bureau des Nations Unies pour la prévention des catastrophes
Bureau du Haut-Représentant pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement
Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général chargé de la question de la violence contre les enfants
Centre du commerce international (CCI)
Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP)
Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (CESAO)
Commission économique pour l'Afrique (CEA)
Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC)
Commission économique pour l'Europe (CEE)
Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED)
Département des affaires économiques et sociales (DESA)
Division des affaires maritimes et du droit de la mer
Énergie durable pour tous
Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes)
Fonds d'équipement des Nations Unies
Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP)
Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF)
Fonds monétaire international (FMI)
Groupe de la Banque mondiale
Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH)
Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR)
Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDD)
ONU-Eau
ONU-Énergie
ONU-Océans
Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)
Organisation de l'aviation civile internationale (OACI)
Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)
Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO)
Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI)
Organisation internationale du Travail (OIT)
Organisation météorologique mondiale (OMM)
Organisation mondiale de la Santé (OMS)
Organisation mondiale du commerce (OMC)
Organisation mondiale du tourisme (OMT)
Partenariat statistique au service du développement au XXI^e siècle (PARIS21)
Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA)
Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)
Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE)
Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat)
Secrétariat de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques
Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique
Service de la lutte antimines de l'ONU
Union internationale des télécommunications (UIT)
Union internationale pour la conservation de la nature (UICN)
Union interparlementaire (UIP)

Pour obtenir plus d'informations, consulter le site Web de la Division de statistique du Département des affaires économiques et sociales consacré aux objectifs de développement durable à l'adresse <https://unstats.un.org/sdgs>.

« Nous devons nous élever plus haut pour sauvegarder les objectifs de développement durable — et rester fidèles à notre promesse d'un monde de paix, de dignité et de prospérité sur une planète en bonne santé. »

— *ANTÓNIO GUTERRES*
SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE L'ONU